



Conditions Générales de Vente

Préambule

Le Vendeur est défini ci-dessous comme étant SDMO Industries SAS, dont le siège social est situé au 270, rue de Kerervern, 29490 Guipavas, France – RCS Brest 548 202 985 – Numéro de TVA intracommunautaire : FR60548202985 – Tél : 02.98.41.00.00. Conformément à la loi en vigueur, les présentes conditions générales du Vendeur définissent les conditions dans lesquelles le Vendeur vend ses Produits, ainsi que des prestations et pièces accessoires, et ses Pièces de Rechange. Toute Commande passée au Vendeur emporte acceptation par l'Acheteur des présentes conditions générales de vente et renonciation de sa part à ses propres conditions générales d'achat. Les présentes conditions générales de vente peuvent être adaptées dans le cadre de conditions particulières de vente, lorsque les spécificités de la transaction le justifient. Au cas de divergence ou de contradiction entre les conditions particulières de vente et les conditions générales de vente, les premières l'emporteront.

I – Devis et Commande

Les prix et les renseignements portés sur les catalogues, prospectus et tarifs ne sont donnés qu'à titre indicatif, le Vendeur se réservant le droit d'apporter toutes modifications de disposition, de forme, de dimensions ou de matière à ses Produits et éléments de Produits, et à ses Pièces de Rechange, dont les gravures, les photos et les descriptions.

A la demande de l'Acheteur, le Vendeur peut fournir un devis, qui constitue un engagement ferme dans le délai d'option fixé au devis. Le périmètre de fourniture du Produit et de prestations accessoires, et de Pièces de Rechange, comprend exactement et uniquement le Produit, les Pièces de Rechange et les prestations spécifiés dans le devis.

L'accusé de réception de la Commande de l'Acheteur par le Vendeur vaut engagement ferme et définitif sur l'ensemble des éléments stipulés au devis.

Le contrat de vente n'est parfait que sous réserve d'acceptation expresse par le Vendeur de la Commande de l'Acheteur, et ce dans un délai d'un mois à compter de la réception de celle-ci. Passé le délai d'un mois, le fait pour le Vendeur de ne pas avoir notifié, par écrit, le rejet de cette Commande ou des réserves à celle-ci vaudra acceptation pure et simple de la Commande. Le Vendeur ne tiendra compte d'aucune clause contraire et/ou complémentaire qui ne serait pas expressément acceptée par le Vendeur dans l'acceptation de la Commande.

En cas d'étude spécifique dûment convenue, la définition du Produit et des prestations accessoires sera réalisée sur la base des informations communiquées par l'Acheteur au Vendeur, notamment en matière de puissance et/ou d'intensité nécessaires ou de choix du site d'implantation du Produit. A cet égard, l'Acheteur s'engage à apporter sa meilleure collaboration à la définition du projet, et ce en fournissant toutes les informations nécessaires notamment en ce qui concerne la situation géographique, les contraintes environnementales et de voisinage et la réglementation applicable de manière générale et/ou spécifique au site ; le Produit fourni étant prévu, sauf dispositions particulières expressément convenues par les Parties, pour un mode de fonctionnement en condition de service et d'utilisation « standard ».

Pour les Produits ou les prestations ou les Pièces de Rechange qui ne sont pas compris dans le devis du Vendeur, les nouveaux prix et délais, ainsi que tout élément substantiel, sont négociés et acceptés entre l'Acheteur et le Vendeur, avant toute exécution.

Le montant minimum d'une commande de Pièces de Rechange est fixé à 200,00 (deux cent) Euros Hors Taxes (hors pièces de rechange pour groupe portable). Pour toute Commande inférieure à ce montant et sauf spécification

différente convenue entre les Parties, un forfait de facturation de 50,00 (cinquante) Euros Hors Taxes est facturé à l'Acheteur afin de couvrir les frais de traitement de la Commande.

L'Acheteur doit préciser sur sa Commande de Pièces de Rechange le degré d'urgence de celle-ci :

- Urgent : livraison « Ex Works Lieu Convenu » ou mise à disposition usine sous un délai de soixante-douze heures ouvrées
- Prioritaire : livraison « Ex Works Lieu Convenu » ou mise à disposition usine sous un délai de dix jours ouvrés
- Stock : livraison « Ex Works Lieu Convenu » ou mise à disposition usine sous un délai de cinq semaines en jours calendaires.

Ainsi que le mode de livraison selon l'Incoterm© 2020.

Une fois la Commande de Pièces de Rechange enregistrée par le Vendeur et l'accusé de réception transmis à l'Acheteur par le Vendeur, aucune modification sur le degré d'urgence ne sera possible sauf accord express du Vendeur. En cas de modification de la Commande par l'Acheteur, le Vendeur pourra facturer à l'Acheteur des frais correspondant à des prestations logistiques et administratives supplémentaires.

II – Annulation ou Suspension de la Commande

Dans le cas où l'Acheteur annule la Commande, sans faute du Vendeur, les paiements effectués par l'Acheteur sont acquis définitivement au Vendeur aux fins de couvrir les dépenses et les frais liés à l'annulation de la Commande. Dans le cas où aucun acompte n'est versé par l'Acheteur au Vendeur, alors l'indemnité compensatrice sera égale à 25 (vingt-cinq) % du montant de la Commande.

Dans le cas où l'Acheteur suspend la Commande pour des raisons non imputables au Vendeur, celui-ci devra indemniser le Vendeur des coûts raisonnablement engagés du fait de cette suspension.

III – Emballage – Mode de Livraison et Transport – Délai de Livraison

III.1 – Emballage

Sauf spécification différente convenue entre les Parties, une protection de type "housses plastique" sera proposée par le Vendeur pour les Produits ou un emballage « caisse bois, non normée » ou « carton » pour les Pièces de Rechange ; la responsabilité de ce dernier n'étant pas susceptible d'être engagée, ce tant du fait du mode ou de la durée d'un stockage éventuel, que de la survenance de tout autre élément postérieurement à la livraison.

Néanmoins le Vendeur peut, sur demande expresse de l'Acheteur, prévoir la fourniture d'un type d'emballage spécifique demandé par ce dernier ; cette prestation supplémentaire devant impérativement donner lieu à passation d'une Commande.

III.2. Mode de livraison et Transport

Sauf stipulation contraire, la livraison s'effectue « Ex- Works (EXW), Lieu Convenu », selon l'Incoterm© 2020. L'Acheteur supporte tous les frais et risques liés à l'acheminement du Produit ou des Pièces de Rechange du lieu convenu ou de l'usine du Vendeur à la destination souhaitée.

Selon l'Incoterm utilisé, le coût du transport et des documentations nécessaires à la livraison peut faire l'objet d'un devis spécifique du Vendeur à l'Acheteur.

Dans le cas où le Vendeur prend en charge les prestations de transports et de livraison, l'Acheteur doit vérifier les expéditions à l'arrivée du Produit ou des Pièces de Rechange et d'exercer, s'il y a lieu, ses recours contre le transporteur. Notamment et en cas de matériel manquant ou de dommage subi par le Produit ou les Pièces de Rechange à la livraison, dûment confirmé et constaté, l'Acheteur est tenu d'émettre ses éventuelles réserves auprès du transporteur au moment de la livraison, de telle sorte que les droits des parties vis-à-vis du transporteur soient préservés.

Le Vendeur peut souscrire pour le compte de l'Acheteur et sur demande expresse de celui-ci, une couverture d'assurance destinée à garantir l'Acheteur des dommages susceptibles d'être occasionnés au Produit ou aux Pièces de Rechange pendant la phase de transport. En cas de sinistre pour lequel la garantie liée à l'assurance souscrite s'exerce, il est expressément convenu que l'Acheteur conservera à sa charge la franchise, prévue dans la police d'assurance souscrite par le Vendeur.

Si la livraison est retardée pour une cause quelconque, indépendante de la volonté du Vendeur, le matériel est emmagasiné et manutentionné s'il y a lieu et pour autant que le Vendeur y consente, aux frais et risques de l'Acheteur ; le Vendeur déclinant toute responsabilité. Le Vendeur assure à titre gratuit le stockage sous un délai d'un mois à compter de la date de mise à disposition du Produit ou des Pièces de Rechange. A l'expiration de ce délai d'un mois et après notification écrite du Vendeur, les frais de stockage pourront être facturés à l'Acheteur pour un montant correspondant à 1 % de la valeur de la Commande de l'Acheteur par mois de stockage. Tout mois commencé sera dû ; un forfait minimum de frais de stockage étant fixé à 100 Euros (cent euros).

Par ailleurs et dans le cas où l'Acheteur ne prend pas livraison du Produit ou des Pièces de Rechange dans le cadre de modalités de livraison autre que « Ex-Works (EXW), Lieu Convenu » selon l'Incoterm® 2020 sous un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de notification formelle du Vendeur, alors le Vendeur se réserve le droit de modifier les modalités de livraison pour une livraison « Ex- Works (EXW), Lieu Convenu » selon l'Incoterm® 2020.

Sauf demande expresse de l'Acheteur, le Vendeur peut organiser la livraison de Pièces de Rechange, de manière partielle, en fonction des disponibilités des Pièces de Rechange commandées.

III.3 Délai de Livraison

Le délai de livraison est le délai convenu entre l'Acheteur et le Vendeur. A défaut, l'accusé de réception de la Commande du Vendeur fixe le délai de livraison.

Dans le cas où le Vendeur constate un retard, il le notifie à l'Acheteur dans les délais les plus brefs. Tout retard de livraison ou d'exécution ne peut justifier l'annulation de la Commande et ne peut faire l'objet d'aucune indemnité et/ou de compensation, à quelque titre que ce soit.

Dans le cas où des pénalités contractuelles de retard de livraison sont expressément convenues, lesdites pénalités sont forfaitaires, libératoires et exclusives de toute autre sanction et ne peuvent excéder un montant plafonné à 5 % (cinq pour cent) du montant hors taxes de la Commande. Elles ne peuvent en aucun cas donner lieu à compensation. Le Vendeur est libéré, de plein droit, de tout engagement relatif aux délais de livraison ou d'exécution si l'Acheteur n'a pas respecté ses propres obligations, dont le paiement selon les modalités convenues.

III.4 Retour exceptionnel des Pièces de Rechange

Tout retour de Pièces de Rechange doit faire l'objet d'une demande expresse de l'Acheteur, dûment acceptée par le Vendeur. Un imprimé « Accord de retour », communiqué sur demande, est adressé à l'Acheteur par le Vendeur ; ce document devant obligatoirement être joint aux Pièces de Rechange faisant l'objet du retour.

Les Pièces de Rechange doivent être retournées par l'Acheteur, aux frais de l'Acheteur et sous un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de la date de réception par l'Acheteur de l'« Accord de Retour », dûment signé par le Vendeur. Passé ce délai, les Pièces de Rechange ne peuvent être retournées et remboursées.

Les Pièces de Rechange retournées doivent être emballées et/ou conditionnées dans leur emballage d'origine par l'Acheteur, ne pas avoir été montées et ne pas avoir subi de détériorations.

Le Vendeur s'engage à établir un avoir sous un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de la date de réception des Pièces de Rechange par le

Vendeur, déduction faite de frais administratifs correspondant à 30 (trente) % du montant facturé des Pièces de Rechange retournées.

Le montant des avoirs cumulé sur une année civile « n » ne peut excéder 10 (dix) % du montant des Commandes de Pièces de Rechange facturées par le Vendeur à l'Acheteur pendant l'année civile « n-1 ».

Les Pièces de Rechange, telles que les filtres, courroies, joints et durites en caoutchouc, pièces objet d'une date de péremption, pièces obsolètes, pièces livrées à l'Acheteur depuis plus de deux années, pièces ayant fait l'objet d'une Commande unique et dédiée pour répondre aux besoins de l'Acheteur, ne peuvent faire l'objet d'un retour.

Le Vendeur se réserve le droit de refuser tout retour de Pièces de Rechange ; ce refus sera dûment justifié.

III.4.1. Retour de Pièces de Rechange dû à une erreur du Vendeur

Dans ce cadre spécifique, les Pièces de Rechange doivent être retournées par l'Acheteur sous un délai de 45 (quarante-cinq) jours calendaires à compter de la date de réception par l'Acheteur de l'« Accord de Retour », dûment signé par le Vendeur. Passé ce délai, les Pièces de Rechange ne peuvent être retournées et remboursées. Les Pièces de Rechange dûment retournées font l'objet d'un avoir du Vendeur correspondant au montant facturé des Pièces de Rechange retournées, auquel sont ajoutés les coûts de transport supportés par l'Acheteur et dûment justifiés.

IV – Prestations sur site

Par accord entre les Parties, le Vendeur peut être amené à effectuer tout ou partie des opérations de montage, essais, mise en service industrielle du Produit, ou éventuellement de construction du génie civil, à l'exception de toute opération de désamiantage, qui reste toujours de la responsabilité exclusive du propriétaire des locaux existants conformément à la réglementation en vigueur.

L'exécution de l'une ou l'autre de ces prestations ne saurait en aucun cas valoir agrément par le Vendeur en tout ou partie des qualités intrinsèques d'éléments et/ou de prestations hors de la fourniture du Produit et/ou plus généralement de l'environnement dans lequel le Produit sera intégré.

Notamment, les opérations d'essais sur site ou de mise en service exécutées par le Vendeur ne sauraient en aucun cas valoir connaissance et agrément par celui-ci des conditions d'installation du Produit par l'Acheteur ou une entreprise tierce.

Le fait d'avoir confié au Vendeur la fourniture du Produit et/ou des prestations accessoires n'exonère en rien l'Acheteur des obligations qui résultent pour lui de l'observation des lois et des règlements en vigueur.

Le Vendeur ne pourra en aucune façon être tenu pour responsable des éventuelles conséquences matérielles et/ou financières d'une inexécution totale ou partielle, d'une exécution tardive ou d'une mauvaise exécution des prestations confiée à un tiers. Bien au contraire, le Vendeur sera en droit de facturer à l'Acheteur tout surcoût occasionné.

Le fait pour le Vendeur d'assumer la conduite d'opérations de montage sur site n'exonère en rien l'Acheteur de son devoir de surveillance du chantier pendant les heures non ouvrées.

V – Essais et Réception

Lorsqu'une réception est prévue dans l'usine du Vendeur et/ou sur site, le Produit et ses accessoires font l'objet d'essais de réception en présence de l'Acheteur.

Le Vendeur notifiera à l'Acheteur, sous un délai raisonnable, la date à laquelle il sera procédé aux essais de réception. Dans le cas où l'Acheteur ne peut assister aux essais de réception et afin de ne pas perturber le processus global d'exécution de la Commande, le Vendeur peut demander à une société tierce dûment compétente, d'assister aux essais de réception, en lieu et place de l'Acheteur et aux frais et risques de ce dernier.

L'Acheteur ne peut refuser la réception pour des défauts mineurs qui n'affectent pas le fonctionnement du Produit.

La réception, avec ou sans réserves, sera prononcée par la signature du Procès-Verbal de Réception par l'Acheteur et le Vendeur, ou une société tierce dûment mandatée. Si la réception est retardée pour des raisons non imputables au Vendeur :

- la réception est réputée avoir lieu deux (2) semaines à compter de la date de notification par le Vendeur de la date à laquelle la réception était prévue.
- le Vendeur se réserve le droit de répercuter à l'Acheteur les coûts associés à un tel report, tels que et notamment les frais de manutention et de stockage, ainsi que les éventuels frais financiers.

Le Vendeur disposera d'un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date d'effet de la réception pour remédier aux réserves éventuellement émises lors de cette réception.

Le Vendeur notifiera à l'Acheteur, par courrier recommandé avec avis de réception, de l'achèvement des prestations permettant la levée des réserves. Le Vendeur et l'Acheteur procéderont alors à un constat de levée des réserves.

L'Acheteur ne peut utiliser une partie quelconque du Produit dans le cas où la réception n'a pas été prononcée. Dans le cas où l'Acheteur utilise, à ses risques et périls, le Produit avant sa réception, le Produit sera alors considéré comme réceptionné à la date de son utilisation.

VI – Prix et Conditions de Paiement

Les prix s'entendent hors tous droits et taxes.

Selon les dispositions de l'article L.441-6 du Code de commerce, toute facture adressée par le Vendeur à l'Acheteur doit être réglée dans un délai qui ne peut être supérieur à 45 (quarante cinq) jours fin de mois, à compter de la date d'émission de la facture.

Les paiements sont faits au domicile du Vendeur, nets et sans escompte. Les montants non payés comptant seront couverts par des effets acceptés.

Aucune déduction ou compensation sur le montant dû ne pourra être opérée par l'Acheteur sans l'accord préalable et écrit du Vendeur.

Selon les dispositions de l'article L.441-6 du Code de commerce, tout retard de paiement par l'Acheteur donnera lieu de plein droit à une pénalité de retard exigible le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture dans le cas où les sommes dues sont réglées après cette date, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant fixé par décret est de 40 euros.

Le taux de pénalité de retard est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de dix points de pourcentage, sans que cette pénalité nuise à l'exigibilité de la dette. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire.

L'Acheteur est libéré de son obligation de paiement à l'encaissement effectif des sommes dues. Le règlement est réputé réalisé à la date à laquelle les fonds sont mis, par l'Acheteur, à la disposition du bénéficiaire ou de son subrogé.

En cas de vente, de cession, de remise en nantissement ou d'apport en société de son fonds de commerce ou de son matériel par l'Acheteur, comme aussi dans le cas où l'un des paiements ou l'acceptation d'une des traites ne sont pas effectués à la date, les sommes dues deviennent immédiatement exigibles, quelles que soient les conditions convenues antérieurement.

VII - Force majeure

Les retards ou les inexécutions résultant de toute cause échappant au contrôle raisonnable de l'une des parties, y compris, mais sans s'y limiter, les cas de force majeure, les émeutes ou les troubles civils, le sabotage, le terrorisme, la

guerre, les tremblements de terre, les grèves, les lock-out, les accidents, les incendies, les inondations, les explosions, les épidémies, les pandémies ou l'absence de moyens de communication ou de transport normaux ("événement de force majeure"), prolongeront le délai d'exécution de manière correspondante, mais en aucun cas pour une période supérieure à trente (30) jours suivant le début d'un événement de force majeure ("période de force majeure"). Aucune des parties n'est responsable des pertes, dommages, détentions ou retards résultant de l'une des causes susmentionnées ou de toute autre condition ou événement échappant au contrôle raisonnable de ladite partie. Le Vendeur a le droit de résilier le présent accord en cas d'événement de force majeure qui se poursuit au-delà de la période de force majeure. La survenance d'un événement de force majeure ne suspend pas l'exécution d'une obligation de paiement d'une partie à l'autre en vertu des présentes.

VIII – Clause de sauvegarde

En cas d'événement de nature économique ou commerciale survenant après la Commande et rendant son exécution préjudiciable pour l'une des parties, celles-ci se rencontreront afin de procéder à l'examen de la situation et tenter de rétablir l'équilibre initial. En cas d'accord entre les parties, un avenant précisera les nouvelles modalités d'exécution de la Commande. En cas de désaccord et dans un délai d'un (1) mois à compter de la première rencontre des parties, les parties s'accorderont sur la résolution de la Commande.

IX – Clause de Réserve de Propriété et Transfert des Risques

Le Vendeur conserve la propriété du Produit ou des Pièces de Rechange vendu(es) jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix en principal et accessoires. Le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances pourra entraîner la revendication du Produit ou des Pièces de Rechange.

Pour le cas où l'Acheteur aurait partiellement payé le prix, cette portion du prix reste acquise au Vendeur, nonobstant la restitution du Produit ou des Pièces de Rechange, en vertu de la clause de réserve de propriété, en réparation forfaitaire du préjudice que l'inexécution de la Commande par l'Acheteur lui aura fait subir.

Le transfert des risques s'effectue au moment de la livraison EX WORKS, tel que prévue à l'article III.2. précité. A ce titre, l'Acheteur assume à compter de la livraison, les risques de perte ou de détérioration du Produit ou des Pièces de Rechange, ainsi que la responsabilité des dommages que le Produit ou les Pièces de Rechange pourrait occasionner.

X – Garantie

X.1 Garantie commerciale

X.1.1 Durée de la garantie du Vendeur

Sauf stipulation contraire expressément convenue entre l'Acheteur et le Vendeur, la garantie du Produit est assurée par le Vendeur pendant une durée de :

- **pour les Produits en service « secours »** (en substitution de l'alimentation par le réseau électrique normal, en cas d'interruption intempestive de l'accès à ce réseau ou de son service. Le service "secours" est limité au laps de temps nécessaire à la remise en état de l'accès à ce réseau ou de son service).
 - o 30 mois à compter de la date de sortie usine du Produit ou 42 mois pour un Produit de KD Série à compter de la date de sortie usine de celui-ci
 - Ou
 - o 24 mois à compter de la date de mise en service du Produit ou 36 mois pour un Produit de KD Série à compter de la date de mise en service de celui-ci
 - Ou
 - o 1000 heures de fonctionnement

La garantie cesse au premier des trois termes atteints.

-pour les Produits en service « continu » (fourniture d'énergie électrique de manière continue, soit en l'absence de tout réseau électrique normal, soit en complément de ce réseau électrique),

- 18 mois à compter de la date de sortie usine du Produit ou 30 mois pour un Produit de KD Série à compter de la date de sortie usine de celui-ci

Ou

- 12 mois à compter de la date de mise en service du Produit ou 24 mois pour un Produit de KD Série à compter de la date de mise en service de celui-ci

Ou

- 2 500 heures de fonctionnement ou 8 700 heures de fonctionnement pour un Produit de KD Série

La garantie cesse au premier des trois termes atteints.

Les pièces de remplacement ou les pièces remplacées sont garanties pour la durée restant à courir au titre de la garantie visée au présent article, sans que cela puisse modifier la durée de la garantie des autres pièces ou composants du Produit.

Les Pièces de Rechange sont garanties six mois à compter du jour de leur livraison.

X.1.2 Modalités d'application et couverture de la garantie

Le Vendeur s'engage à remédier à tout vice de fonctionnement du Produit ou des Pièces de Rechange vendu provenant d'un défaut dans la conception, les matières ou l'exécution (y compris du montage si cette prestation lui est confiée) dans la limite des dispositions ci-après.

L'obligation du Vendeur ne s'applique pas en cas de vice provenant soit de matières fournies par l'Acheteur, soit d'une conception imposée par celui-ci.

Toute garantie est également exclue pour des incidents tenant à des cas fortuits ou de force majeure, ainsi que pour les remplacements ou les réparations qui résulteraient notamment de l'usure normale du Produit ou des Pièces de Rechange, de détériorations ou d'accidents provenant de négligences, défaut de surveillance ou d'entretien et d'utilisation défectueuse de ce Produit ou de ces Pièces de Rechange.

La garantie n'est accordée qu'après expertise des pièces défectueuses et retour dans les ateliers du Vendeur ou de ses agents agréés.

Il appartient au Vendeur avisé d'un défaut couvert par la présente garantie de remédier au vice, à ses frais et en toute diligence ; le Vendeur se réservant le droit de modifier, le cas échéant, le Produit ou les Pièces de Rechange de manière à satisfaire à ses obligations.

En aucun cas, le Vendeur ne garantit et ne prend en charge quelque dommages immatériels que ce soient, dont et notamment les coûts liés à la mise en place d'un Produit ou de Pièce de Rechange de substitution pendant la période de garantie ; la garantie se limitant au périmètre de prise en charge fixé au présent article.

Les pièces remplacées sous garantie redeviennent la propriété du Vendeur.

Pour pouvoir invoquer le bénéfice de la garantie, l'Acheteur doit :

- s'être pleinement acquitté de la (des) facture(s) liée(s) au Produit ou aux Pièces de Rechange
- adresser un rapport de mise en service du Produit au Vendeur dès que celle-ci a été effectuée.
- s'assurer que le carburant, les lubrifiants et le liquide de refroidissement et/ou l'eau utilisée pour sa préparation sont de bonne qualité, propres et conformes aux spécifications des constructeurs.
- tenir à jour un cahier d'entretien dans lequel celui-ci consigne la date, la teneur et les résultats des essais, contrôles visuels, interventions d'entretien courantes, interventions de maintenance, ainsi que toutes les observations et constatations d'anomalies éventuelles faites durant l'exploitation et la conduite.

- aviser immédiatement le Vendeur, par écrit, des vices qu'il impute au Produit ou aux Pièces de Rechange et fournir toutes justifications quant à la réalité de ceux-ci. Il doit donner au Vendeur toute facilité pour procéder à la constatation de ces vices et pour y porter remède. Il doit également s'abstenir, sauf accord exprès du Vendeur, d'effectuer lui-même ou de faire effectuer par un tiers la réparation.

X.2 Dispositions spécifiques et obligatoires pour les ventes aux consommateurs

Indépendamment de la garantie commerciale évoquée à l'article IX.1. précité, le Vendeur reste tenu des défauts de conformité du bien au contrat et des vices rédhibitoires dans les conditions prévues aux articles 1641 à 1649 du code civil.

Le Vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance.

Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité (L. 211-4 du code de la consommation)

Pour être conforme au contrat, le bien doit :

1. Etre propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant :
 - correspondre à la description donnée par le Vendeur et posséder les qualités que celui-ci a présentées à l'Acheteur sous forme d'échantillon ou de modèle ;
 - présenter les qualités qu'un Acheteur peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le Vendeur, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage ;
2. Ou présenter les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou être propre à tout usage spécial recherché par l'Acheteur, porté à la connaissance du Vendeur et que ce dernier a accepté. (L 211- 5 du code de la consommation)

L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien (L 211-12 du code de la consommation). Le Vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'Acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus (Article 1641 du code civil). L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. (Article 1648 du Code civil, alinéa 1er).

XI – Limitation de Responsabilité

Le Vendeur ne saurait être tenu responsable d'un mauvais fonctionnement ou d'un mauvais démarrage du Produit ou des Pièces de Rechange dû à une carence de l'Acheteur et/ou d'un tiers. Le Vendeur est responsable uniquement des fautes, erreurs ou omissions, avérées et commises par son propre personnel, et décline notamment toute responsabilité au sujet de tout incident pouvant découler notamment d'une installation, d'une mise en œuvre, d'une exploitation, d'une maintenance ou d'un entretien du Produit ou des Pièces de Rechange par un tiers.

L'Acheteur renonce à se prévaloir des dommages immatériels et/ou indirects, tels que et notamment les pertes d'exploitation.

La responsabilité du Vendeur est limitée à une somme plafonnée forfaitaire correspondant au montant de la commande hors taxes sans pouvoir toutefois excéder 2 (deux) millions d'euros par évènement et par an.

L'Acheteur renonce ainsi à tous recours au-delà des exclusions et limitations précitées et se porte fort de la même renonciation à recours de son assureur et/ou d'un tiers à tout recours contre le Vendeur et/ou son assureur.

Ces limitations ne sont pas applicables en cas de faute lourde et/ou de dommages corporels.

Toutes les pénalités et/ou indemnités qui seraient convenues expressément entre le Vendeur et l'Acheteur ont la nature de dommages et intérêts forfaitaires, libératoires et exclusives de toute autre sanction ou indemnisation.

En cas d'évènement dommageable, l'Acheteur et le Vendeur s'engagent à limiter autant que faire se peut les conséquences dudit évènement.

Lorsque des performances sont attendues par l'Acheteur concernant l'obtention de résultats industriels ou économiques, ces performances doivent être expressément indiquées dans la Commande et acceptées par le Vendeur.

En tout état de cause, le Vendeur est exonéré de toute responsabilité en cas de force majeure ou de cas fortuit, tels que et notamment grève, lock-out, rupture de stock de pièces, actes de terrorismes, guerre, épidémie, réquisition, incendie, inondations, accident d'outillage, interruption ou retard dans les transports, etc... En cas d'impossibilité définitive, le contrat sera résolu de plein droit.

XII – Propriété Intellectuelle et Industrielle

L'Acheteur reconnaît que les droits de propriété intellectuelle, quelle que soit leur nature, ainsi que le savoir-faire, utilisés pour la conception et la fabrication du Produit, ou incorporés dans celui-ci, resteront la seule propriété du Vendeur, et qu'en aucun cas le transfert de propriété du Produit ne peut être considéré comme un transfert de droit de propriété intellectuelle et industrielle. La présente stipulation n'empêche pas l'utilisation du Produit pour les besoins de l'Acheteur dans les limites prévues expressément par les parties.

Le Vendeur conserve ainsi les droits de propriété intellectuelle, industrielle, la technologie et le savoir-faire, breveté ou non, des études, plans, modèles et de tous les documents ou informations émis ou transmis par celui-ci à l'Acheteur ou dont l'Acheteur a pu prendre connaissance dans le cadre de l'exécution de la Commande. Ces documents et informations ne peuvent être utilisés que par l'Acheteur et exclusivement pour les besoins de l'exécution de la Commande. Ceux-ci sont confidentiels et ne peuvent être diffusés, publiés ou généralement communiqués à des tiers sans l'autorisation préalable expresse du Vendeur, à qui ils devront être retournés à première demande de sa part ou en cas de cessation des relations contractuelles. L'Acheteur doit prendre toutes les mesures nécessaires en vue du respect par ses préposés et/ou par ses sous-traitants et/ou par ses clients des informations ainsi transmises.

XIII – Clause anti-corruption

L'Acheteur certifie être en conformité et continuera d'être en conformité avec les législations anti-corruption Américaines, Européennes, Françaises et locales. Il est interdit à l'Acheteur d'effectuer des paiements ou des offres illicites (ou d'accepter de tels paiements ou de telles offres), ou de procéder à des pratiques de corruption soit directement, soit indirectement à l'égard de toute personne, incluant de manière non exhaustive, tout gouvernement, fonctionnaire de gouvernement, salarié d'une entreprise appartenant à l'Etat, représentant de parti politique ou candidat politique, ceci afin d'obtenir ou de conserver un avantage commercial.

Le Vendeur se réserve le droit d'annuler toute Commande ou de résilier tout contrat, à sa seule discrétion, s'il détermine que les dispositions de la présente clause n'ont pas été correctement respectées ou ne peuvent pas être respectées par l'Acheteur.

XIV – Respect des Règles de Contrôle des Exportations

L'Acheteur accepte de se conformer à toutes les lois et réglementations d'exportation des États-Unis, de l'Europe, de la France et de tout autre pays applicable ("Lois d'Exportation") pour s'assurer que le Produit et/ou les Pièces de Rechange, et/ou une partie de ceux-ci, ne sont exportés, directement ou indirectement, en violation des lois d'exportation, ou utilisés à des fins interdites par les Lois d'Exportation.

Les Produits et les Pièces de Rechange, ainsi que tous les services et technologies connexes (les "Produits Livrables"), sont soumis aux lois et règlements des États-Unis et/ou de l'Europe en matière de contrôle des exportations et de sanctions économiques.

L'Acheteur ne peut, directement ou indirectement, exporter, réexporter, transporter, transférer, retransférer ou permettre l'utilisation des Produits Livrables vers, dans, par ou pour des pays, personnes ou utilisations finales sanctionnés, sous embargo ou interdits, sauf autorisation gouvernementale.

Si l'Acheteur cède le Produit ou les Pièces de Rechanges livré par le Vendeur à un tiers, l'Acheteur doit ainsi et notamment respecter les Lois d'Exportation.

Avant toute cession et/ou (re)-exportation d'un Produit ou de Pièces de Rechange à un tiers, l'Acheteur devra notamment vérifier et garantir :

- Que celles-ci ne contreviennent pas aux règles relatives aux embargos imposées par l'ONU, l'Union Européenne, les États-Unis et/ou la France.
- Que celles-ci ne contreviennent pas aux règles, imposées par l'ONU, l'Union Européenne, les États-Unis et/ou la France, relatives aux sanctions internationales visant certains pays, groupements, individus ou entités
- Qu'un tel Produit ou Pièces de Rechange ne soit pas destiné à être utilisé en relation directe ou indirecte avec une activité ou une utilisation finales liées, sans que cette liste soit limitative, à la prolifération des armes nucléaires, à la propulsion nucléaire maritime, aux missiles, aux systèmes de fusées, aux véhicules aériens sans pilote ou aux armes chimiques ou biologiques.

Le Vendeur se réserve le droit d'annuler toute commande ou de résilier tout contrat, à sa seule discrétion, s'il détermine que les dispositions de la présente clause n'ont pas été correctement respectées ou ne peuvent pas être respectées par l'Acheteur.

XV – Données Personnelles

Dans le cas où les Parties ont accès à des données à caractère personnel au titre de l'exécution de la Commande, les Parties sont respectivement tenues au respect du droit applicable relatif aux données à caractère personnel et, notamment, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le Vendeur s'attache particulièrement à la protection et au respect de la vie privée. L'Acheteur peut consulter la politique de protection des données personnelles du Vendeur en cliquant sur le lien suivant : https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

Le Vendeur collecte les données personnelles de l'Acheteur pour la gestion de sa commande (transport et retrait des Produits, application des garanties, service après-vente) et le suivi de ses relations commerciales. Ses données personnelles peuvent donc être communiquées aux partenaires du Vendeur exclusivement pour l'exécution de la commande, conformément aux présentes Conditions Générales de Vente.

La politique de protection des données personnelles du Vendeur informe l'Acheteur de ses pratiques concernant la collecte, l'utilisation, la durée de conservation des données personnelles, ainsi que les mesures de sécurité que mises en place. L'Acheteur dispose d'un droit d'accès, de suppression, d'opposition et de rectifications à ses données personnelles. L'Acheteur peut exercer ces droits en cliquant sur le lien suivant https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

XVI – Loi et Attribution de Juridiction

La loi française est applicable à l'exclusion de toute autre.

Pour tout différend, l'Acheteur et le Vendeur s'efforceront de parvenir à un accord amiable. A défaut d'accord amiable sous un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de la première notification, toute demande en justice devra être portée devant le Tribunal de Commerce de Paris (France), qui sera seul compétent, même en cas de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Dans le cas où l'Acheteur est un consommateur (l'Acheteur n'achète pas le Produit ou les Pièces de Rechange à des fins professionnelles, industrielles, artisanales ou commerciales) et est ressortissant de l'Union Européenne, l'Acheteur peut, en cas de différend avec le Vendeur, recourir à la médiation de la consommation conformément aux articles L. 612 et suivants du Code de la consommation. Les parties restent cependant libres d'accepter ou de refuser le recours à la médiation de la consommation.

Il est proposé de recourir au système de médiation suivant :

Le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP), association Loi 1901 dont le siège social est situé au 39 avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris, France.

Le CMAP peut être saisi par l'Acheteur d'une demande de médiation soit :

- Par le formulaire mis à disposition sur le site du CMAP à l'adresse « www.mediateur-conso.cmap.fr », ou
- Par courrier électronique à consommation@cmap.fr, ou
- Par courrier postal à l'adresse suivante : CMAP – Service Médiation de la consommation, 39 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris).

Le médiateur procède à l'examen de la recevabilité du dossier au regard des conditions prévues à l'article L.612-2 du Code de la consommation dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la réception des éléments du dossier transmis par le CMAP et peut déclarer la saisine irrecevable dans les conditions prévues à l'article L.612-2 du Code de la consommation rédigé ainsi :

« Un litige ne peut être examiné par le médiateur de la consommation lorsque :

- 1- Le consommateur ne justifie pas avoir tenté, au préalable, de résoudre son litige directement auprès du professionnel par une réclamation écrite selon les modalités prévues, le cas échéant, dans le contrat ;*
- 1- La demande est manifestement infondée ou abusive ;*
- 2- Le litige a été précédemment examiné ou est en cours d'examen par un autre médiateur ou par un tribunal ;*
- 3- Le consommateur a introduit sa demande auprès du médiateur dans un délai supérieur à un an à compter de sa réclamation écrite auprès du professionnel ;*
- 4- Le litige n'entre pas dans son champ de compétence.*

Le consommateur est informé par le médiateur, dans un délai de trois semaines à compter de la réception de son dossier, du rejet de sa demande de médiation. »

La solution proposée par le médiateur ne s'impose pas aux parties au contrat.



General Terms & Conditions

of Sale

Preamble

The Seller is SDMO Industries SAS (SDMO), whose registered office address is 270, rue de Kerervern, 29490 Guipavas, France - RCS Brest 548 202 985 - Intra-community VAT number: FR60548202985 – Tel : 02.98.41.00.00. In accordance with prevailing law, these general terms and conditions issued by the Seller define the conditions under which it sells its Products, services and ancillary items, as well as its Spare Parts. All orders placed with the Seller include the Purchaser's acceptance of the primacy of the general terms and conditions of sale over any of the Purchaser's own general purchase conditions. These general terms and conditions of sale may be modified through special terms and conditions of sale should this be required by the specific demands of the transaction. In the event of any differences or contradictions between the special and general terms and conditions of sale, the former shall prevail.

I – Quote and Order

The prices and information contained in catalogues, brochures and price lists are provided for informational purposes only and the Seller reserves the right to make any modifications concerning the configuration, form, dimensions or materials of its Products, as well as of its Spare Parts, including engravings, photos and descriptions.

At the Purchaser's request, the Seller may provide a quote, which constitutes a fixed commitment for the option period stated in the quote. The scope of Product's supply and ancillary services and Spare Parts include only and precisely the Product, the Spare Parts and services specified in the quote.

Order confirmation issued by the Seller to the Purchaser constitutes a fixed and definitive undertaking regarding all of the elements stipulated in the quote.

The contract of sale is perfected only once the Seller has expressly confirmed acceptance of the Purchaser's Order within a maximum period of one month of receipt thereof. After this period of one month, if the Seller has not rejected or issued reservations in writing, the Order shall be deemed to have been accepted in full. The Seller shall not take into account any contrary and/or additional clause which has not been expressly accepted by the Seller in the acceptance of the Order.

In the event of any special design having been agreed, the definition of the Product and ancillary services will be based on information forwarded by the Purchaser to the Seller, especially in terms of the required power, intensity or installation site. The Purchaser undertakes to fully collaborate in the project definition process and to supply all necessary information, notably regarding the geographical location, environmental constraints, neighbourly considerations and any general and/or specific regulations applicable to the site; unless special provisions are expressly agreed by the Parties, the Product is supplied for use in "standard" operating conditions and mode.

For Products or services or Spare Parts not included in the Seller's quote, the prices, delivery periods and any other substantial elements are to be negotiated and agreed between the Purchaser and the Seller prior to performance.

The minimum amount of an Order for Spare Parts is set at 200.00 (two hundred) Euros excluding taxes (excluding spare parts for portable generators). For any Order below this amount and unless otherwise agreed

between the Parties, a flat fee of 50.00 (fifty) Euros, exclusive of VAT, is charged to Buyer to cover the cost of processing of the Order.

The Buyer must specify on its Spare Parts Order the degree of urgency of the Order:

- Urgent: delivery "Ex Works-Agreed Place" or factory availability within seventy-two working hours.
- Priority: delivery "Ex Works-Agreed Place" or factory delivery within ten working days.
- Stock: delivery "Ex Works-Agreed Place" or factory delivery within five weeks in calendar days.

As well as the mode of delivery according to Incoterm© 2020.

Once the Order for Spare Parts has been registered by the Seller and the acknowledgement of receipt has been transmitted to the Buyer by the Seller, no change in the degree of urgency shall be possible unless expressly agreed by the Seller. In the event of a change in the Order by the Buyer, the Seller may charge the Buyer for additional logistical and administrative services.

II – Cancellation or Suspension of the Order

Should the Purchaser cancel the Order without fault on the part of the Seller, the payments made by the Purchaser shall be retained by the Seller in order to cover the costs and expenses associated with the cancellation of the Order. Where no deposit or partial payment has been paid by the Purchaser to the Seller, compensation of 25% (twenty-five percent) of the Order amount shall be due.

Should the Purchaser suspend the Order for reasons not attributable to the Seller, the Purchaser shall be required to cover all costs reasonably incurred as a result of the suspension.

III – Packaging – Mode of Delivery and Transport – Delivery Lead Times

III.1 – Packaging

Unless otherwise agreed between the Parties, the Seller will provide a plastic protective cover for the Products, or a "non-standard wooden crate" or "carton" packaging for Spare Parts. The Seller may not be held liable for any storage method or duration or for any other event that occurs after delivery. However, at the Purchaser's express request, the Seller may supply a specific type of packing requested by the Purchaser. Such additional services must be covered by a specific Order.

III.2. Mode of Delivery and Transport

Unless stipulated otherwise, delivery will be made on an ex-works (EXW) basis from the agreed place, in accordance with Incoterms© 2020. The Purchaser shall bear the costs and risks associated with shipment from the Seller's premises to the desired destination.

Depending on the Incoterm used, the cost of transportation and documentation required for delivery may be subject to a specific quotation from the Seller to the Buyer.

Should the Seller accept responsibility for organising shipping and delivery, the Purchaser must inspect shipments on arrival of the Product or the Spare Parts and pursue its remedies against the carrier, if any. Notably and in the event of duly confirmed and recorded missing equipment or damage suffered by the Product or the Spare Parts on delivery, the Purchaser must notify the carrier of any reservations at the time of delivery, such that the rights of the parties vis-à-vis the carrier may be preserved.

At the Purchaser's express request, the Seller may take out insurance cover on the Purchaser's behalf to cover any damage caused to the Product or the Spare Parts during the transport phase. In the case of a loss being covered by the insurance policy, it is expressly agreed that the Purchaser will be responsible for any deductible set out in the insurance policy taken out by the Seller.

If delivery is delayed for any reason beyond the Seller's control, the Product shall be stored and handled as necessary and with the Seller's consent, at the

Buyer's expense and risk, and the Seller shall have no liability. The Seller shall provide storage free of charge within one month from the date of availability of the Product or the Spare Parts. Upon expiration of such one-month period and upon written notice from the Seller, storage charges may be invoiced to the Buyer in an amount equal to 1% of the value of the Buyer's Order for each month of storage. Any month commenced shall be due and payable; a minimum flat rate storage fee of 100 Euros (one hundred Euros) shall apply.

In addition and in the event that the Buyer does not take delivery of the Product or the Spare Parts under delivery terms other than "Ex Works (EXW), Agreed Place" according to Incoterm© 2020 within 15 (fifteen) days from the date of formal notification by the Seller, then the Seller reserves the right to change the delivery terms to "Ex Works (EXW), Agreed Place" according to Incoterm© 2020.

Unless expressly requested by the Buyer, the Seller may organize the delivery of Spare Parts, in a partial manner, depending on the availability of the Spare Parts ordered.

III.3 Delivery Deadlines

The delivery deadline shall be agreed by the Purchaser and the Seller, failing which the delivery deadline shall be stated in the Seller's order confirmation.

The Purchaser shall be informed of any likely delay noted by the Seller as soon as possible. Any delay in delivery of products or services may not justify Order cancellation and shall not give rise to any compensation.

In the event of contractual penalties for late delivery being expressly agreed, any such penalties shall be paid on a single occasion, shall discharge all liabilities and be exclusive of any other penalty, and may not exceed an amount capped at 5% of the Order amount net of tax. They may not give rise to any off-setting. The Seller shall be discharged, as of right, of any commitment relative to deadlines for delivery of products or services if the Purchaser has not complied with its own obligations, including payment in accordance with the agreed terms.

III.4 Exceptional Return of Spare Parts

Any return of Spare Parts must be expressly requested by the Buyer and duly accepted by the Seller. A "Return Agreement" form, sent on request, is sent to the Buyer by the Seller; this document must be attached to the Spare Parts being returned.

The Spare Parts must be returned by Buyer, at Buyer's expense, within 30 (thirty) calendar days from the date of Buyer's receipt of Seller's signed "Return Agreement". After this period, the Spare Parts cannot be returned and refunded.

Returned Spare Parts must be packed and/or packaged in their original packaging by the Buyer, not have been assembled and not have suffered any damage.

The Seller undertakes to issue a credit note within 30 (thirty) calendar days from the date of receipt of the Spare Parts by the Seller, less an administrative charge equal to 30 (thirty) % of the invoiced amount of the returned Spare Parts.

The amount of credit notes accumulated in a calendar year "n" may not exceed 10 (ten) % of the amount of Spare Part Orders invoiced by Seller to Buyer in calendar year "n-1".

Spare Parts, such as filters, belts, gaskets and rubber hoses, parts with an expiration date, obsolete parts, parts delivered to Buyer for more than two years, parts that have been the subject of a single and dedicated Order to meet Buyer's needs, cannot be returned.

The Seller reserves the right to refuse any return of Spare Parts; such refusal shall be duly justified.

III.4.1. Return of Spare Parts due to Seller's error

In this specific context, the Spare Parts must be returned by the Buyer within 45 (forty-five) calendar days from the date of receipt by the Buyer of the "Return Agreement", duly signed by the Seller. After this period, the Spare Parts cannot be returned and refunded. Duly returned Spare Parts shall be subject to a credit note from the Seller corresponding to the invoiced amount of the returned Spare Parts, to which shall be added the transportation costs borne by the Buyer and duly justified.

IV – On-site Services

By agreement between the Parties, the Seller may decide to perform all or some of the Product assembly operations, testing, industrial commissioning or civil engineering works, except for any asbestos removal, which shall always remain the exclusive responsibility of the owner of the existing premises, in accordance with current regulations.

The provision of one or more of these services cannot under any circumstances imply the Seller's approval of all or part of the intrinsic qualities of the components and/or services not included in the supply of the Product and/or more generally the environment into which the Product will be integrated.

Notably, on-site testing or commissioning performed by the Seller cannot under any circumstances be deemed to imply its knowledge and approval of the conditions in which the Purchaser or a third-party company may install the Product.

The fact of having engaged the Seller to supply the Product and/or ancillary services does not in any way exempt the Purchaser from the obligations incumbent on it under applicable laws and regulations.

The Seller may not be held in any way liable for any material and/or financial consequences of a total or partial non-performance, late performance or poor performance of services entrusted to a third party. To the contrary, the Seller shall be entitled to invoice the Purchaser for any extra costs incurred.

The fact that the Seller manages on-site assembly operations in no way releases the Purchaser from its duty of site surveillance outside of working hours.

V – Testing and Acceptance

Where acceptance is scheduled at the Seller's factory and/or on site, the Product and its accessories are subject to acceptance tests in the presence of the Purchaser.

The Seller shall notify the Purchaser within a reasonable period of time of the date on which the tests will be carried out upon acceptance. In the event that the Purchaser is unable to attend the acceptance tests and in order not to disrupt the overall process of performance of the Order, Seller may request a duly competent third party company to attend the acceptance tests in Purchaser's place and at Purchaser's expense and risk.

The Purchaser may not refuse acceptance for minor defects which do not affect the functioning of the Product.

Acceptance, with or without reservations, shall be pronounced in an Acceptance Report signed by the Purchaser and Seller or by a duly mandated third party company. If acceptance is delayed for reasons outside the Seller's control:

- acceptance shall be deemed to have taken place 2 weeks after notification by the Seller of the date on which acceptance had been planned.
- The Seller reserves the right to pass on to the Buyer the costs associated with such postponement, such as, in particular, handling and storage costs, as well as any financial costs.

The Seller shall have a maximum period of 3 months from the actual date of acceptance to remedy any reservations issued at the time of acceptance.

The Seller shall notify the Purchaser by registered letter with confirmation of receipt of the completion of the services enabling the reservations to be lifted. The Seller and the Purchaser shall then record the lifting of the reservations.

The Purchaser may not use any part of the Product if acceptance has not been pronounced. Should the Purchaser use the Product prior to acceptance, which it does at its own risk and peril, the Product will be deemed to have been accepted from its time of use.

VI – Price and Payment Terms

Prices are stated net of all duties and taxes.

In accordance with the provisions of Article L.441-6 of the French Commercial Code, any invoice sent by the Seller to the Purchaser must be settled within a period not exceeding 45 (forty-five) days end of month from date on which the invoice is sent.

Payment is to be made to the Seller's domicile, net and without any discount. Payments not made in cash must be covered by accepted instruments.

The Purchaser may not make any deduction or offset from the amount due without the Seller's prior written agreement.

In accordance with the provisions of Article L.441-6 of the French Commercial Code, any late payment by the Purchaser shall automatically give rise to a late payment penalty payable the day following the due date stated on the invoice in the event of the sums due being settled after that date, as well as a fixed sum for collection costs set by decree at 40 euros.

The late payment penalty shall be the interest rate applied by the Central European Bank to its most recent refinancing transaction plus ten percentage points. The penalty will not adversely affect the due date for payment of the debt. Late payment penalties are due without the need for a payment reminder to be issued.

The Purchaser is released from its payment obligation when the sums due are actually received. Payment is deemed to have been made once the Purchaser has remitted the sums due to the beneficiary or its subrogated party.

Should the Purchaser sell, transfer, pledge or contribute its equipment or assets, or if any of its payments or the acceptance of any of its bills of exchange do not take place on the payment date, the sums owed shall become due immediately, regardless of any other previously agreed conditions.

VII - Force Majeure

Delays and/or non-performance resulting from any and all causes beyond the reasonable control of either Party, including but not limited to acts of God, riot or civil commotion, sabotage, terrorism, war, earthquake, strikes, lockouts, accidents, fire, flood, explosion, epidemics, pandemics or absence of normal means of communication or transportation ("Force Majeure Event") shall extend the time of performance correspondingly, but in no event for a period longer than thirty (30) days following the beginning of a Force Majeure Event ("Force Majeure Period"). Neither Party shall be liable for any loss, damage, detention, or delay resulting from any of the foregoing causes or any other condition or event beyond the reasonable control of such Party. The Seller has the right to terminate this Agreement in the event of a Force Majeure Event that continues beyond the Force Majeure Period. The occurrence of a Force Majeure Event shall not suspend the performance of any obligation hereunder to make any payment by one Party to the other.

VIII – Safeguard Clause

If an economic or commercial event occurs after the Order which makes performance thereof damaging for either party, the parties will meet to examine the situation and try to re-establish its initial balance. If the parties reach agreement, an addendum will specify the new terms and conditions governing the Order's performance. In the case of disagreement within 1

month of the first meeting between the parties, they will agree to cancel the Order.

IX– Retention of Title and Transfer of Risks

The Seller retains ownership of the Product or the Spare Parts sold until payment for the whole price has been received, including any ancillary items. Failure to pay any instalment may result a claim for the return of the Product or the Spare Parts.

Should the Purchaser have partially paid the price, and notwithstanding the return of the Product or the Spare Parts under retention of title, this amount shall be retained by the Seller by way of compensation for the prejudice incurred as a result of non-performance of the Order by the Purchaser.

The transfer of risk occurs at the time of delivery EX WORKS, as set out in Clause III.2 above. In this regard, from delivery the Purchaser assumes the risks of loss or damage to the Product or to the Spare Parts, as well as liability for any damage that the Product or the Spare Parts may cause.

X – Warranty

X.1 Commercial Warranty

X.1.1 Seller's Warranty Period

Unless expressly agreed otherwise by the Purchaser and the Seller, the Seller provides a Product warranty for a period of:

- for Products in "back-up" service (providing cover for the normal electricity grid in the event of sudden interruption of access to the grid or service. "Back-up" service is limited to the time necessary for the restoration of access to the grid or service).
 - o 30 months from the date the Product leaves the plant or 42 months for a KD Serie Product from the date it leaves the plant,
 - or
 - o 24 months from the Product's commissioning date or 36 months for a KD Serie Product from its commissioning date,
 - or
 - o 1,000 running hours.

The warranty expires when the first of the above dates is reached.

-for Products in "continuous" service (continuous supply of electricity, either in the absence of any normal electricity grid or to complement the grid),

- o 18 months from the date the Product leaves the plant or 30 months for a KD Serie Product from the date it leaves the plant,
- or
- o 12 months from the Product's commissioning date or 24 months for a KD Serie Product from its commissioning date,
- or
- o 2,500 running hours or 8,700 running hours for a KD Serie Product.

The warranty expires when the first of the above dates is reached.

Replacement or replaced parts are guaranteed for the remainder of the warranty period defined under this clause, without modifying the warranty period of the other parts or components of the Product.

Spare Parts are guaranteed for six months from their delivery date.

X.1.2 Conditions of application and scope of the warranty

The Seller undertakes to correct any operating defect in the Product or the Spare Parts sold caused by faulty design, materials or performance (including assembly, if that service is entrusted to it) within the limits of the provisions set out below.

The Seller's obligation does not apply to a defect caused by materials supplied by the Purchaser or by a design imposed by the Purchaser.

The warranty also does not apply to incidents related to fortuitous events or force majeure, nor to any replacements or repairs notably resulting from the normal wear and tear of the Product or the Spare Parts, deterioration or accidents caused by negligence, lack of supervision or maintenance or the improper use of the Product or the Spare Parts.

The warranty will only be granted after assessment of the defective parts and their return to the Seller's workshops or those of its approved agents.

It is the Seller's duty when informed of a defect covered hereunder to correct the defect at its own expense and with all due speed; the Seller reserves the right to modify the Product or the Spare Parts as necessary in order to meet its obligations.

Under no circumstances does the Seller guarantee or accept responsibility for any economic losses, namely costs associated with providing a replacement Product or Spare Parts during the warranty period; the warranty is limited to the scope of cover set out in this clause.

Parts replaced under warranty shall revert to the ownership of the Seller.

In order to benefit from the warranty the Purchaser must:

- have fully settled the relevant Product or Spare Parts invoice(s);
- send a commissioning report concerning the Product to the Seller without delay;
- make sure that the fuel, lubricants, coolants and/or water used are of good quality, are clean and comply with the specifications of the manufacturers;
- keep a maintenance log recording the date, contents and results of tests, visual inspections, ongoing repair work, maintenance work and any comments respecting incidents encountered during operation and use;
- immediately advise the Seller in writing of any defects that it attributes to the Product or to the Spare Parts, including supporting evidence as to their reality. It must give the Seller every opportunity to observe and remedy the defects. Unless expressly agreed otherwise by the Seller, it must also refrain from carrying out repairs itself or from having them carried out by a third party.

X.2 Specific and mandatory provisions for sales to consumers

Independently of the commercial warranty set out in Clause IX.1 above, the Seller remains liable for any non-conformities with the goods in the contract and for any latent defects under the conditions set out in Articles 1641 to 1649 of the French Civil Code.

The Seller is required to deliver goods that comply with the contract and is answerable for any existing non-conformities on delivery.

It is also answerable for any non-conformities resulting from packaging, assembly instructions or installation when this is under its direct or indirect responsibility under the contract (L. 211-4 of the French Consumer Code)

To comply with the contract, the goods must:

1. Be suitable for the use customarily expected of similar goods and, if applicable, must:
 - correspond to the description given by the Seller and have the qualities the Seller presented to the Purchaser in the form of a sample or model;
 - have the qualities a Purchaser can legitimately expect, considering the public statements made by the Seller, the producer or its representative, particularly in its advertising or labelling;
2. Or present the characteristics mutually defined by the parties or be suitable for any special purpose desired by the Purchaser which has been made known to the Seller and which the Seller has accepted. (L 211- 5 of the French Consumer Code).

An action arising out of any non-conformity must be brought within two years from the date of delivery of the goods (L 211-12 of the French Consumer

Code). The Seller is bound by the warranty against hidden defects in the item sold which make it unsuitable for its intended purpose or which limit said purpose to such an extent that the Purchaser would not have acquired it, or would only have paid a lower price had he been aware of it (Article 1641 of the French Civil Code). The purchaser must bring action resulting from latent defects within two years of discovering the defect (Article 1648 of the French Civil Code, subparagraph 1).

XI – Limitation of Liability

The Seller may not be held liable for the Product or Spare Parts malfunctioning or failing to start when the Purchaser and/or a third party is at fault. The Seller is only responsible for proven defects, errors or omissions, committed by its own staff. It specifically declines any and all liability regarding any incident notably arising from the installation, commissioning, operation, maintenance or servicing of the Product or the Spare Parts by a third party.

The Purchaser waives its right to claim economic and/or indirect damages, such as operating losses.

The Seller's liability is limited to a capped fixed amount corresponding to the amount of the order net of taxes and not exceeding 2 (two) million euros per event and per year.

The Purchaser therefore waives any and all remedies beyond the aforesaid exclusions and limitations and undertakes to procure the same waiver of remedies from its insurer and/or a third party to any and all remedies against the Seller and/or its insurer.

These limitations are not applicable in the event of gross negligence and/or physical injury.

Any penalties and/or compensation expressly agreed between the Seller and Purchaser shall be one-off damages that discharge liability and are exclusive of any other sanction or indemnification.

In the event of an incident leading to damage, the Purchaser and the Seller undertake to make every effort to minimise the consequences of the said event.

When certain levels of performance are expected by the Purchaser concerning the attainment of industrial or economic results, these levels of performance must be expressly stated in the Order and accepted by the Seller.

In any event, the Seller shall be exempt from all liability in the event of force majeure or of unforeseeable circumstances, such as strike, lock-out, spare parts being out of stock, acts of terrorism, war, epidemic, requisition, fire, flood, accident with machinery, interruption or delay in shipments, etc. In the event of any definitive impossibility, the contract shall be terminated automatically.

XII – Intellectual and Industrial Property

The Purchaser acknowledges that the intellectual property rights of all types and the know-how, used to design and manufacture the Product, or incorporated within it, shall remain the sole property of the Seller, and that in no event may the transfer of ownership of the Product be considered as a transfer of intellectual or industrial property rights. This stipulation does not prevent the use of the Product for the Purchaser's needs within the limits expressly specified by the parties.

The Seller therefore retains the rights over intellectual and industrial property, technology and know-how, whether patented or not, associated with the designs, plans, models and all documents or information issued or transmitted by it to the Purchaser or of which the Purchaser might become aware in the context of the performance of the Order. Such documents and information may only be used by the Purchaser and exclusively for the needs of performing the Order. These are confidential and cannot be distributed, published or generally communicated to any third party without express, prior authorisation from the Seller, to whom they must be returned on request, or

in the event of cessation of contractual relations. The Purchaser must take all necessary measures to ensure compliance by its employees and/or subcontractors and/or clients for information thusly communicated.

XIII – Anti-corruption Clause

The Purchaser warrants that it complies with, and will continue to comply with, all United States, European, French and local anti-corruption legislation. The Purchaser is forbidden from making illegal offers or payments (or from accepting any such offers or payments), or from committing corrupt practices, whether directly or indirectly, with regard to any person, including but not limited to, any government, government official, employee of a State-owned business, representative of a political party or political candidate, in order to obtain or maintain a commercial advantage.

The Seller reserves the right to cancel any order or terminate any contract, at its sole discretion, if it determines that the provisions of this clause have not been properly complied with or cannot be complied with by the Buyer.

XIV – Compliance with Export Control Rules

The Buyer agrees to comply with all export laws and regulations of the United States, Europe, France and any other applicable country ("Export Laws") to ensure that the Product and/or Spare Parts, and/or any part thereof, are not exported, directly or indirectly, in violation of the Export Laws, or used for purposes prohibited by the Export Laws.

The Products and the Spare Parts, and all related services and technologies (the "Deliverables"), are subject to the export control and economic sanctions laws and regulations of the United States, and/or Europe.

Buyer may not, directly or indirectly, export, re-export, transport, transfer, re-transfer or permit the use of the Deliverables to, in, through or for countries, persons or end uses that are sanctioned, embargoed or prohibited, unless authorized by government authorities.

If the Buyer assigns the Product or Spare Parts delivered by the Seller to a third party, the Buyer must thus and in particular comply with all rules of (re)-export controls national and international Export Laws.

Prior to any sale and/or (re)exportation of a Product or Spare Parts to a third party, the Purchaser must notably verify and guarantee that:

- There is no contravention of the rules relating to embargoes imposed by the UN, European Union, United States and/or France.
- There is no contravention of the rules imposed by the UN, European Union, United States and/or France relating to international sanctions covering certain countries, groups, individuals or entities.
- Such Product or Spare Parts are not intended to be used in connection directly or indirectly with any activity or end use related to, but not limited to, nuclear weapons proliferation, maritime nuclear propulsion, missiles, rocket systems, unmanned aerial vehicles or chemical or biological weapons.

The Seller reserves the right to cancel any order or terminate any contract, at its sole discretion, if it determines that the provisions of this clause have not been properly complied with or cannot be complied with by Buyer.

XV – Personal Data

In the event that the Parties have access to personal data in connection with the performance of the Order, the Parties are respectively bound to comply with the applicable law relating to personal data and, in particular, Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data.

The Seller pays particular attention to the protection and respect of privacy. The Buyer may consult the Seller's personal data protection policy on the following link: https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

The Seller collects the Buyer's personal data for the management of Orders (transport and withdrawal of Products, application of warranties, after-sales service...) and the follow-up of his commercial relations. Its personal data may therefore be communicated to the Seller's partners exclusively for the execution of the Order, in accordance with these General Terms and Conditions of Sale.

The Seller's personal data protection policy informs the Buyer of its practices regarding the collection, use and retention of personal data, as well as the security measures that it has put in place. The Buyer has the right to access, delete, oppose and rectify his personal data. The Buyer may exercise these rights on the following link https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

XVI – Law and Attribution of Jurisdiction

This contract shall be governed exclusively by French law.

The Purchaser and the Seller shall make every effort to settle any dispute amicably. In the absence of an amicable agreement being reached within a 30 (thirty) days of first notification, the matter shall be brought before the Paris Business Court which alone shall have jurisdiction, even in the event of cross claims, multiple defendants or joinder of third parties.

If the Buyer is a consumer, the Buyer may, in the event of a dispute with the Seller, have recourse to consumer mediation in accordance with articles L. 612 et seq. of the French Consumer Code. However, the parties remain free to accept or refuse the recourse to consumer mediation.

It is proposed to resort to the following system of mediation:

The 'Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris' (CMAP), an association under the French Law of 1901, whose head office is located at 39 avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris, France.

The CMAP can be seized by the Purchaser of a request for mediation either:

- By using the form available on the CMAP website at the address "www.mediateur-conso.cmap.fr", or
- By e-mail to "consommation@cmap.fr", or
- By postal mail to the following address "CMAP - Service Médiation de la consommation, 39 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris".

The mediator examines the admissibility of the file with regard to the conditions provided for in Article L.612-2 of the French Consumer Code within five working days from receipt of the information of the file transmitted by the CMAP and may declare the referral inadmissible under the conditions provided for in Article L.612-2 of the Consumer Code, worded as follows:

"A dispute cannot be examined by the consumer mediator when:

- 1- The consumer does not justify having tried, beforehand, to resolve his dispute directly with the professional by a written complaint according to the methods provided for, where appropriate, in the contract ;*
- 2- The request is manifestly unfounded or abusive;*
- 3- The dispute has been previously examined or is being examined by another mediator or by a court ;*
- 4- The consumer has submitted his request to the mediator within a period of more than one year from the date of his written complaint to the professional;*
- 5- The dispute does not fall within his field of competence.*

The consumer is informed by the mediator, within three weeks from receipt of his file, of the rejection of his request for mediation. »

The solution proposed by the mediator is not binding on the parties to the contract.



Condiciones generales de venta

Preámbulo

El Vendedor se define en adelante como SDMO Industries SAS, cuya sede social se encuentra en 270, rue de Kerervern, 29490 Guipavas, Francia – RCS Brest 548 202 985 - Número de IVA intracomunitario: FR60548202985 – Tel.: 02.98.41.00.00. Conforme a la ley en vigor, las presentes condiciones generales del Vendedor definen las condiciones según las cuales el Vendedor vende sus Productos, así como Prestaciones, Accesorios y Piezas de Recambio. Cualquier Pedido enviado al Vendedor comporta la aceptación por parte del Comprador de las presentes condiciones generales de venta y la renuncia por su parte a sus propias condiciones generales de compra. Las presentes condiciones generales de venta pueden adaptarse en el marco de condiciones particulares de venta siempre que las especificidades de la transacción así lo justifiquen. En caso de divergencia o contradicción entre las condiciones particulares de venta y las condiciones generales de venta, prevalecen las primeras.

I – Presupuesto y Pedido

Los precios y la información que figuran en los catálogos, prospectos y tarifas son orientativos; el Vendedor se reserva el derecho de realizar cualquier modificación en la disposición, la forma, las dimensiones o el material de sus Productos y elementos de Productos, así como en las Piezas de Recambio, incluidos los grabados, las fotos y las descripciones.

A solicitud del Comprador, el Vendedor puede facilitar un presupuesto que constituye un compromiso firme en el plazo de opción establecido en el presupuesto. El perímetro de suministro del Producto, de las prestaciones accesorias y de las Piezas de Recambio incluye exacta y únicamente el Producto, las Piezas de Recambio y las prestaciones que se especifican en el presupuesto.

El acuse de recibo del Pedido del Comprador por parte del Vendedor equivale a un compromiso firme y definitivo con relación al conjunto de elementos estipulados en el presupuesto.

El contrato de venta solo se considera concluido bajo reserva de aceptación expresa del Pedido del Comprador por parte del Vendedor y ello en el plazo de un mes a partir de la recepción del mismo. Transcurrido el plazo de un mes, el hecho de que el Vendedor no haya notificado, por escrito, el rechazo de dicho Pedido o reservas en relación al mismo equivaldrá a la aceptación total del Pedido. El Vendedor no tendrá en cuenta ninguna cláusula contraria o complementaria que no haya aceptado expresamente con ocasión de la aceptación del Pedido.

En caso de estudio específico debidamente acordado, la definición del Producto y las prestaciones accesorias se realizará sobre la base de la información comunicada por el Comprador al Vendedor, en particular en materia de potencia o intensidad necesarias o de elección del lugar de implantación del Producto. A este respecto, el Comprador se compromete a prestar su mejor colaboración para la definición del proyecto, ofreciendo toda la información necesaria, en particular en lo relativo a la situación geográfica, a los requisitos medioambientales y de proximidad y a la normativa aplicable de modo general o específico al emplazamiento; el Producto suministrado está previsto, salvo disposiciones particulares convenidas expresamente por las Partes, para un modo de funcionamiento en condición de servicio y de uso «estándar».

Respecto a los Productos, Prestaciones o Piezas de Recambio no incluidos en el presupuesto del Vendedor, los nuevos precios y plazos, así como cualquier elemento sustancial deben negociarse y aceptarse por el Comprador y el Vendedor antes de cualquier ejecución.

El importe mínimo de un pedido de Piezas de Recambio queda fijado en 200,00 (doscientos) Euros impuestos no incluidos (excepto piezas de recambio para grupos electrógenos portátiles). En los Pedidos cuyo importe sea inferior y salvo otra especificación convenida entre las Partes, se facturará al Comprador un mínimo de 50,00 (cincuenta) Euros, impuestos no incluidos, para cubrir los gastos de tramitación del Pedido.

El Comprador debe precisar en su Pedido de Piezas de Recambio el grado de urgencia del mismo:

- Urgente: entrega «Ex Works en el lugar convenido» o puesta a disposición en fábrica en un plazo de setenta y dos horas hábiles.
- Prioritario: entrega «Ex Works en el lugar convenido» o puesta a disposición en fábrica en un plazo de diez días hábiles.
- Stock: entrega «Ex Works en el lugar convenido» o puesta a disposición en fábrica en un plazo de cinco semanas naturales.

Así como el modo de entrega según Incoterm© 2020.

Una vez registrado el Pedido de Piezas de Recambio y enviado el acuse de recibo al Comprador por parte del Vendedor no será posible incluir ninguna modificación en el grado de urgencia salvo acuerdo expreso del Vendedor. En caso de modificación del Pedido por parte del Comprador, el Vendedor podrá facturar al Comprador los gastos correspondientes a prestaciones logísticas y administrativas adicionales.

II – Anulación o suspensión del Pedido

En caso de que el Comprador cancele el Pedido sin falta del Vendedor, los pagos efectuados por el Comprador quedan definitivamente en poder del Vendedor con objeto de cubrir los gastos de cancelación del Pedido. En caso de que el Comprador no haya abonado ningún anticipo al Vendedor, la indemnización compensatoria ascenderá a un 25 (veinticinco) % del importe del Pedido.

En caso de que el Comprador suspenda el Pedido por razones no imputables al Vendedor, este deberá indemnizar al Vendedor por los costes razonablemente desembolsados por este en razón de dicha suspensión.

III – Embalaje – Modo de entrega y transporte – Plazo de entrega

III.1 – Embalaje

Salvo que las Partes acuerden otro tipo de especificación, el Vendedor ofrecerá una protección de tipo «funda de plástico» para los Productos o un embalaje de tipo «caja de madera no estándar» o «cartón» para las Piezas de Recambio; la responsabilidad de este último no es susceptible de verse comprometida, tanto por el modo o la duración de un posible almacenamiento como por la aparición de cualquier otro elemento posterior a la entrega.

No obstante, el Vendedor puede, a petición expresa del Comprador, prever el suministro de un tipo de embalaje específico solicitado por este último; esta prestación complementaria debe dar lugar obligatoriamente a la realización de un Pedido.

III.2. Modo de entrega y transporte

Salvo estipulación contraria, la entrega se realiza «Ex-Works (EXW) en el lugar convenido», según el Incoterm© 2020. El Comprador soporta todos los gastos y riesgos relacionados con el envío del Producto o de las Piezas de Recambio desde el lugar convenido o desde la fábrica del Vendedor hasta el destino elegido.

En función del Incoterm utilizado, el coste del transporte y de la documentación necesaria para la entrega puede ser objeto de un presupuesto específico del Vendedor al Comprador.

En caso de que el Vendedor se haga cargo de las prestaciones de transporte y entrega, el Comprador debe comprobar el envío a la llegada del Producto o de las Piezas de Recambio y ejercer, en su caso, las reclamaciones oportunas contra el transportista. En particular, en caso de que falte material o de daño sufrido por el Producto o las Piezas de Recambio en la entrega, debidamente confirmado y comprobado, el Comprador está obligado a emitir sus

eventuales reservas al transportista en el momento de la entrega con objeto de preservar los derechos de las partes frente al transportista.

El Vendedor puede suscribir por cuenta del Comprador, y a petición expresa de este, una cobertura de seguro destinada a proteger al Comprador de los posibles daños ocasionados al Producto o a las Piezas de Recambio durante la fase de transporte. En caso de siniestro por el que se ejerza la garantía vinculada al seguro suscrito, se acuerda expresamente que el Comprador conservará a su cargo la franquicia prevista en la póliza del seguro suscrita por el Vendedor.

Si la entrega se retrasa por el motivo que fuere, ajeno a la voluntad del Vendedor, el material se almacenará y se manipulará si fuera necesario, y siempre que el Vendedor lo apruebe, por cuenta y riesgo del Comprador; el Vendedor declina cualquier responsabilidad. El Vendedor garantiza a título gratuito el almacenamiento durante un mes a partir de la fecha de puesta a disposición del Producto o de las Piezas de Recambio. Transcurrido este plazo de un mes y previa notificación por escrito del Vendedor, los gastos de almacenamiento podrán ser facturados al Comprador por un importe correspondiente al 1 % del valor del Pedido del Comprador por cada mes de almacenamiento. Todo mes empezado será debido; se aplicará un importe mínimo de gastos de almacenamiento de 100 (cien) euros.

Por otra parte, y en caso de que el Comprador no acepte la entrega del Producto o de las Piezas de Recambio en condiciones de entrega distintas de «Ex-Works (EXW), lugar convenido» según el Incoterm® 2020 en un plazo de 15 (quince) días a partir de la fecha de notificación formal del Vendedor, este último se reserva el derecho de modificar las modalidades de entrega para una entrega «Ex-Works (EXW), lugar convenido» según el Incoterm® 2020».

Salvo petición expresa del Comprador, el Vendedor puede organizar la entrega de Piezas de Recambio, de forma parcial, en función de las disponibilidades de las Piezas de Recambio pedidas.

III.3 Plazo de entrega

El plazo de entrega es el estipulado entre el Comprador y el Vendedor. En su defecto, el acuse de recibo del Pedido del Vendedor establecerá dicho plazo de entrega.

En caso de que el Vendedor constate un retraso, lo notificará al Comprador con la mayor brevedad posible. Ningún retraso en la entrega o ejecución puede justificar la cancelación del Pedido o ser objeto de indemnización o compensación alguna por ningún concepto.

En caso de que se hayan estipulado expresamente penalizaciones contractuales por el retraso en la entrega, dichas penalizaciones son globales, liberatorias y excluyentes respecto a cualquier otra sanción, y no pueden superar un importe limitado en un 5 % (cinco por ciento) del importe sin incluir tasas del Pedido. No pueden dar lugar en ningún caso a compensación alguna. El Vendedor queda liberado de pleno derecho de cualquier obligación relativa a los plazos de entrega o ejecución si el Comprador no respeta sus propias obligaciones, entre ellas el pago según las modalidades acordadas.

III.4 Devolución excepcional de Piezas de Recambio

Toda devolución de Piezas de Recambio debe ser objeto de una petición expresa del Comprador debidamente aceptada por el Vendedor. Previa petición, el Vendedor enviará al Comprador un impreso de «Acuerdo de devolución»; este documento debe adjuntarse obligatoriamente a las Piezas de Recambio que vayan a ser objeto de la devolución.

Las Piezas de Recambio deben ser devueltas por el Comprador, a cargo del mismo, en un plazo de 30 (treinta) días naturales a partir de la fecha de recepción por parte del Comprador del «Acuerdo de Devolución», debidamente firmado por el Vendedor. Transcurrido este plazo, las Piezas de Recambio no podrán ser devueltas ni reembolsadas.

El Comprador debe empaquetar o acondicionar las Piezas de Recambio devueltas en su embalaje original, no deben haber sido montadas ni haber sufrido deterioro alguno.

El Vendedor se compromete a emitir un abono en un plazo de 30 (treinta) días naturales a partir de la fecha de recepción de las Piezas de Recambio por este una vez deducidos los gastos administrativos correspondientes al 30 (treinta) por ciento del importe facturado de las Piezas de Recambio devueltas.

El importe de los abonos acumulado en un año civil «n» no puede exceder del 10 (diez) por ciento del importe de los Pedidos de Piezas de Recambio facturados por el Vendedor al Comprador durante el año civil «n-1».

No podrán devolverse las Piezas de Recambio como filtros, correas, juntas y manguitos de goma, piezas con fecha de caducidad, piezas obsoletas, piezas entregadas al Comprador hace más de dos años o piezas que hayan sido objeto de un Pedido único específico para cubrir las necesidades del Comprador.

El Vendedor se reserva el derecho de rechazar cualquier devolución de Piezas de Recambio; dicha negativa será debidamente justificada.

III.4.1. Devolución de Piezas de Recambio a causa de un error del Vendedor

En este caso específico, las Piezas de Recambio deben ser devueltas por el Comprador en un plazo de 45 (cuarenta y cinco) días naturales a partir de la fecha de recepción por parte del Comprador del «Acuerdo de Devolución», debidamente firmado por el Vendedor. Transcurrido este plazo, las Piezas de Recambio no podrán ser devueltas ni reembolsadas. Las Piezas de Recambio debidamente devueltas serán objeto de un abono del Vendedor correspondiente al importe facturado de las Piezas de Recambio devueltas al que se sumarán los costes de transporte soportados por el Comprador y debidamente justificados.

IV – Prestaciones *in situ*

Por acuerdo entre las Partes, el Vendedor puede verse obligado a efectuar, total o parcialmente, operaciones de montaje, ensayos, puesta en servicio industrial del Producto, o eventualmente de construcción de la ingeniería civil, salvo cualquier operación de eliminación del amianto, que es responsabilidad exclusiva del propietario de los locales existentes de conformidad con la normativa en vigor.

La ejecución de cualquiera de estas prestaciones no supone en ningún caso la autorización por parte del Vendedor de la totalidad o una parte de las cualidades intrínsecas de elementos o prestaciones al margen del suministro de Producto o, de manera más general, del entorno en el que se integrará el Producto.

En particular, las operaciones de ensayos *in situ* o de puesta en servicio ejecutadas por el Vendedor no tendrán en ningún caso valor de conocimiento o acuerdo por su parte de las condiciones de instalación del Producto por parte del Comprador o de una empresa tercera.

El hecho de haber confiado al Vendedor el suministro del Producto o prestaciones accesorias no exonera en modo alguno al Comprador de las obligaciones derivadas para el mismo de las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

El Vendedor no podrá ser considerado en modo alguno responsable de las eventuales consecuencias materiales o financieras de un incumplimiento total o parcial, una ejecución tardía o una ejecución incorrecta de las prestaciones confiadas a un tercero. Antes al contrario, el Vendedor estará autorizado a facturar al Comprador cualquier coste adicional ocasionado.

Para el Vendedor, el hecho de asumir la dirección de las operaciones de montaje *in situ* no exonera en nada al Comprador de su deber de vigilancia de la obra durante las horas no trabajadas.

V – Pruebas y recepción

Cuando la recepción está prevista en la fábrica del Vendedor o *in situ*, el Producto y sus accesorios serán objeto de pruebas de recepción en presencia del Comprador.

El Vendedor notificará al Comprador, en un plazo razonable, la fecha en la que se procederá a las pruebas de recepción. En caso de que el Comprador no pueda asistir a las pruebas de recepción y con el fin de no interrumpir el proceso general de ejecución del Pedido, el Vendedor podrá solicitar a una tercera empresa debidamente competente que asista a las pruebas de recepción en lugar del Comprador y por cuenta y riesgo de este último.

El Comprador no puede rechazar la recepción por defectos menores que no afecten al funcionamiento del Producto.

La aceptación, con o sin reservas, se pronunciará mediante la firma del Acta de Recepción por parte del Comprador y del Vendedor, o de una tercera empresa debidamente autorizada. Si la recepción se retrasa por razones no atribuibles al Vendedor:

- la recepción se considerará que tiene lugar 2 (dos) semanas después de la fecha de notificación por el Vendedor de la fecha en que estaba prevista la recepción.
- El Vendedor se reserva el derecho de repercutir al Comprador los costes asociados con dicho aplazamiento, como, en particular, los costes de manipulación y almacenamiento, así como cualquier coste financiero.

El Vendedor dispondrá de un plazo máximo de 3 (tres) meses a partir de la fecha de efecto de la recepción para resolver las reservas eventualmente emitidas en el momento de esta recepción.

El Vendedor notificará al Comprador por correo certificado con acuse de recibo la finalización de las prestaciones que permitan la retirada de las reservas. El Vendedor y el Comprador realizarán entonces una declaración de retirada de reservas.

El Comprador no podrá utilizar ninguna parte del Producto si no ha confirmado la recepción. En caso de que el Comprador utilice por su cuenta y riesgo el Producto antes de su recepción, el Producto se considerará recibido en la fecha de su utilización.

VI – Precio y condiciones de pago

Los precios no incluyen derechos ni tasas.

Según las disposiciones del artículo L.441-6 del Código de Comercio francés, cualquier factura enviada por el Vendedor al Comprador debe abonarse en un plazo no superior a 45 (cuarenta y cinco) días a partir del final de mes, a partir de la fecha de emisión de la factura.

Los pagos se realizan en el domicilio del Vendedor, netos y sin descuentos. Las cantidades no abonadas en efectivo serán satisfechas por los medios convenidos.

El Comprador no podrá realizar ninguna deducción del montante debido sin el acuerdo previo y por escrito del Vendedor.

Según las disposiciones del artículo L.441-6 del Código de Comercio francés, cualquier retraso de pago por parte del Comprador dará lugar de pleno derecho a una penalización de demora exigible el día siguiente a la fecha de pago que figura en la factura en caso de que las sumas debidas se abonen después de esa fecha, así como a una indemnización global por gastos de cobro cuyo importe fijado por decreto es de 40 euros.

El interés de la penalización por demora será igual al interés aplicado por el Banco Central Europeo en su operación de refinanciación más reciente, aumentado en diez puntos porcentuales, sin que esta penalización afecte a la exigibilidad de la deuda. Las penalizaciones por demora se aplicarán sin necesidad de recordatorio.

El Comprador queda liberado de su obligación de pago en el momento del abono efectivo de las sumas debidas. El pago se considera realizado en la fecha en que el Comprador pone los fondos a disposición del beneficiario o de su subrogado.

En caso de venta, cesión, entrega en garantía o aportación en sociedad de su fondo de comercio o de su material por parte del Comprador, así como en caso que uno de los pagos o la aceptación de una de las órdenes de pago no se realicen en su fecha, las sumas debidas pasan a ser inmediatamente exigibles sean cuales sean las condiciones acordadas anteriormente.

VII – Fuerza mayor

Los retrasos o incumplimientos derivados de cualquier causa que esté fuera del control razonable de cualquiera de las partes, incluidos, entre otros, los casos de fuerza mayor, revueltas o disturbios civiles, sabotaje, terrorismo, guerra, terremotos, huelgas, cierres patronales, accidentes, incendios, inundaciones, explosiones, epidemias, pandemias o la ausencia de medios normales de comunicación o transporte («evento de fuerza mayor»), ampliarán el período de ejecución en consecuencia, pero en ningún caso por un período superior a treinta (30) días a partir del comienzo de un evento de fuerza mayor («período de fuerza mayor»). Ninguna de las partes será responsable de las pérdidas, daños, retenciones o demoras resultantes de cualquiera de las causas anteriores o de cualquier otra condición o evento que escape al control razonable de dicha parte. El Vendedor tiene derecho a rescindir este acuerdo en caso de evento de fuerza mayor que se prolongue más allá del período de fuerza mayor. La ocurrencia de un evento de fuerza mayor no suspenderá el cumplimiento de una obligación de pago de cualquiera de las partes en virtud de las presentes condiciones.

VIII – Cláusula de salvaguarda

En caso de suceso de naturaleza económica o comercial sobrevenido después del Pedido y que convierta su ejecución en perjudicial para una de las partes, estas negociarán para proceder al examen de la situación e intentar restablecer el equilibrio inicial. En caso de acuerdo entre las partes, un pacto adicional precisará las nuevas modalidades de ejecución del Pedido. En caso de desacuerdo, y en un plazo de un (1) mes a partir del primer encuentro entre las partes, estas se pondrán de acuerdo sobre la rescisión del Pedido.

IX – Cláusula de reserva de propiedad y transferencia de riesgos

El Vendedor conservará la propiedad del Producto o de las Piezas de Recambio vendidas hasta el pago efectivo de la totalidad del precio principal y de los accesorios. La ausencia de pago de cualquiera de los vencimientos podrá comportar la reclamación del Producto o de las Piezas de Recambio.

En caso de que el Comprador haya abonado parcialmente el precio, esta porción del precio queda en poder del Vendedor a pesar de la restitución del Producto o de las Piezas de Recambio en virtud de la cláusula de reserva de propiedad, como reparación global del perjuicio sufrido en razón del incumplimiento del Pedido por el Comprador.

La transmisión de los riesgos se realiza en el momento de la entrega EX WORKS, tal y como se prevé en el artículo III.2. anteriormente citado. A estos efectos, el Comprador asume a partir de la entrega los riesgos de pérdida o deterioro del Producto o de las Piezas de Recambio así como la responsabilidad por los daños que el Producto o las Piezas de Recambio puedan ocasionar.

X – Garantía

X.1 Garantía comercial

X.1.1 Duración de la garantía del Vendedor

Salvo estipulación contraria expresamente acordada entre el Comprador y el Vendedor, la garantía del Producto corresponde al Vendedor durante:

- respecto a los Productos en servicio «de emergencia» (para la sustitución de la alimentación de la red eléctrica normal, en caso de interrupción repentina del acceso a esta red o de su servicio. El

servicio «de emergencia» está limitado al tiempo necesario para el restablecimiento del acceso a esta red o de su servicio).

- 30 meses desde la fecha en que el Producto sale de fábrica o 42 meses, en el caso de los Productos de la Serie KD, desde la fecha en que dicho Producto sale de fábrica
-
- 24 meses desde la fecha en que el Producto se pone en servicio o 36 meses, en el caso de los Productos de la Serie KD, desde la fecha en que dicho Producto se pone en servicio
-
- 1000 horas de funcionamiento

La garantía finaliza al alcanzarse el primero de estos tres plazos.

- respecto a los Productos en servicio «continuo» (suministro de energía eléctrica de manera continua, bien en ausencia de una red eléctrica normal o bien como complemento de esta red),

- 18 meses a partir de la fecha de salida de fábrica del Producto
- 30 meses en el caso de los Productos de la Serie KD, a partir de la fecha de salida de fábrica de dicho Producto
-
- 12 meses desde la fecha en que el Producto se pone en servicio o 24 meses, en el caso de los Productos de la Serie KD, desde la fecha en que dicho Producto se pone en servicio
-
- 2500 horas de funcionamiento, u 8700 horas de funcionamiento en el caso de los Productos de la Serie KD

La garantía finaliza al alcanzarse el primero de estos tres plazos.

Las piezas de recambio o las piezas sustituidas están aseguradas por el periodo restante en virtud de la garantía prevista en el presente artículo sin que esto pueda modificar la duración de la garantía de las demás piezas o componentes del Producto.

Las Piezas de Recambio tienen una garantía de seis meses a partir de su fecha de entrega.

X.1.2 Modalidades de aplicación y cobertura de la garantía

El Vendedor se compromete a solucionar cualquier defecto de funcionamiento del Producto o de las Piezas de Recambio vendidos proveniente de un defecto de diseño, del material o de la ejecución (incluido el montaje si se le ha confiado esta operación) dentro de los límites de las disposiciones siguientes.

El Vendedor no está obligado a nada en caso de defecto derivado de materiales proporcionados por el Comprador o de un diseño impuesto por este último.

Cualquier garantía queda también excluida por incidentes derivados de casos fortuitos o de fuerza mayor así como por sustituciones o reparaciones resultantes en concreto del desgaste normal del Producto o de las Piezas de Recambio, deterioros o accidentes a causa de negligencias, defecto de supervisión o mantenimiento, o utilización defectuosa del Producto o de las Piezas de Recambio.

La garantía solo se aplica tras inspeccionar las piezas defectuosas y la devolución a los talleres del Vendedor o a sus agentes oficiales.

Tras ser notificado de un defecto cubierto por esta garantía, el Vendedor está obligado a subsanarlo a su cargo y con toda la diligencia debida; el Vendedor se reserva el derecho de modificar el Producto o las Piezas de Recambio en caso necesario para cumplir sus obligaciones.

El Vendedor no garantiza ni asume bajo ninguna circunstancia los daños inmateriales, incluidos, entre otros, los costes relacionados con la instalación de un Producto o Piezas de Recambio de sustitución durante el periodo de

garantía; la garantía se limita al perímetro de responsabilidad establecido en el presente artículo.

Las piezas sustituidas en garantía volverán a ser propiedad del Vendedor.

Para poder acogerse a la garantía, el Comprador debe:

- haber abonado la totalidad de la(s) factura(s) asociada(s) al Producto o a las Piezas de Recambio;
- enviar al Vendedor un informe de puesta en servicio del Producto una vez efectuada esta;
- asegurarse de que el carburante, los lubricantes y el líquido de refrigeración o el agua utilizada para su preparación sean de buena calidad, limpios y conformes a las especificaciones de los fabricantes;
- llevar un registro de mantenimiento actualizado en el que consignará la fecha, el contenido y los resultados de los ensayos, controles visuales, intervenciones de revisión ordinarias, intervenciones de mantenimiento y todas las observaciones y constataciones de posibles anomalías que se hayan producido durante la utilización;
- avisar inmediatamente al Vendedor, por escrito, de los vicios que imputa al Producto o a las Piezas de Recambio y facilitar todos los justificantes oportunos de los mismos. Este debe dar al Vendedor todas las facilidades para proceder a la constatación de dichos vicios y para solucionarlos. Debe igualmente abstenerse, salvo acuerdo expreso del Vendedor de efectuar por sí mismo o de confiar la reparación a terceros.

X.2 Disposiciones específicas y obligatorias para las ventas a los consumidores

Independientemente de la garantía comercial recordada en el artículo IX.1. anterior, el Vendedor es responsable de los defectos de conformidad del bien objeto del contrato y de los vicios ocultos en las condiciones previstas en los artículos 1641 a 1649 del Código Civil francés.

El Vendedor está obligado a entregar un bien conforme al contrato y a responder de los defectos de conformidad existentes a la entrega.

Responderá también de los defectos de conformidad resultantes del embalaje, de las instrucciones de montaje o de la instalación si esta se le ha encargado por contrato o si ha sido realizada bajo su responsabilidad (L.211-4 del Código de Consumo francés)

Para ajustarse a lo establecido en el contrato, el bien debe:

1. Ser adecuado para el uso habitualmente esperado de un bien parecido y, en su caso:
 - corresponderse con la descripción dada por el Vendedor y poseer las cualidades que este ha presentado al Comprador en forma de muestra o de modelo;
 - presentar las cualidades que un Comprador puede legítimamente esperar vistas las declaraciones públicas realizadas por el Vendedor, el fabricante o su representante, especialmente en la publicidad o el etiquetado;
2. O presentar las características definidas por un común acuerdo de las partes o ser adecuado a cualquier utilización especial buscada por el Comprador, puesta en conocimiento del Vendedor y que este haya aceptado. (L.211-5 del Código del Consumo francés)

La acción derivada del defecto de conformidad prescribe en un plazo de dos años a partir de la entrega del bien (L.211-12 del Código del Consumo francés). El Vendedor está obligado por garantía frente a los defectos ocultos del bien vendido que hacen que resulte inadecuado para la utilización a la que se destina o que merman tanto esta utilización que el Comprador no lo habría adquirido, o lo habría hecho por un precio menor, si los hubiera conocido (artículo 1641 del Código Civil francés). La acción resultante de los vicios redhibitorios debe ser ejercida por el comprador en un plazo de dos años a partir del descubrimiento del vicio. (Artículo 1648 del Código Civil francés, apartado 1.º).

XI – Limitación de responsabilidad

El Vendedor no puede ser considerado responsable de un funcionamiento o una activación incorrectos del Producto o de las Piezas de Recambio en razón de una carencia del Comprador o de un tercero. El Vendedor es únicamente responsable de las faltas, errores u omisiones, demostradas y cometidas por su propio personal, y declina en particular cualquier responsabilidad por cualesquiera incidentes que puedan derivarse en concreto de una instalación, puesta en marcha, explotación, reparación o mantenimiento del Producto o de las Piezas de Recambio por un tercero.

El Comprador renuncia a hacer valer daños inmateriales o indirectos, como en particular las pérdidas de explotación.

La responsabilidad del Vendedor se reduce a una suma limitada global correspondiente al importe del Pedido sin incluir tasas y que no puede exceder, no obstante, de 2 (dos) millones de euros por hecho y por año.

El Comprador renuncia así a cualquier recurso al margen de las exclusiones y limitaciones indicadas, y garantiza la renuncia a cualquier recurso por parte de su asegurador o un tercero contra el Vendedor o su asegurador.

Estas limitaciones no son aplicables en caso de falta grave o de daños corporales.

Las penalizaciones o indemnizaciones acordadas expresamente entre el Vendedor y el Comprador tienen la categoría de daños y perjuicios globales, liberatorios y excluyentes de cualquier otra sanción o indemnización.

En caso de hecho indemnizable, el Comprador y el Vendedor se comprometen a hacer todo lo que esté en su mano para limitar las consecuencias de dicho hecho.

En caso de que el Comprador espere determinados resultados industriales o económicos, estos deben indicarse expresamente en el Pedido, y ser aceptados por el Vendedor.

En cualquier caso, el Vendedor queda exonerado de toda responsabilidad en caso de fuerza mayor o de caso fortuito, como, en particular, huelgas, cierres patronales, agotamiento de las existencias de piezas, actos de terrorismo, guerras, epidemias, requisiciones, incendios, inundaciones, accidentes de utillaje, interrupción o retraso del transporte, etc. En caso de imposibilidad definitiva, el contrato será rescindido de pleno derecho.

XII – Propiedad intelectual e industrial

El Comprador reconoce que los derechos de propiedad intelectual, con independencia de la naturaleza de los mismos, así como los conocimientos especializados utilizados para el diseño y la fabricación del Producto o incorporados a este, seguirán siendo propiedad exclusiva del Vendedor, y que la transmisión de la propiedad del Producto no podrá considerarse en ningún caso una transmisión de derecho de propiedad intelectual e industrial. La presente estipulación no impide la utilización del Producto para las necesidades del Comprador dentro de los límites previstos expresamente por las partes.

El Vendedor conserva de esta forma los derechos de propiedad intelectual, industrial, la tecnología y los conocimientos, patentados o no, de estudios, planos, modelos y los documentos o información emitidos o transmitidos por este al Comprador, o que hayan llegado a conocimiento del Comprador en el marco de la ejecución del Pedido. Estos documentos e información solo pueden utilizarse por el Comprador, y exclusivamente en lo relativo a la ejecución del Pedido. Estos son confidenciales y no pueden difundirse, publicarse o, en general, comunicarse a terceros sin la autorización previa y expresa del Vendedor, al que deberán devolverse a primera solicitud por su parte o en caso de cese de las relaciones contractuales. El Comprador debe adoptar todas las medidas necesarias para que sus empleados, subcontratistas o clientes respeten la información así transmitida.

XIII – Cláusula anticorrupción

El Comprador certifica que cumple y seguirá cumpliendo las legislaciones anticorrupción americanas, europeas, francesas y locales. Se prohíbe al Comprador efectuar pagos u ofertas ilícitas (o aceptar tales pagos u ofertas ilícitas) o realizar prácticas de corrupción directa o indirectamente frente a cualquier persona, incluidos de manera no exhaustiva, cualquier gobierno, funcionario gubernamental, empleado de una empresa perteneciente al Estado, representante de partido político o candidato político, con objeto de obtener o conservar una ventaja comercial.

El Vendedor se reserva el derecho de anular cualquier Pedido o de rescindir cualquier contrato, a su discreción particular, si determina que el Comprador no ha cumplido satisfactoriamente o no puede cumplir las disposiciones de la presente cláusula.

XIV – Cumplimiento de las normas de control de las exportaciones

El Comprador acepta conformarse a todas las leyes y reglamentos de exportación de los Estados Unidos, Europa, Francia y cualquier otro país aplicable («Leyes de Exportación») para asegurarse de que el Producto, las Piezas de Recambio o una parte de los mismos no se exportan, directa o indirectamente, violando las leyes de exportación o que se utilizan con fines prohibidos por dichas leyes de exportación.

Los Productos y las Piezas de Recambio, así como todos los servicios y tecnologías conexas (los «Productos Entregables»), están sometidos a las leyes y reglamentos de los Estados Unidos o de Europa en materia de control de las exportaciones y de sanciones económicas.

El Comprador no puede, directa o indirectamente, exportar, reexportar, transportar, transferir, retransferir o permitir el uso de Productos entregables hacia, a, por o para países, personas o usos finales sancionados, bajo embargo o prohibidos salvo autorización gubernamental.

Si el Comprador cede a un tercero el Producto o las Piezas de Recambio entregados por el Vendedor, el Comprador debe cumplir a su vez y en particular las leyes de exportación.

Antes de cualquier cesión o (re)exportación de un Producto o de Piezas de Recambio a un tercero, el Comprador deberá comprobar y garantizar en particular lo siguiente:

- Que no infrinjan las normas relativas a los embargos impuestos por la ONU, la Unión Europea, Estados Unidos o Francia.
- Que no infrinjan las normas impuestas por la ONU, la Unión Europea, Estados Unidos o Francia relativas a las sanciones internacionales con relación a determinados países, grupos, individuos o entidades
- Que dicho Producto o las Piezas de Recambio no están destinados a ser utilizados en conexión directa o indirecta con ninguna actividad o uso final relacionado con, pero no limitado a, la proliferación de armas nucleares, la propulsión nuclear marítima, los misiles, los sistemas de cohetes, los vehículos aéreos no tripulados o las armas químicas o biológicas.

El Vendedor se reserva el derecho de anular cualquier Pedido o de rescindir cualquier contrato, a su discreción particular, si determina que el Comprador no ha cumplido satisfactoriamente o no puede cumplir las disposiciones de la presente cláusula.

XV – Datos Personales

En caso de que las Partes tengan acceso a datos de carácter personal para la ejecución del Pedido, las Partes deben respectivamente cumplir el derecho aplicable relativo a los datos de carácter personal y, en particular, el Reglamento (UE) 2016/679 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 27 de abril de 2016, relativo a la protección de las personas físicas en lo que respecta al tratamiento de datos personales y a la libre circulación de estos datos.

El Vendedor prestará especial atención a la protección y el respeto de la privacidad. El Comprador puede consultar la política de protección de datos personales del Vendedor haciendo clic en el siguiente enlace: https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

El Vendedor recopila los datos personales del Comprador para la gestión de su Pedido (transporte y recogida de Productos, aplicación de garantías, servicio posventa) y el seguimiento de sus relaciones comerciales. Por lo tanto, sus datos personales podrán ser comunicados a los socios del Vendedor exclusivamente para la ejecución del Pedido, de acuerdo con las presentes Condiciones Generales de Venta.

La política de protección de datos personales del Vendedor informa al Comprador de sus prácticas en materia de recogida, uso y conservación de datos personales, así como de las medidas de seguridad que se han establecido. El Comprador dispone del derecho de acceso, eliminación, oposición y rectificación de sus datos personales. El Comprador puede ejercer estos derechos haciendo clic en el siguiente enlace https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

XVI – Ley y atribución de jurisdicción

Se aplicará la legislación francesa con exclusión de cualquier otra.

En caso de discrepancia, el Comprador y el Vendedor tratarán de llegar a un acuerdo amistoso. En defecto de acuerdo amistoso en un plazo de 30 (treinta) días a partir de la fecha de la primera notificación, cualquier acción judicial deberá presentarse ante el Tribunal de Comercio de París (Francia), el único competente incluso en caso de demanda incidental, pluralidad de demandados o de recurso de garantía.

En caso de que el Comprador sea un consumidor (el Comprador no adquiere el Producto o las Piezas de Recambio con fines profesionales, industriales, artesanales o comerciales) y sea ciudadano de la Unión Europea, el Comprador podrá, en caso de litigio con el Vendedor, recurrir al defensor del consumidor de acuerdo con los artículos L. 612 y siguientes del Código de Consumo francés. No obstante, las Partes son libres de aceptar o rechazar el recurso al defensor del consumidor.

En Francia se propone acudir al siguiente sistema de defensa del consumidor:

Le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP), asociación regida por la Ley 1901 con sede social en 39 avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 París, Francia.

El Comprador puede solicitar la intervención del CMAP por las siguientes vías:

- Mediante el formulario del sitio web del CMAP en la dirección «www.mediateur-conso.cmap.fr», o
- Enviando un correo electrónico a consommation@cmap.fr, o
- Por correo postal a la siguiente dirección: CMAP – Service Médiation de la consommation, 39 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris).

El defensor del consumidor examina la admisión a trámite del caso según las condiciones previstas en el artículo L.612-2 del Código del Consumo en un plazo de cinco días laborables a partir de la recepción del expediente transmitido por el CMAP y puede no admitir a trámite la reclamación en las condiciones previstas en el artículo L.612-2 del Código del Consumo, redactado de la siguiente forma:

«Un litigio puede no ser admitido a trámite por el defensor del consumidor en los siguientes casos:

- 1- *El consumidor no justifica haber intentado previamente resolver su litigio directamente con el comerciante mediante una reclamación escrita de acuerdo con los procedimientos previstos, en su caso, en el contrato.*
- 1- *La solicitud es manifiestamente infundada o abusiva.*
- 2- *El litigio ha sido tramitado previamente o está siendo tramitado por otro defensor del consumidor o por un tribunal.*
- 3- *El consumidor ha presentado su solicitud al defensor del consumidor en un plazo superior a un año desde la fecha de su reclamación escrita al profesional.*
- 4- *El litigio no entra en su campo de competencia.*

El consumidor es informado por el defensor del consumidor en un plazo de tres semanas a partir de la recepción de su expediente, de la desestimación de su solicitud de mediación.»

La solución propuesta por el defensor del consumidor no es vinculante para las partes del contrato.



Allgemeine Geschäftsbedingungen

Vorwort

Der Verkäufer ist nachstehend definiert als SDMO Industries SAS mit Firmensitz 270, rue de Kerervern, 29490 Guipavas, France – RCS Brest 548 202 985 - Umsatzsteuer-Identifikationsnummer: FR60548202985 – Tel.: 02.98.41.00.00. Gemäß den geltenden gesetzlichen Regelungen sind in den vorliegenden allgemeinen Geschäftsbedingungen des Verkäufers die Konditionen festgelegt, zu denen der Verkäufer seine Produkte sowie Leistungen und Zubehörteile und auch seine Ersatzteile verkauft. Mit der Beauftragung des Verkäufers akzeptiert der Käufer grundsätzlich die vorliegenden allgemeinen Geschäftsbedingungen und verzichtet auf eigene allgemeine Kaufbedingungen. Sofern es die Gegebenheiten eines Verkaufs erfordern, können sie im Rahmen der besonderen Geschäftsbedingungen angepasst werden. Im Falle von Diskrepanzen oder Widersprüchen zwischen den besonderen Geschäftsbedingungen und den allgemeinen Geschäftsbedingungen sind Erstere maßgeblich.

I – Kostenvoranschlag und Bestellung

Alle Preise und sonstigen Angaben in Katalogen, Prospekten und Preislisten sind unverbindlich. Der Verkäufer behält sich das Recht vor, die Konfiguration, Form, Abmessungen oder Materialien seiner Produkte und Produktteile und auch seiner Ersatzteile zu ändern, dazu zählen auch Gravuren, Fotos und Beschreibungen.

Auf Anfrage des Käufers kann der Verkäufer ein Angebot erstellen, das eine verbindliche Angabe zur Gültigkeitsdauer des Angebots enthält. Der Lieferumfang des Produkts und der zugehörigen Leistungen und der Ersatzteile umfasst genau und ausschließlich das Produkt, die Ersatzteile und die Leistungen in der Form, wie sie im Angebot festgelegt wurden.

Die Empfangsbestätigung des Verkäufers für den Auftrag des Käufers gilt als verbindliche und endgültige Zusage zu allen Posten des Angebots.

Der Verkaufsvertrag gilt erst als rechtswirksam geschlossen, wenn der Verkäufer den Auftrag des Käufers ausdrücklich angenommen hat – und dies innerhalb eines Monats nach Eingang desselben. Lehnt der Verkäufer den Auftrag nicht innerhalb eines Monats schriftlich ab oder äußert diesbezüglich Vorbehalte, so gilt der Auftrag als angenommen. Der Verkäufer berücksichtigt keine gegenteiligen und/oder ergänzenden Klauseln, die nicht ausdrücklich bei der Auftragsannahme vom Verkäufer akzeptiert wurden.

Falls eine individuelle Planung vereinbart wird, erfolgt die Auslegung des Produkts und der zugehörigen Leistungen auf Grundlage der Angaben des Käufers gegenüber dem Verkäufer. Dies gilt insbesondere für die benötigte Leistung und/oder Stromstärke bzw. für die Wahl des Aufstellungsorts des Produkts. Der Käufer verpflichtet sich deshalb, die Projektplanung nach besten Kräften zu unterstützen und alle notwendigen Informationen zu liefern. Dies gilt insbesondere für die geografische Lage, umwelt- und umgebungsbedingte Einschränkungen und die geltenden allgemeinen und/oder standortspezifischen Vorschriften. Das gelieferte Produkt wird, sofern nicht ausdrücklich von den Parteien anders vereinbart, auf einen Betrieb unter „Normalbedingungen“ ausgelegt.

Für Produkte oder Leistungen oder Ersatzteile, die nicht im Angebot des Verkäufers enthalten sind, werden neue Preise und Fristen sowie sonstige grundlegende Angaben vor der Ausführung zwischen Käufer und Verkäufer verhandelt und vereinbart.

Der Mindestbetrag für eine Bestellung von Ersatzteilen beträgt 200,00 (zweihundert) Euro ohne Steuern (außer bei Ersatzteilen für tragbare Stromerzeuger). Für jede Bestellung unterhalb dieses Betrages und außer bei

einer besonderen Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien wird dem Käufer eine Rechnungspauschale von 50,00 (fünfzig) Euro ohne Steuern erhoben, um die Kosten für die Bearbeitung der Bestellung zu decken.

Der Käufer muss bei seiner Bestellung von Ersatzteilen deren Dringlichkeit angeben:

- Urgent (Dringend): Lieferung "Ex Works vereinbarter Lieferort" oder werksseitige Bereitstellung innerhalb von zweiundsiebzig Arbeitsstunden
- Prioritaire (Prio): Lieferung "Ex Works vereinbarter Lieferort" oder werksseitige Bereitstellung innerhalb von zehn Arbeitstagen
- Stock (Lager): Lieferung "Ex Works vereinbarter Lieferort" oder werksseitige Bereitstellung innerhalb von fünf Wochen in Arbeitstagen gerechnet

Ebenso den Liefermodus gemäß Incoterm© 2020.

Nachdem der Verkäufer die Bestellung von Ersatzteilen erfasst und dem Käufer deren Eingangsbestätigung übermittelt hat, ist keine Änderung bezüglich der Dringlichkeit möglich außer bei einer ausdrücklichen Zustimmung des Verkäufers. Bei einer Änderung der Bestellung durch den Käufer kann der Verkäufer dem Käufer die Kosten für zusätzliche logistische und administrative Leistungen in Rechnung stellen.

II – Stornierung oder Aussetzung des Auftrags

Falls der Käufer den Auftrag ohne Verschulden des Verkäufers storniert, so verbleiben die vom Käufer getätigten Zahlungen endgültig beim Verkäufer, zur Deckung der Auslagen und Kosten in Zusammenhang mit der Auftragsstornierung. Wenn vom Käufer keine Anzahlung an den Verkäufer geleistet wurde, so beläuft sich die Ausgleichsschädigung auf 25 (fünfundzwanzig) % der Auftragssumme.

Falls der Käufer den Auftrag aus Gründen aussetzt, die nicht der Verkäufer zu vertreten hat, so muss er dem Verkäufer Schadenersatz für die durch die Aussetzung entstandenen angemessenen Kosten leisten.

III – Verpackung – Lieferung und Transport – Lieferfrist

III.1 – Verpackung

Wird keine besondere abweichende Spezifikation zwischen den Vertragsparteien vereinbart, bietet der Verkäufer für seine Produkte eine Schutzverpackung vom Typ "Kunststoffhaube" an bzw. eine Konditionierung der Ersatzteile in einer "nicht genormten Holzkiste" oder in "Kartonage"; Letzterer kann weder aufgrund der Art oder Dauer einer eventuellen Lagerung, noch für das Auftreten eines anderen Umstands nach der Lieferung haftbar gemacht werden.

Der Verkäufer kann jedoch auf ausdrücklichen Wunsch des Käufers die Lieferung eines speziell vom Käufer gewünschten Verpackungstyps vorsehen; diese Zusatzleistung ist dabei unbedingt separat zu ordern.

III.2. Lieferart und Transport

Sofern nichts Gegenteiliges vereinbart wurde, erfolgt die Lieferung „Ex Works (EXW), vereinbarter Lieferort“, gemäß Incoterm© 2020. Der Käufer trägt sämtliche Kosten und Risiken in Zusammenhang mit der Beförderung des Produkts oder der Ersatzteile vom Werk des Verkäufers zum gewünschten Lieferort.

Je nach verwendetem Incoterm können die Kosten für den Transport und die notwendigen Dokumente vom Verkäufer in einem gesonderten Kostenvoranschlag an den Käufer übermittelt werden.

Falls der Verkäufer für Transport- und Lieferleistungen aufkommt, muss der Käufer die Versandstücke bei der Ankunft des Produkts oder der Ersatzteile überprüfen und gegebenenfalls Regressansprüche gegenüber dem Transportunternehmen geltend machen. Insbesondere wenn sich bei der Lieferung herausstellt und bestätigt wird, dass Ausrüstung fehlt oder Produkte oder Ersatzteile beschädigt sind, muss der Käufer etwaige Vorbehalte bei der Lieferung gegenüber dem Transportunternehmen äußern, sodass die Rechte der Parteien gegenüber dem Transportunternehmen gewahrt bleiben.

Der Verkäufer kann für den Käufer auf dessen ausdrücklichen Wunsch und auf dessen Kosten eine Versicherung abschließen, die den Käufer gegen etwaige transportbedingte Schäden am Produkt oder den Ersatzteilen absichert. Es wird ausdrücklich vereinbart, dass im Falle eines durch die abgeschlossene Versicherung gedeckten Schadens der Käufer eine eventuell im Versicherungsschein der vom Verkäufer abgeschlossenen Versicherung festgelegte Eigenbeteiligung trägt.

Falls sich die Lieferung aus einem beliebigen Grund, der sich dem Willen des Verkäufers entzieht, verzögern sollte, wird das Gerät, gegebenenfalls und sofern der Verkäufer dem zustimmt, auf Kosten und Risiko des Käufers eingelagert und verladen; der Verkäufer übernimmt hierfür keinerlei Haftung. Der Verkäufer gewährt eine kostenlose Lagerung für einen Zeitraum von einem Monat gerechnet ab dem Datum der Bereitstellung des Produkts oder der Ersatzteile. Nach Ablauf dieser Frist von einem Monat und nach schriftlichem Hinweis des Verkäufers können die Kosten der Lagerung dem Käufer in einer Höhe von 1 % des vom Käufer zu entrichtenden Bestellwertes pro Lagermonat berechnet werden. Jeder angefangene Monat wird berechnet; Ein Mindestbetrag für die Lagerung wird auf 100 Euro (hundert Euro) festgelegt.

Darüber hinaus und in dem Fall, dass der Käufer die Lieferung des Produkts im Rahmen anderer Lieferungsbedingungen als "Ex- Works (EXW), vereinbarter Lieferort" gemäß Incoterm© 2020 nicht innerhalb einer Frist von 15 (fünfzehn) Tagen ab formeller Benachrichtigung des Verkäufers annimmt, behält sich der Verkäufer das Recht vor, die Lieferungsbedingungen so zu ändern, dass eine Lieferung "Ex- Works (EXW), vereinbarter Lieferort" gemäß Incoterm© 2020 erfolgt.

Der Verkäufer kann, außer bei ausdrücklichem Wunsch des Käufers, in Abhängigkeit der Verfügbarkeit der bestellten Ersatzteile die Lieferung der Ersatzteile in Teilmengen organisieren.

III.3 – Lieferfrist

Die Lieferfrist ist die zwischen Käufer und Verkäufer vereinbarte Frist. Sofern nichts vereinbart wurde, ist auf der Auftragsbestätigung des Verkäufers die Lieferfrist angegeben.

Falls der Verkäufer eine Verzögerung feststellt, setzt er den Käufer sobald wie möglich davon in Kenntnis. Verzögerungen bei der Lieferung oder Ausführung rechtfertigen keinesfalls eine Stornierung des Auftrags und sind kein Anlass für Entschädigungen und/oder Ausgleichszahlungen jedweder Art.

Sofern Vertragsstrafen für Lieferverzögerungen ausdrücklich vereinbart wurden, so handelt es sich um Pauschalbeträge mit schuldbefreiender Wirkung sowie unter Ausschluss sonstiger Strafmaßnahmen. Die Vertragsstrafen dürfen einen Höchstbetrag von 5 % (fünf Prozent) des Nettoauftragswerts nicht überschreiten. Keinesfalls dürfen sie als Anlass für Ausgleichszahlungen genommen werden. Der Verkäufer wird von Rechts wegen von sämtlichen Verpflichtungen hinsichtlich der Liefer- und Ausführungsfristen befreit, wenn der Käufer seine Verpflichtungen nicht einhält, darunter auch die Zahlung gemäß den vereinbarten Modalitäten.

III.4 Außergewöhnliche Rücksendung von Ersatzteilen

Jede Rücksendung von Ersatzteilen muss Gegenstand einer ausdrücklichen Anfrage des Käufers sein, die vom Verkäufer ordnungsgemäß zu genehmigen ist. Ein auf Anfrage übermittelter, "Accord de retour" (Rücksendevereinbarung) lautender Vordruck ist vom Käufer an den Verkäufer zu schicken; dieses Dokument ist den die Rücksendung betreffenden Ersatzteilen beizulegen.

Die Ersatzteile sind vom Käufer zu Lasten des Käufers innerhalb eines Zeitraums von 30 (dreißig) Kalendertagen ab Eingang des vom Verkäufer ordnungsgemäß unterzeichneten "Accord de Retour" (Rücksendevereinbarung) beim Käufer zurückzuschicken. Nach Ablauf dieser Frist können die Ersatzteile nicht zurückgesendet und auch nicht vergütet werden.

Die zurückgeschickten Ersatzteile sind vom Käufer in ihrer Originalverpackung einzupacken und/oder zu konditionieren, sie dürfen nicht montiert und auch nicht beschädigt gewesen sein.

Der Verkäufer verpflichtet sich, innerhalb einer Frist von 30 (dreißig) Kalendertagen ab Eingang der Ersatzteile beim Verkäufer eine Gutschrift auszustellen, wobei für die anfallenden Verwaltungskosten ein Abzug von 30 (dreißig) % des für die zurückgeschickten Ersatzteile berechneten Betrages erfolgt.

Die Gesamtsumme der innerhalb eines Kalenderjahres "n" anfallenden Gutschriften darf nicht mehr als 10 (zehn) % der im Kalenderjahr "n-1" vom Verkäufer dem Käufer in Rechnung gestellten Ersatzteile betragen.

Ersatzteile wie Filter, Riemen, Dichtungen und Gummischläuche, Teile mit einem Haltbarkeitsdatum, veraltete Teile, Teile, die dem Käufer vor mehr als zwei Jahren geliefert wurden, Teile die nur einmalig bestellt wurden und die für den Bedarf des Käufers gedacht waren, können nicht zurückgeschickt werden.

Der Verkäufer behält sich das Recht vor, jegliche Rücksendung von Ersatzteilen abzulehnen; diese Ablehnung wird ordnungsgemäß gerechtfertigt.

III.4.1. Rücksendung von Ersatzteilen aufgrund eines Irrtums des Verkäufers

In diesem speziellen Zusammenhang sind die Ersatzteile vom Käufer innerhalb eines Zeitraums von 45 (fünfundvierzig) Kalendertagen ab Eingang des vom Verkäufer ordnungsgemäß unterzeichneten "Accord de Retour" (Rücksendevereinbarung) beim Käufer zurückzuschicken. Nach Ablauf dieser Frist können die Ersatzteile nicht zurückgesendet und auch nicht vergütet werden. Der Verkäufer stellt für die ordnungsgemäß zurückgeschickten Ersatzteile eine Gutschrift in Höhe des für die zurückgeschickten Ersatzteile berechneten Betrages aus, zu dem die für den beim Käufer anfallenden und ordnungsgemäß belegten Transportkosten hinzukommen.

IV – Leistungen vor Ort

Durch Vereinbarung zwischen den Parteien muss der Verkäufer möglicherweise die Montagearbeiten, die Erprobung, die Inbetriebnahme des Produkts und unter Umständen auch Baumaßnahmen vollständig oder teilweise ausführen. Ausgenommen hiervon sind Asbestsanierungen, die entsprechend den geltenden Gesetzen grundsätzlich in alleiniger Verantwortung des Besitzers der bestehenden Räumlichkeiten verbleiben.

Die Übernahme einer oder mehrerer dieser Leistungen bedeutet in keinem Fall seitens des Verkäufers eine Bestätigung der spezifischen Qualität der Gesamtheit oder von Teilen von Elementen und/oder Leistungen, die nicht zu seinem eigentlichen Lieferumfang gehören, und/oder ganz allgemein für die Umgebung, in die das Produkt integriert wird.

Insbesondere wenn der Verkäufer vor Ort Tests durchführt oder die Inbetriebnahme vornimmt, bedeutet dies nicht, dass er die Art und Weise, wie sein geliefertes Produkt vom Käufer oder von Dritten installiert wurde, anerkennt und ihr zustimmt.

Der Umstand, dass der Verkäufer mit der Lieferung des Produkts und/oder zugehörigen Leistungen beauftragt wurde, befreit den Käufer keinesfalls von den Pflichten, die sich für ihn aus der Einhaltung der geltenden Gesetze und Vorschriften ergeben.

Für die materiellen und/oder wirtschaftlichen Folgen einer gänzlichen oder teilweisen Nichtausführung, einer verspäteten Ausführung oder einer mangelhaften Ausführungen von Leistungen, mit denen ein Dritter beauftragt wird, kann der Verkäufer in keiner Weise zur Verantwortung gezogen werden. Der Verkäufer ist im Gegenteil berechtigt, alle Mehrkosten, die ihm entstanden sind, dem Käufer in Rechnung zu stellen.

Falls der Verkäufer die Leitung der Montage vor Ort übernimmt, entbindet dies den Käufer nicht von seiner Pflicht, die Baustelle außerhalb der Arbeitszeiten zu überwachen.

V – Tests und Abnahme

Ist eine Abnahme im Werk des Verkäufers und/oder vor Ort vorgesehen, so werden das Produkt und sein Zubehör in Anwesenheit des Käufers einem Abnahmetest unterzogen.

Der Verkäufer unterrichtet den Käufer innerhalb einer angemessenen Zeitspanne über das Datum, an dem die Abnahme stattfinden soll. Wenn der Käufer nicht an den Abnahmetests teilnehmen kann und um den Gesamtprozess der Bestelldurchführung nicht zu behindern, kann der Verkäufer eine angemessen kompetente Drittgesellschaft beauftragen, an Stelle des Käufers und auf dessen Kosten und zu dessen Risiken an den Abnahmetests teilzunehmen.

Der Käufer darf die Abnahme nicht aufgrund geringfügiger Fehler verweigern, die die Funktionsweise des Produkts nicht beeinträchtigen.

Die Abnahme – mit oder ohne Vorbehalte – wird durch die Unterzeichnung des Abnahmeprotokolls durch Käufer und Verkäufer oder eine ordnungsgemäß einberufene Drittgesellschaft bestätigt. Sollte sich die Abnahme aus Gründen verzögern, die nicht der Verkäufer zu vertreten hat:

- so gilt die Abnahme zwei (2) Wochen nach Bekanntgabe des Datums, an dem die Abnahme stattfinden sollte, durch den Verkäufer als erfolgt.
- behält sich der Verkäufer das Recht vor, die mit der Erstellung eines solchen Berichts an sich verbundenen Kosten und insbesondere die Kosten für Handhabung und Lagerung sowie eventuell entstehende finanziellen Kosten an den Käufer weiterzuleiten.

Der Verkäufer hat ab dem Stichtag der Abnahme maximal drei (3) Monate Zeit, um etwaige Vorbehalte, die bei der Abnahme geäußert wurden, auszuräumen.

Der Verkäufer unterrichtet den Käufer per Einschreiben mit Empfangsbestätigung über die Vollendung der Leistungen zur Ausräumung der Vorbehalte. Verkäufer und Käufer erstellen daraufhin ein Protokoll über die Ausräumung der Vorbehalte.

Der Käufer darf das Produkt nicht nutzen, auch nicht Teile davon, falls die Abnahme nicht erteilt wurde. Sofern der Käufer das Produkt auf eigene Gefahr vor der Abnahme nutzt, so gilt das Produkt als zum Datum seiner Nutzung abgenommen.

VI – Preise und Zahlungsbedingungen

Die Preise verstehen sich ohne Steuern und Abgaben.

Entsprechend den Bestimmungen des Artikels L.441-6 des französischen Handelsgesetzes ist jede Rechnung des Verkäufers an den Käufer innerhalb von 45 (fünfundvierzig) Tagen bis Monatsende, gerechnet ab dem Datum der Rechnungsstellung, zu bezahlen.

Die Zahlungen erfolgen rein netto und ohne Abzug an die Adresse des Verkäufers. Beträge, die nicht bar bezahlt werden, werden durch akzeptierte Zahlungsmittel beglichen.

Ohne vorherige schriftliche Zustimmung des Verkäufers sind Abzüge oder eine Verrechnung von Rechnungsbeträgen nicht zulässig.

Entsprechend den Bestimmungen des Artikels L.441-6 des französischen Handelsgesetzes berechtigt jeder Zahlungsverzug seitens des Käufers zu Verzugsstrafen. Diese können ab dem Tag, der auf die in der Rechnung genannte Zahlungsfrist folgt, gefordert werden, wenn die Zahlung nach diesem Datum erfolgt. Darüber hinaus wird eine Pauschalentschädigung für Einziehungskosten erhoben, die per Rechtsverordnung auf 40 Euro festgesetzt ist.

Der Höhe der Verzugsstrafe richtet sich nach dem letzten Refinanzierungszinssatz der Europäischen Zentralbank zuzüglich 10 Prozentpunkten und die Verzugsstrafe hat keinen Einfluss auf die Verpflichtung zur Zahlung der geschuldeten Beträge. Die Verzugsstrafe ist ohne weitere Mitteilung fällig.

Der Käufer ist beim Zahlungseingang der geschuldeten Beträge von seiner Zahlungspflicht befreit. Die Zahlung gilt als erfolgt an dem Tag, an dem der Käufer dem Begünstigten oder seinem Vertreter das Geld zur Verfügung stellt.

Falls der Käufer sein Geschäft oder seine Betriebseinrichtungen verkauft, aufgibt, verpfändet oder in eine Gesellschaft einbringt oder wenn eine Zahlung nicht fristgerecht erfolgt oder ein Wechsel nicht fristgerecht akzeptiert wird, sind geschuldete Beträge sofort und unabhängig von zuvor vereinbarten Bedingungen zur Zahlung fällig.

VII - Höhere Gewalt

Verzögerungen oder Nichtdurchführungen, die durch jegliche Ursachen entstehen, die nicht im angemessenen Verantwortungsbereich einer der beiden Parteien liegen, einschließlich unter anderem durch Aufstände oder zivile Unruhen, Sabotage, Terrorismus, Kriege, Erdbeben, Streiks, Aussperrungen, Unfälle, Brände, Überschwemmungen, Explosionen, Epidemien, Pandemien oder das Fehlen von normalen Kommunikations- oder Transportmitteln ("Ereignisse höherer Gewalt"), verlängern die Durchführungsfrist im entsprechenden Maße aber keinesfalls für einen Zeitraum von mehr als dreißig (30) Tagen nach dem Beginn eines Ereignisses der höheren Gewalt ("Dauer der höheren Gewalt"). Keine der Parteien ist für Verluste, Schäden, Inhaftierungen oder Verzögerungen verantwortlich, die aus einer der oben genannten Ursachen resultieren oder aus jedem anderen Grund oder Ereignis, das nicht im angemessenen Kontrollrahmen der besagten Partei liegt. Der Verkäufer hat das Recht, den vorliegenden Vertrag im Falle eines Ereignisses der höheren Gewalt zu kündigen, wenn dieses über die Dauer der höheren Gewalt hinaus andauert. Das Auftreten eines Ereignisses der höheren Gewalt hebt die vorliegende Ausführung einer Zahlungsverpflichtung einer Partei an die andere nicht auf.

VIII – Schutzklausel

Falls nach Auftragserteilung ein wirtschaftliches oder geschäftliches Ereignis eintritt, das zur Folge hat, dass die Umsetzung für eine der Parteien zu großen Nachteilen führen würde, prüfen die Parteien gemeinsam die Situation und versuchen, das ursprüngliche Gleichgewicht wiederherzustellen. Können die Parteien sich einigen, werden die neuen Bedingungen der Auftragsausführung in einem Nachtrag festgelegt. Können die Parteien sich nach der ersten Besprechung nicht innerhalb eines (1) Monats einigen, vereinbaren die Parteien die Stornierung des Auftrags.

IX – Eigentumsvorbehaltsklausel und Gefahrenübergang

Bis zur vollständigen Bezahlung des vertraglich vereinbarten Preises und aller sonstigen Beträge bleiben das verkaufte Produkt oder die verkauften Ersatzteile Eigentum des Verkäufers. Erfolgt eine beliebige Zahlung nicht fristgerecht, können das Produkt oder die Ersatzteile zurückgefordert werden.

Falls der Käufer einen Teil des Preises bezahlt hat, behält der Verkäufer diesen Anteil, ungeachtet der Rückgabe des Produkts oder der Ersatzteile gemäß Eigentumsvorbehaltsklausel, als Pauschalersatz für den Schaden, der ihm durch die Nichterfüllung des Auftrags seitens des Käufers entstanden ist.

Der Gefahrenübergang erfolgt zum Zeitpunkt der Lieferung EX WORKS, wie in Artikel III.2 beschrieben. Demnach übernimmt der Käufer ab der Lieferung die Risiken für den Verlust oder die Beschädigung des Produkts oder der Ersatzteile sowie die Haftung für eventuell durch das Produkt oder die Ersatzteile verursachte Schäden.

X – Garantie

X.1 Gewerbliche Garantie

X.1.1 Laufzeit der Garantie des Verkäufers

Sofern zwischen Käufer und Verkäufer nichts Gegenteiliges ausdrücklich vereinbart wurde, gewährt der Verkäufer für das Produkt eine Garantie für folgenden Zeitraum:

- bei Notstromaggregaten (Ersatz für die Stromversorgung über das normale Stromnetz, wenn auf dieses vorübergehend wegen Unterbrechung oder Ausfall kein Zugriff besteht. Der Notstrombetrieb beschränkt sich auf die Zeit, die benötigt wird, um die normale Stromversorgung wieder herzustellen)
 - o 30 Monate ab Verlassen des Werks bzw. 42 Monate ab Verlassen des Werks für ein Produkt der Serie KD
 - Oder
 - o 24 Monate ab dem Datum der Inbetriebnahme des Produkts bzw. 36 Monate ab dem Datum der Inbetriebnahme für ein Produkt der Serie KD
 - Oder
 - o 1000 Betriebsstunden

Die Garantie endet, sobald eine der drei Bedingungen eintritt.

- bei Stromerzeugern im Dauerbetrieb (ständige Lieferung von elektrischer Energie, weil kein reguläres Stromnetz vorhanden ist oder weil dieses unterstützt werden muss)
 - o 18 Monate ab Verlassen des Werks bzw. 30 Monate ab Verlassen des Werks für ein Produkt der Serie KD
 - Oder
 - o 12 Monate ab dem Datum der Inbetriebnahme des Produkts bzw. 24 Monate ab dem Datum der Inbetriebnahme für ein Produkt der Serie KD
 - Oder
 - o 2 500 Betriebsstunden bzw. 8 700 Betriebsstunden für ein Produkt der Serie KD

Die Garantie endet, sobald eine der drei Bedingungen eintritt.

Für Ersatzteile oder ausgetauschte Teile wird eine Garantie für den laut diesem Artikel verbleibenden Garantzeitraum gewährt. Die Garantiedauer für die übrigen Teile oder Komponenten des Produkts bleibt davon unberührt.

Für Ersatzteile gilt eine Garantie von sechs Monaten ab ihrer Lieferung.

X.1.2 Modalitäten für Inanspruchnahme der Garantie und Garantieleistungen

Der Verkäufer verpflichtet sich in den nachfolgend festgelegten Grenzen zur Beseitigung aller funktionellen Mängel des Produkts oder der Ersatzteile, die ihre Ursache in einer fehlerhaften Konzeption, Materialwahl oder Ausführung (einschließlich der Montage, wenn ihm diese Leistung übertragen wurde) haben.

Die Garantie erstreckt sich nicht auf Teile, die der Käufer geliefert hat, oder auf eine Konzeption, die vom Käufer zwingend gefordert wurde.

Nicht unter die Garantie fallen außerdem die Folgen unvorhersehbarer Ereignisse oder höherer Gewalt sowie Reparaturen, deren Ursachen insbesondere normaler Verschleiß des Produkts oder der Ersatzteile, Beschädigungen oder Störungen sind bzw. welche durch Nachlässigkeit, mangelhafte Überwachung oder Wartung und durch nicht bestimmungsgemäße Verwendung des Produkts oder der Ersatzteile verursacht wurden.

Leistungen im Rahmen der Garantie kann erst zugestimmt werden, nachdem die defekten Teile an die Werkstätten des Verkäufers oder eines seiner Vertragshändler zurückgegeben und untersucht wurden.

Wird der Verkäufer über einen Mangel unterrichtet, der unter die Garantie fällt, ist er verpflichtet, diesen auf seine Kosten und sorgfältig zu beseitigen. Er behält sich jedoch das Recht vor, gegebenenfalls Änderungen am Produkt oder den Ersatzteilen vorzunehmen, um seinen Pflichten nachzukommen.

Der Verkäufer gewährt keine Garantie und übernimmt nicht die Kosten für immaterielle Schäden jeglicher Art, dazu zählen insbesondere die Kosten für die Bereitstellung eines Ersatzprodukts oder eines neuen Ersatzteiles während der Garantiezeit. Die Garantieübernahme beschränkt sich auf die Leistungen, die in diesem Artikel angegeben sind.

Unter Garantie ersetzte Teile gehen in das Eigentum des Verkäufers über.

Um die Garantieansprüche geltend zu machen, muss der Käufer:

- die Rechnung(en) für das Produkt oder die Ersatzteile vollständig bezahlt haben.
- dem Verkäufer einen Inbetriebnahmebericht des Produktes zusenden, sobald dieser erstellt wurde.
- sicherstellen, dass der Kraftstoff, die Schmierstoffe und die Kühlflüssigkeit und/oder dass für die Aufbereitung verwendete Wasser die erforderliche Qualität haben, sauber sind und den Vorgaben des Herstellers entsprechen.
- ein Wartungsbuch führen, in dem die Durchführung und die Ergebnisse von Tests, Sichtprüfungen, gängigen Instandhaltungsarbeiten, Wartungsarbeiten sowie alle Beobachtungen und Feststellungen eventueller Unregelmäßigkeiten im Betrieb aufgezeichnet sind.
- den Verkäufer unverzüglich und schriftlich über den Mangel informieren, den er am Produkt oder den Ersatzteilen feststellt, und geeignete Nachweise liefern, dass sie tatsächlich vorhanden sind. Er muss den Verkäufer bei der Feststellung und Reparatur der Mängel bestmöglich unterstützen. Vor allem darf er nicht selbst Reparaturen durchführen oder durch Dritte durchführen lassen, es sei denn, der Verkäufer hat dem ausdrücklich zugestimmt.

X.2 Besondere und obligatorische Bestimmungen bei Verkäufen an Verbraucher

Unabhängig von der vertraglichen Garantie gemäß Artikel IX.1. haftet der Verkäufer nach den Bedingungen der Artikel 1641 bis 1649 des französischen Zivilgesetzbuchs für Vertragswidrigkeiten und schwerwiegende Mängel. Der Verkäufer ist verpflichtet, ein vertragsgemäßes Produkt zu liefern und bei der Lieferung festgestellte Abweichungen zu beseitigen. Er haftet außerdem für die vertragskonforme Verpackung, Montageanleitung oder Installation, wenn er für diese laut Vertrag zuständig ist oder wenn sie unter seiner Verantwortung erfolgt sind (Artikel L. 211-4 des französischen Verbraucherschutzgesetzes).

Damit das Produkt vertragskonform ist, muss es:

1. geeignet sein für den Zweck, für den ein solches Produkt in der Regel verwendet wird und gegebenenfalls:
 - der vom Verkäufer gegebenen Beschreibung entsprechen und die Eigenschaften aufweisen, die dieser dem Käufer in Form von Mustern oder Modellen vorgestellt hat;
 - die Qualitäten aufweisen, die ein Käufer berechtigterweise angesichts der öffentlichen Erklärungen des Verkäufers, des Herstellers oder eines seiner Vertreter erwarten kann; dies gilt insbesondere für Aussagen in der Werbung oder auf Etiketten;
2. oder die Eigenschaften aufweisen, welche die Parteien vereinbart haben, oder für den speziellen Einsatzzweck des Käufers geeignet sein, den dieser dem Verkäufer mitgeteilt hat und den letzterer zur Kenntnis genommen hat. (Artikel L.211-5 des französischen Verbraucherschutzgesetzes)

Mängel im Bereich der Konformität verjähren nach zwei Jahren, gerechnet ab dem Tag der Lieferung der Ware (Artikel L.211-12 des französischen Verbraucherschutzgesetzes). Der Verkäufer haftet für verdeckte Mängel des verkauften Produkts, die es für den Bestimmungszweck untauglich machen oder welche die Nutzung soweit beeinträchtigen, dass der Käufer es nicht gekauft hätte oder nicht soviel dafür bezahlt hätte, wenn ihm dies bekannt gewesen wäre (Artikel 1641 des französischen Zivilgesetzbuchs). Schwere Mängel müssen vom Käufer innerhalb von zwei Jahren nach Feststellung des Mangels geltend gemacht werden (Artikel 1648 des französischen Zivilgesetzbuchs, Absatz 1).

XI – Haftungsbeschränkung

Der Verkäufer kann nicht für eine Fehlfunktion oder ein schlechtes Startverhalten des Produkts oder der Ersatzteile aufgrund einer Unzulänglichkeit des Käufers und/oder eines Dritten haftbar gemacht

werden. Der Verkäufer haftet ausschließlich für erwiesene Fehler oder Versäumnisse seines eigenen Personals und lehnt insbesondere jegliche Haftung in Zusammenhang mit Problemen ab, die sich aus der Installation, dem Einsatz, dem Betrieb, der Wartung oder der Instandhaltung des Produkts oder der Ersatzteile durch einen Dritten ergeben können.

Der Käufer verzichtet darauf, Schadenersatz für immaterielle und/oder indirekte Schäden, wie insbesondere Betriebsverluste, zu fordern.

Die Haftung des Verkäufers ist auf einen pauschalen Höchstbetrag in Höhe des Nettoauftragswerts, maximal jedoch 2 (zwei) Millionen Euro pro Ereignis und pro Jahr beschränkt.

Der Käufer verzichtet dementsprechend auf alle Regressansprüche, die über die oben genannten Ausnahmen und Beschränkungen hinausgehen, und verpflichtet sich ebenso zum Verzicht auf Ansprüche seines Versicherers und/oder eines Dritten gegenüber dem Verkäufer und/oder dessen Versicherers.

Diese Beschränkungen gelten nicht im Falle von grober Fahrlässigkeit und/oder von Personenschäden.

Bei sämtlichen Vertragsstrafen und/oder Entschädigungen, die ausdrücklich zwischen Verkäufer und Käufer vereinbart werden, handelt es sich um pauschale Schadenersatzzahlungen mit schuldbefreiender Wirkung sowie unter Ausschluss sonstiger Strafmaßnahmen oder Entschädigungen.

Im Falle eines Schadenereignisses verpflichten sich Käufer und Verkäufer, die Folgen dieses Ereignisses so gering wie möglich zu halten.

Wenn der Käufer bestimmte Leistungen erwartet, seien es betriebliche oder wirtschaftliche Ergebnisse, müssen diese Leistungen bei der Beauftragung ausdrücklich benannt und vom Verkäufer akzeptiert worden sein.

In jedem Fall ist der Verkäufer im Falle höherer Gewalt oder zufälliger Ereignisse, wie z. B. bei Streiks, Aussperrungen, Nichtverfügbarkeit von Teilen, Terroranschlägen, kriegerischen Auseinandersetzungen, Epidemien, behördlichen Anordnungen, Bränden, Überschwemmungen, Arbeitsunfällen, Transportunterbrechungen oder -verzögerungen usw. von jeglicher Haftung befreit. Sollte die Auftragsausführung dauerhaft unmöglich sein, wird der Vertrag von Rechts wegen aufgelöst.

XII – Geistiges und gewerbliches Eigentum

Der Käufer erkennt an, dass die Rechte auf geistiges Eigentum jedweder Art sowie das für die Planung und Herstellung des Produkts eingesetzte bzw. darin integrierte Know-how alleiniges Eigentum des Verkäufers bleibt und dass die Eigentumsübertragung des Produkts keinesfalls als Übertragung von Rechten auf geistiges und gewerbliches Eigentum angesehen werden kann. Diese Klausel ist kein Hinderungsgrund für den Käufer, das Produkt in dem von den Parteien ausdrücklich vereinbarten Rahmen für seine Zwecke zu nutzen.

Der Verkäufer behält dementsprechend die Rechte auf geistiges und gewerbliches Eigentum, die Technologie und das Know-how (egal ob patentiert oder unpatentiert), Entwürfe, Pläne, Modelle und alle Dokumente oder Informationen, die von ihm an den Käufer ausgegeben oder übermittelt wurden bzw. von denen der Käufer im Rahmen der Auftragsausführung Kenntnis erlangt hat. Diese Dokumente und Informationen dürfen nur vom Käufer und ausschließlich für die Zwecke der Auftragsausführung genutzt werden. Sie sind vertraulich und dürfen ohne die vorherige ausdrückliche Genehmigung des Verkäufers, dem sie auf erstes Anfordern seinerseits oder bei Beendigung des Vertragsverhältnisses zurückgegeben werden müssen, nicht weitergegeben, veröffentlicht oder allgemein Dritten bekannt gegeben werden. Der Käufer muss alle notwendigen Vorkehrungen zum Schutz der auf diesem Wege übermittelten Informationen durch seine Angestellten und/oder seine Unterauftragnehmer und/oder seine Kunden treffen.

XIII – Antikorruptionsklausel

Der Käufer versichert, dass er sich an alle amerikanischen, europäischen, französischen und lokalen Gesetze zur Bekämpfung der Korruption hält und halten wird. Dem Käufer ist es untersagt, einer beliebigen Person,

insbesondere (aber nicht ausschließlich) Regierungen, Regierungsbeamten, Mitarbeitern staatlicher Betriebe, Parteivertretern oder politischen Kandidaten direkt oder indirekt Geld zukommen zu lassen, unzulässige Angebote zu unterbreiten (oder solche Zahlungen oder Angebote anzunehmen) oder Bestechungsgelder anzubieten, um einen wirtschaftlichen Vorteil zu erhalten oder zu behalten.

Der Verkäufer behält sich das Recht vor, nach eigenem Ermessen jegliche Bestellung zu annullieren oder jeden Vertrag zu kündigen, wenn er der Ansicht ist, dass die Bestimmungen der vorliegenden Klausel vom Käufer nicht ordnungsgemäß eingehalten wurden oder nicht eingehalten werden können.

XIV - Einhaltung der Exportkontrollregeln

Der Käufer ist bereit, sich an alle Ausfuhrgesetze und -regelungen der Vereinigten Staaten, Europas, Frankreichs und anderer betroffener Länder ("Ausfuhrgesetze") zu halten, damit gewährleistet wird, dass das Produkt und/oder die Ersatzteile und/oder Teile von diesen weder direkt noch indirekt unter Verletzung der Ausfuhrgesetze exportiert werden oder dass diese zu laut Ausfuhrgesetzen verbotenen Zwecken verwendet werden.

Die Produkte und Ersatzteile sowie alle mit ihnen verbundenen Dienstleistungen und Technologien (sog. "Lieferprodukte") unterliegen in Bezug auf Ausfuhrkontrolle und Wirtschaftssanktionen den Gesetzen und Regelungen der Vereinigten Staaten und/oder Europas.

Zu, in, über oder für Länder, Personen oder Endbenutzungen, die mit Sanktionen, Embargos oder Verboten belegt sind, darf der Käufer Lieferprodukte weder direkt noch indirekt exportieren, wiederausführen transportieren, wiederrückleiten oder deren Verwendung erlauben, außer es liegt eine besondere Regierungsgenehmigung vor.

Wenn der Käufer das vom Verkäufer gelieferte Produkt oder die Ersatzteile an einen Dritten veräußert, muss der Käufer insbesondere die Ausfuhrgesetze einhalten.

Vor der Veräußerung und/oder dem (Re-)Export eines Produkts oder eines Ersatzteiles an Dritte muss der Käufer insbesondere prüfen und garantieren:

- Dass damit nicht gegen die Vorgaben in Zusammenhang mit Handelssperren der UNO, der Europäischen Union, der USA und/oder Frankreichs verstoßen wird.
- Dass damit nicht gegen die Vorgaben der UNO, der Europäischen Union, der USA und/oder Frankreichs zu internationalen Sanktionen für bestimmte Länder, Gruppierungen, Personen oder Organisationen verstoßen wird.
- Dass ein solches Produkt oder Ersatzteil nicht dazu bestimmt ist, weder direkt noch indirekt in Verbindung mit einer Aktivität oder einer Endverwendung benutzt wird, die der Verbreitung von Atomwaffen, dem nuklearen Antrieb von Seefahrzeugen, Raketen, Raketensystemen, ferngesteuerten Luftfahrzeugen oder chemischen bzw. biologischen Waffen oder anderen dienen.

Der Verkäufer behält sich das Recht vor, nach eigenem Ermessen jegliche Bestellung zu annullieren oder jeden Vertrag zu kündigen, wenn er der Ansicht ist, dass die Bestimmungen der vorliegenden Klausel vom Käufer nicht ordnungsgemäß eingehalten wurden oder nicht eingehalten werden können.

XV – Personenbezogene Daten

Wenn die Parteien im Rahmen der Durchführung der Bestellung Zugang zu personenbezogenen Daten haben, sind die Parteien jeweils verpflichtet, die geltende Rechtsprechung bezüglich personenbezogener Daten und insbesondere die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr einzuhalten.

Der Verkäufer verpflichtet sich besonders zum Schutz und der Einhaltung der Privatsphäre. Der Käufer kann die Maßnahmen zum Schutz der personenbezogenen Daten des Verkäufers einsehen, indem er auf folgenden Link klickt: https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

Der Verkäufer sammelt die personenbezogenen Daten des Käufers zum Zwecke der Bearbeitung von dessen Bestellung (Transport und Abholung von Produkten, Garantieabwicklungen, Kundendienst) sowie der Pflege von Geschäftsbeziehungen. Seine personenbezogenen Daten können somit nur zum Zwecke der Durchführung der Bestellung und in Konformität zu den vorliegenden Allgemeinen Verkaufsbedingungen an Partner des Verkäufers weitergegeben werden.

Die vom Verkäufer getroffenen Maßnahmen zum Schutz der personenbezogenen Daten des Käufers in Bezug auf das Sammeln, die Verwendung, die Dauer der Aufbewahrung dieser personenbezogenen Daten aber auch die angewendeten Sicherheitsvorkehrungen werden dem Käufer mitgeteilt. Der Käufer hat das Recht auf Zugang zu, Löschung, Widerspruch gegen und Rechtfertigung seiner personenbezogenen Daten. Der Käufer kann seine Rechte wahrnehmen, indem er auf folgenden Link klickt https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

XVI – Geltendes Recht und Gerichtsstand

Es gilt ausnahmslos das französische Recht.

Bei Streitfragen jeglicher Art bemühen sich Käufer und Verkäufer um eine gütliche Einigung. Sofern innerhalb von 30 (dreißig) Tagen ab dem Datum der ersten Benachrichtigung keine gütliche Einigung zustande kommt, sind etwaige Klagen beim Handelsgericht (Tribunal de Commerce) in Paris (Frankreich) einzureichen, das ausschließlich zuständig ist, auch bei Zwischenklagen, im Falle von mehreren Beklagten oder bei Garantieklagen.

Wenn der Käufer Verbraucher (der Käufer kauft das Produkt oder die Ersatzteile nicht aus professionellen, industriellen, handwerklichen oder kommerziellen Gründen) und Staatsangehöriger der EU ist, kann er bei Streitigkeiten mit dem Verkäufer ein Mediationsverfahren in Anspruch nehmen gemäß Artikel L. 612 und folgende des französischen Verbraucherschutzgesetzbuches. Es steht den Parteien jedoch offen, die Beanspruchung des Mediationsverfahrens zu akzeptieren oder abzulehnen.

Es wird vorgeschlagen, folgende Mediationsstelle anzurufen:

Das Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP), Verein nach dem Gesetz von 1901 mit folgendem Geschäftssitz: 39 avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris, France.

Das CMAP kann vom Käufer folgendermaßen um ein Mediationsverfahren gebeten werden:

- mittels eines auf der Homepage des CMAP über den folgenden Link abrufbaren Formulars: "www.mediateur-conso.cmap.fr" oder
- per Email an consommation@cmap.fr oder
- mithilfe eines Briefes an folgende Adresse: CMAP – Service Médiation de la consommation, 39 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris).

Der Schlichter untersucht die Zulässigkeit des Vorgangs in Hinsicht auf die Bedingungen des Artikels L.612-2 des Verbraucherschutzgesetzbuches innerhalb von fünf Werktagen ab Erhalt der von der CMAP übermittelten Unterlagen und kann die Aufnahme als unzulässig gemäß den Bedingungen des Artikels L.612-2 des Verbraucherschutzgesetzbuches erklären, der folgendermaßen lautet:

"Ein Streitverfahren kann vom Schlichter nicht untersucht werden, wenn:

- 1- der Verbraucher nicht nachweisen kann, dass er zuvor versucht hat, die Streitigkeit direkt mit dem Geschäftspartner mittels einer gemäß den in einem eventuellen Vertrag vorgesehenen Modalitäten schriftlichen Reklamation zu klären;*
- 1- der Antrag offensichtlich unbegründet und missbräuchlich ist;*
- 2- der Streitfall bereits zuvor untersucht wurde oder gerade durch einen anderen Schlichter oder ein Gericht bearbeitet wird;*
- 3- der Verbraucher seinen Antrag innerhalb einer Zeitspanne von mehr als einem Jahr ab dem Zeitpunkt seiner beim Geschäftspartner schriftlich getätigten Reklamation bei dem Schlichter abgibt;*
- 4- der Streitfall nicht in dessen Kompetenzgebiet liegt.*

Der Verbraucher wird vom Schlichter innerhalb von drei Wochen ab Erhalt seiner Unterlagen über die Ablehnung seines Schlichtungsantrags informiert."

Die vom Schlichter vorgeschlagene Lösung ist für die Vertragsparteien nicht bindend.



Algemene verkoopvoorwaarden

Preamble

De Verkoper wordt hieronder omschreven als SDMO Industries SAS, met maatschappelijke zetel te 270, rue de Kerervern, 29490 Guipavas, Frankrijk – KvK Brest 548 202 985 - Intracommunautaire BTW-nummer: FR60548202985 – Tel.: 02.98.41.00.00. Overeenkomstig de toepasselijke wet omschrijven deze algemene voorwaarden van de Verkoper de voorwaarden waaronder de Verkoper zijn Producten verkoopt en prestaties, accessoires en reserveonderdelen aanbiedt. Elke bestelling bij de Verkoper impliceert de aanvaarding door de Koper van deze algemene verkoopvoorwaarden en het afzien door hem van zijn eigen algemene aankoopvoorwaarden. Deze algemene verkoopvoorwaarden kunnen worden aangepast in het kader van bijzondere verkoopvoorwaarden wanneer de bijzondere omstandigheden van de transactie dat rechtvaardigen. In geval van afwijking van of tegenstrijdigheid tussen de bijzondere verkoopvoorwaarden en de algemene verkoopvoorwaarden, hebben de bijzondere voorwaarden voorrang.

I – Prijsopgave en Bestelling

De prijzen en de inlichtingen in de catalogi, prospectussen en tarieven worden bij wijze van indicatie verstrekt. De Verkoper behoudt zich het recht voor om wijzigingen inzake de inrichting, vorm, afmetingen of materie aan te brengen aan zijn Producten of bestanddelen van Producten, en aan zijn Reserveonderdelen, waaronder de gravures, de foto's en de beschrijvingen.

De Verkoper kan op verzoek van de Koper een prijsopgave doen. Deze prijsopgave is een bindend engagement gedurende de in de prijsopgave vastgestelde optietermijn. De omvang van de levering van het Product en van de bijkomende prestaties, en de Reserveonderdelen, omvat precies en uitsluitend het Product, de Reserveonderdelen en de in de prijsopgave gespecificeerde prestaties.

De bevestiging van ontvangst van de Bestelling van de Koper is een bindende en definitieve verbintenis betreffende alle in de prijsopgave bedongen elementen.

De verkoopovereenkomst is pas geldig onder voorbehoud van uitdrukkelijke aanvaarding door de Verkoper van de Bestelling van de Koper, en dat binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst ervan. Na deze termijn van één maand geldt deze Bestelling als zonder voorbehoud aanvaard als de Verkoper niet schriftelijk de Koper in kennis heeft gesteld van de weigering van de bestelling of van de voorbehouden. De Verkoper zal geen rekening houden met tegenstrijdige en/of aanvullende bedingen die hij niet uitdrukkelijk heeft aanvaard bij de aanvaarding van de Bestelling.

Indien tussen de partijen een specifiek onderzoek werd overeengekomen, worden de omschrijving van het Product en de bijkomende prestaties gerealiseerd op basis van door de Koper aan de Verkoper meegedeelde informatie, met name inzake het nodige vermogen en/of de nodige stroomsterkte of de keuze van de installatieplaats van het Product. Dienaangaande verbindt de Koper er zich toe om zo goed mogelijk mee te werken aan de definitie van het project, door alle nodige inlichtingen te verstrekken, met name inzake de geografische ligging, de milieutechnische beperkingen en beperkingen inzake nabuurschap en de algemeen en/of specifiek op de site toepasselijke regelgeving; Het geleverde Product is, behoudens uitdrukkelijk tussen de Partijen overeengekomen bijzondere bepalingen, bestemd voor een normale werkwijze en "standaard" diensten en gebruik.

Voor Producten of prestaties of Reserveonderdelen die niet inbegrepen zijn in de prijsopgave van de Verkoper, worden de nieuwe prijzen en termijnen, alsook alle essentiële elementen tussen de Koper en de Verkoper onderhandeld en aanvaard vóór enige uitvoering van de overeenkomst.

Het minimumbedrag van een bestelling van Reserveonderdelen is vastgesteld op 200,00 (tweehonderd) euro exclusief BTW (uitgezonderd reserveonderdelen voor draagbare stroomaggregaten). Voor elke Bestelling lager dan dit bedrag, en behoudens andersluidende overeenkomst tussen de Partijen, zal een forfaitaire factuur van 50,00 (vijftig) euro exclusief BTW aan de Koper worden gefactureerd ter dekking van de kosten voor de verwerking van de Bestelling.

De Koper dient de mate van urgentie op zijn Bestelling voor Reserveonderdelen te specificeren:

- Dringend: levering "Ex Works Overeengekomen plaats" of beschikbaarheid af fabriek binnen tweeënzeventig werkuren
- Prioritair: levering "Ex Works Overeengekomen plaats" of beschikbaarheid af fabriek binnen tien werkdagen
- Voorraad: levering "Ex Works Overeengekomen plaats" of beschikbaarheid af fabriek binnen vijf weken in kalenderdagen.

Evenals de wijze van levering volgens Incoterm© 2020.

Zodra de bestelling van Reserveonderdelen door de Verkoper geregistreerd is en het ontvangstbewijs door de Verkoper aan de Koper verzonden is, is geen wijziging van de mate van urgentie meer mogelijk, tenzij de Verkoper daar uitdrukkelijk mee instemt. In geval van wijziging van de Bestelling door de Koper, kan de Verkoper aan de Koper de kosten factureren die overeenstemmen met de bijkomende logistieke en administratieve prestaties.

II – Annulering of Opschorting van de Bestelling

Indien de Koper de Bestelling annuleert zonder dat de Verkoper een fout heeft begaan, zijn de door de Koper gedane betalingen definitief verworven voor de Verkoper met het oog op de dekking van de in verband met de annulering gemaakte kosten en uitgaven. Indien geen voorschot werd betaald door de Koper aan de Verkoper, zal de schadevergoeding gelijk zijn aan 25 (vijfentwintig) % van het bedrag van de Bestelling.

Als de Koper de Bestelling opschort om redenen die de Verkoper niet ten laste kunnen worden gelegd, moet hij de Verkoper de kosten vergoeden die de Verkoper billijkerwijze heeft gemaakt op grond van de opschorting.

III – Verpakking – Leveringswijze en Vervoerswijze – Leveringstermijn

III.1 – Verpakking

Tenzij door de Partijen anders bepaald, biedt de Verkoper een bescherming van het type "plastic hoes" voor de Producten of een "niet-standaard houten kist" of "kartonnen" verpakking voor de Reserveonderdelen; De aansprakelijkheid van de Verkoper kan daarbij niet aan de orde zijn, noch op grond van de wijze of duur van de eventuele opslag, noch op grond van een andere omstandigheid na de levering.

Op uitdrukkelijk verzoek van de Koper kan de Verkoper echter een specifiek door de Koper gevraagde verpakking leveren; Deze bijkomende prestatie moet uitdrukkelijk in een Bestelling worden geplaatst.

III.2. Leveringswijze en Vervoerswijze

Tenzij anders overeengekomen, wordt de levering "Ex Works, overeengekomen plaats", volgens Incoterm© 2020 uitgevoerd. De Koper draagt alle kosten en risico's verbonden aan de levering van het Product of de Reserveonderdelen van de overeengekomen plaats of van de fabriek van de Verkoper naar de gewenste bestemming.

Afhankelijk van de gebruikte Incoterm, kunnen de transportkosten en de documentatie die nodig is voor de levering het voorwerp uitmaken van een specifieke offerte van de Verkoper aan de Koper.

Indien de Verkoper het transport en de levering op zich neemt, moet de Koper de verzendingen bij aankomst van het Product of de Reserveonderdelen controleren en indien nodig zijn verhaal uitoefenen tegen de vervoerder. In het bijzonder en wanneer materiaal ontbreekt of het Product of de Reserveonderdelen schade hebben opgelopen op het moment van de levering, en dit naar behoren werd vastgesteld en bevestigd, moet de Koper zijn eventuele voorbehouden op het tijdstip van de levering doen gelden bij

de vervoerder, zodat de rechten van de partijen tegenover de vervoerder gevrijwaard worden.

De Verkoper kan namens de Koper en op uitdrukkelijk verzoek van de Koper een verzekering afsluiten om de Koper te vrijwaren tegen eventuele schade die tijdens de transportfase aan het Product of de Reserveonderdelen zou kunnen worden toegebracht. Als zich een schadegeval voordoet waarvoor de dekking van toepassing is, wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de Koper de in de door de Verkoper gesloten polis vastgestelde vrijstelling draagt.

Indien de levering om één of andere reden waarvoor de Verkoper niet verantwoordelijk is vertraging oploopt, wordt de apparatuur opgeslagen en desgevallend en voor zover de Koper ermee instemt verwerkt op kosten en risico van de Koper; De Verkoper wijst elke verantwoordelijkheid van de hand. De Verkoper zorgt voor gratis opslag voor een termijn van een maand vanaf de datum van beschikbaarheid van het Product of de Reserveonderdelen. Na het verstrijken van deze termijn van een maand en na schriftelijke kennisgeving van de Verkoper kunnen de opslagkosten aan de Koper worden gefactureerd voor een bedrag dat overeenkomt met 1% van de waarde van de Bestelling van de Koper voor elke maand van opslag. Elke begonnen maand is verschuldigd; een minimum opslagtariet van 100 euro (honderd euro) zal in rekening worden gebracht.

Bovendien en in het geval dat de Koper het Product niet binnen 15 (vijftien) dagen na de datum van formele kennisgeving door de Verkoper in ontvangst neemt onder andere leveringsvoorwaarden dan "Ex Works, Overeengekomen plaats" volgens Incoterm© 2020, dan behoudt de Verkoper zich het recht voor om de leveringsvoorwaarden te wijzigen voor een levering "Ex Works, Overeengekomen plaats" volgens Incoterm© 2020.

Tenzij de Koper hier uitdrukkelijk om verzoekt, kan de Verkoper de levering van Reserveonderdelen gedeeltelijk organiseren, afhankelijk van de beschikbaarheid van de bestelde Reserveonderdelen.

III.3 Leveringstermijn

De leveringstermijn is de tussen de Verkoper en de Koper afgesproken termijn. Wanneer niets werd afgesproken, bepaalt de ontvangstbevestiging van de Bestelling van de Verkoper de leveringstermijn.

Als de Verkoper vertraging vaststelt, brengt hij dat zo snel mogelijk ter kennis van de Koper. Vertragingen in de levering of de uitvoering kunnen niet de annulering van de Bestelling rechtvaardigen en geven geen aanleiding tot schadevergoeding/compensatie, in welke hoedanigheid dan ook.

Als contractuele boetes wegens laattijdige levering uitdrukkelijk overeengekomen zijn, zijn deze boetes forfaitair en bevrijdend en sluiten ze andere sancties uit. Deze boetes mogen niet meer bedragen dan 5 % (vijf percent) van het bedrag zonder taksen van de Bestelling. Deze boetes mogen nooit gecompenseerd worden. De Verkoper is van rechtswege bevrijd van al zijn verbintenissen betreffende de leveringstermijnen of de uitvoeringstermijnen als de Koper zijn eigen verbintenissen, waaronder betaling volgens de afgesproken modaliteiten, niet is nagekomen.

III.4 Uitzonderlijke terugzending van Reserveonderdelen

Elke terugzending van Reserveonderdelen moet uitdrukkelijk door de Koper worden aangevraagd en door de Verkoper naar behoren worden aanvaard. De Verkoper zendt de Koper op verzoek een formulier "Retourovereenkomst" toe; dit document moet bij de terug te zenden Reserveonderdelen worden gevoegd.

De Reserveonderdelen moeten door de Koper worden teruggezonden, op kosten van de Koper en binnen 30 (dertig) kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst door de Koper van de "Retourovereenkomst", naar behoren ondertekend door de Verkoper. Na deze termijn kunnen de Reserveonderdelen niet worden geretourneerd en terugbetaald.

Teruggezonden Reserveonderdelen moeten door de Koper in hun oorspronkelijke verpakking zijn ingepakt en/of verpakt, mogen niet gemonteerd zijn en mogen geen schade hebben opgelopen.

De Verkoper verbindt zich ertoe binnen 30 (dertig) kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de Reserveonderdelen door de Verkoper een creditnota op te stellen, verminderd met administratiekosten die overeenstemmen met 30 (dertig) % van het gefactureerde bedrag van de geretourneerde Reserveonderdelen.

Het bedrag van de creditnota's die in een kalenderjaar "n" worden gecumuleerd, mag niet meer bedragen dan 10 (tien) % van het bedrag van de Bestellingen van Reserveonderdelen dat door de Verkoper aan de Koper werd gefactureerd in kalenderjaar "n-1".

Reserveonderdelen, zoals filters, riemen, rubberen pakkingen en slangen, onderdelen met een vervaldatum, verouderde onderdelen, onderdelen die langer dan twee jaar aan de Koper zijn geleverd, onderdelen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een enkele en specifieke Bestelling om aan de behoeften van de Koper te voldoen, mogen niet worden teruggezonden.

De Verkoper behoudt zich het recht voor om elke terugzending van Reserveonderdelen te weigeren; deze weigering zal naar behoren worden gemotiveerd.

III.4.1. Terugzending van Reserveonderdelen als gevolg van een fout van de Verkoper

Binnen dit specifieke kader moeten de Reserveonderdelen door de Koper worden teruggezonden binnen 45 (vijfenvertig) kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst door de Koper van de "Retourovereenkomst", naar behoren ondertekend door de Verkoper. Na deze termijn kunnen de Reserveonderdelen niet worden geretourneerd en terugbetaald. Voor de naar behoren geretourneerde Reserveonderdelen ontvangt de Verkoper een creditnota voor het gefactureerde bedrag van de geretourneerde Reserveonderdelen, waarbij de door de Koper gedragen en naar behoren gemotiveerde transportkosten worden opgeteld.

IV – Prestaties op de site

De Partijen kunnen overeenkomen dat de Verkoper geheel of gedeeltelijk montage, tests, industriële inwerkingstelling van het Product, of eventueel de bouw van de civieltechnische werken uitvoert, met uitzondering van asbestverwijdering, die altijd de exclusieve verantwoordelijkheid van de eigenaar van de bestaande lokalen blijft overeenkomstig de geldende regelgeving.

De uitvoering van dergelijke prestaties impliceert in geen geval dat de Verkoper de intrinsieke kwaliteiten van bestanddelen en/of prestaties, andere dan de levering van het Product goedkeurt, en/of meer algemeen de omgeving goedkeurt waarin het Product geïntegreerd zal worden.

Met name kunnen tests of inwerkingstellingen door de Verkoper nooit gelden als de kennis van en de aanvaarding door de Verkoper van de installatieomstandigheden van het Product door de Koper of een derde onderneming.

De omstandigheid dat de levering van het Product en/of bijkomende prestaties aan de Verkoper werden toevertrouwd, stelt de Koper niet vrij van de verplichtingen die voortvloeien uit de van kracht zijnde wet- en regelgeving.

De Verkoper kan nooit aansprakelijk worden gesteld voor de eventuele materiële en/of financiële gevolgen van een volledige of gedeeltelijke niet-uitvoering, laattijdige uitvoering of verkeerde uitvoering van aan derden toevertrouwde prestaties. Integendeel, de Verkoper mag alle veroorzaakte extra kosten factureren aan de Koper.

Het feit dat de Verkoper verantwoordelijk is voor het uitvoeren van montagewerkzaamheden ter plaatse, ontslaat de Koper niet van zijn plicht om buiten de werkuren toezicht te houden op de bouwwerf.

V – Tests en Oplevering

Wanneer de oplevering in de fabriek van de Verkoper en/of ter plaatse is voorzien, worden het Product en zijn accessoires onderworpen aan opleveringstests in het bijzijn van de Koper.

De Verkoper moet de Koper binnen een redelijke termijn op de hoogte stellen van de datum waarop de opleveringstests zullen worden uitgevoerd. In het geval dat de Koper niet in staat is om de opleveringstests bij te wonen en om het algehele proces van uitvoering van de Order niet te verstoren, kan de Verkoper een naar behoren bevoegd derde onderneming vragen om de opleveringstests bij te wonen, in de plaats van de Koper en voor rekening en risico van deze laatste.

De Koper mag de oplevering niet weigeren wegens kleinere gebreken die geen invloed hebben op de werking van het Product.

De oplevering, met of zonder voorbehouden, wordt uitgesproken door de ondertekening van het Proces-verbaal van Oplevering door de Koper en de Verkoper, of door een naar behoren gemachtigde derde onderneming. Indien de oplevering vertraging oploopt om redenen die niet aan de Verkoper te wijten zijn:

- wordt de oplevering geacht te hebben plaatsgevonden twee (2) weken na de datum waarop de Verkoper de datum van de oplevering heeft meegedeeld.
- de Verkoper behoudt zich het recht voor om de aan dit uitstel verbonden kosten, zoals met name behandelings- en opslagkosten en eventuele financiële kosten, door te rekenen aan de koper.

De Verkoper zal beschikken over een maximumtermijn van drie (3) maanden vanaf de datum van ontvangst om de eventuele bij de oplevering gemaakte voorbehouden te verhelpen.

De Verkoper moet per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging de Koper mededelen dat de prestaties op basis waarvan de voorbehouden kunnen worden opgeheven, verricht zijn. De Verkoper en de Koper zullen daarop overgaan tot de vaststelling van de opheffing van de voorbehouden.

De Koper mag geen enkel deel van het Product gebruiken zolang de oplevering niet werd uitgesproken. Wanneer de Koper het Product op eigen risico en gevaar gebruikt voor de oplevering ervan, geldt het Product als opgeleverd op het moment waarop het in gebruik werd genomen.

VI – Prijs en Betalingsvoorwaarden

Prijzen zijn exclusief heffingen en belastingen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel L.441-6 van het Franse Wetboek van Koophandel moeten de door de Verkoper aan de Koper gestuurde facturen worden betaald binnen een termijn van maximum 45 (vijfenvertig) dagen einde van de maand, vanaf de datum van de factuur.

Betalingen worden gedaan op de woonplaats van de Verkoper, netto en zonder kortingen. Bedragen die niet contant betaald zijn, worden gedekt door aanvaarde wissels.

De Koper mag geen aftrek of verrekening op het verschuldigde bedrag doen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Verkoper.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel L.441-6 van het Franse Wetboek van Koophandel geeft elke vertraging in de betaling door de Koper automatisch aanleiding tot een boete wegens te late betaling die verschuldigd is op de dag volgend op de datum van betaling op de factuur indien de verschuldigde bedragen na die datum worden betaald, alsook tot een forfaitaire vergoeding voor invorderingskosten, waarvan het bedrag bij decreet is vastgesteld op 40 euro.

De rentevoet van de contractuele boete is gelijk aan de rentevoet die door de Europese Centrale Bank wordt gehanteerd voor haar meest recente basisherfinancieringstransactie, te verhogen met 10 procentpunten, zonder dat deze boete invloed heeft op de opeisbaarheid van de schuld. De contractuele boetes zijn opeisbaar zonder dat een betalingsherinnering noodzakelijk is.

De Koper is vrijgesteld van zijn betalingsverplichting op het tijdstip waarop de verschuldigde bedragen effectief worden geïnd. De betaling geldt als verricht op de datum waarop de fondsen door de Koper ter beschikking worden gesteld van de begunstigde of zijn plaatsvervanger.

In het geval van verkoop, overdracht, inpandgeving of inbreng in een vennootschap van de handelszaak of de apparatuur ervan door de Koper, alsook wanneer één van de betalingen of de aanvaarding van één van de wissels niet worden uitgevoerd op de datum, worden de verschuldigde bedragen onmiddellijk opeisbaar, ongeacht de eerder overeengekomen voorwaarden.

VII – Overmacht

Vertragingen of niet-nakoming als gevolg van een oorzaak die buiten de redelijke controle van een van beide partijen valt, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, overmacht, rellen of burgerlijke onlusten, sabotage, terrorisme, oorlog, aardbevingen, stakingen, lock-outs, ongelukken, branden, overstromingen, explosies, epidemieën, pandemieën of het ontbreken van normale communicatie- of transportmiddelen ("overmacht"), zal de prestatieperiode dienovereenkomstig verlengen, maar in geen geval voor een periode van meer dan dertig (30) dagen na het begin van een gebeurtenis van overmacht ("periode van overmacht"). Geen van de partijen is aansprakelijk voor verlies, schade, aanhouding of vertraging als gevolg van een van de bovengenoemde oorzaken of van enige andere omstandigheid of gebeurtenis waarop deze partij redelijkerwijs geen invloed kan uitoefenen. De Verkoper heeft het recht om deze Overeenkomst te beëindigen in het geval van een gebeurtenis van overmacht die langer duurt dan de periode van overmacht. Het zich voordoen van een gebeurtenis van overmacht schort de nakoming van enige betalingsverplichting van een der partijen uit hoofde hiervan niet op.

VIII – Vrijwaringsclausule

Indien een gebeurtenis van economische of commerciële aard zich voordoet na de Bestelling en deze gebeurtenis de uitvoering van de Bestelling voor één van de partijen nadelig maakt, zullen de partijen elkaar ontmoeten om de situatie te onderzoeken en te proberen het oorspronkelijke evenwicht te herstellen. Indien een akkoord tussen de partijen wordt bereikt, zullen de nieuwe uitvoeringsvoorwaarden van de Bestelling in een aanhangsel worden gepreciseerd. Indien geen akkoord wordt bereikt en binnen een termijn van één (1) maand sinds de eerste ontmoeting tussen de partijen, zullen de partijen overeenkomen om de Bestelling te ontbinden.

IX – Eigendomsvoorbehoud en risico-overdracht

De Verkoper blijft eigenaar van het verkochte Product of van de verkochte Reserveonderdelen tot de volledige betaling van de prijs in hoofdsom en toebehoren. Bij gebreke van betaling van een vervallen bedrag kunnen het Product of de Reserveonderdelen teruggevorderd worden.

Indien de Koper de prijs gedeeltelijk heeft betaald, blijft dit deel van de prijs verworven voor de Verkoper, ondanks het feit dat het Product of de Reserveonderdelen worden teruggegeven, op basis van het eigendomsvoorbehoud, als forfaitaire vergoeding van de schade ten gevolge van de niet-uitvoering van de Bestelling door de Koper.

De risico-overdracht vindt plaats op het tijdstip van de levering EX WORKS, zoals voorzien in voormeld artikel III.2. De Koper draagt echter toch vanaf de levering de risico's voor verlies of verslechtering van het Product of de Reserveonderdelen en de aansprakelijkheid voor de schade die het Product of de Reserveonderdelen zouden kunnen veroorzaken.

X – Garantie

X.1 Garantie tussen handelaars

X.1.1 Looptijd van de garantie van de Verkoper

Behoudens wanneer uitdrukkelijk iets anders is overeengekomen tussen de Koper en de Verkoper, biedt de Verkoper een garantie op het Product gedurende een periode van:

- voor Producten in "nooddienst" (als vervanging van toevoer via het normale elektriciteitsnet bij onopzettelijke onderbreking van de toegang tot het netwerk of de dienst. De "nooddienst" is beperkt tot de tijd die nodig is om de toegang tot dit netwerk of de dienst te herstellen).
 - o 30 maanden vanaf de datum waarop het Product de fabriek verlaat of 42 maanden voor een Product uit de KD-reeks vanaf de datum waarop het Product de fabriek verlaat
- Of
- o 24 maanden vanaf de datum van inwerkingstelling van het Product of 36 maanden voor een Product van de KD-reeks vanaf de datum van inwerkingstelling van het Product
- Of
- o 1000 diensturen

De garantie houdt op wanneer de eerste van de drie datums is bereikt.

- voor Producten in "permanente" dienst (permanente levering van elektrische energie, hetzij wanneer geen normaal elektriciteitsnet bestaat, hetzij in aanvulling op het elektriciteitsnet),
 - o 18 maanden vanaf de datum waarop het Product de fabriek verlaat of 30 maanden voor een Product van de KD-reeks vanaf de datum waarop het Product de fabriek verlaat
- Of
- o 12 maanden vanaf de datum van inwerkingstelling van het Product of 24 maanden voor een Product van de KD-reeks vanaf de datum van inwerkingstelling van het Product
- Of
- o 2500 diensturen of 8700 diensturen voor een Product van de KD-reeks

De garantie houdt op wanneer de eerste van de drie datums is bereikt.

Voor de vervangingsstukken of de vervangen stukken geldt de garantie voor de resterende looptijd van de in dit artikel vermelde garantie, zonder dat dit de duur van de garantie van de andere stukken of bestanddelen kan wijzigen.

Reserveonderdelen staan onder garantie gedurende zes maanden vanaf de leveringsdatum ervan.

X.1.2 Toepassingsvoorwaarden en dekking van de garantie

De Verkoper verbindt er zich toe om de gebrekkige werking van een verkocht Product of Reserveonderdelen op grond van een fout in ontwerp, materiaal of uitvoering (met inbegrip van de montage als deze prestatie hem werd toevertrouwd) te verhelpen binnen de perken van de onderstaande bepalingen.

De verplichting van de Verkoper geldt niet in het geval van een gebrek dat resulteert uit door de Koper geleverde materialen, of uit een door hem opgelegd ontwerp.

Garanties zijn eveneens uitgesloten voor incidenten die te maken hebben met toeval of overmacht, alsook voor vervangingen of reparaties ten gevolge van de normale slijtage van het Product of de Reserveonderdelen, beschadigingen of ongevallen veroorzaakt door onachtzaamheid, onvoldoende toezicht of onderhoud en verkeerd gebruik van het Product of de Reserveonderdelen.

De garantie wordt pas verleend na deskundig onderzoek van de gebrekkige stukken en terugzending ervan naar de ateliers van de Verkoper of van zijn erkende agenten.

De Verkoper die geïnformeerd wordt over een gebrek dat onder deze garantie valt moet het gebrek op eigen kosten met de nodige ijver verhelpen; De Verkoper behoudt zich het recht voor om desgevallend het Product of de Reserveonderdelen te veranderen om aan zijn verbintenissen te voldoen.

De Verkoper garandeert of aanvaardt in geen geval enige immateriële schade, met inbegrip van, in het bijzonder, de kosten verbonden aan de installatie van een vervangend Product of Reserveonderdeel tijdens de garantieperiode; de omvang van de garantie is beperkt tot wat in dit artikel ten laste wordt genomen.

De stukken die krachtens de garantie werden vervangen, worden opnieuw eigendom van de Verkoper.

Om zich op de garantie te kunnen beroepen, moet de Koper:

- Alle facturen in verband met het Product of de Reserveonderdelen volledig betaald hebben
- Een verslag van de inwerkingstelling van het Product sturen aan de Verkoper zodra de ingebruikneming plaatsvond.
- Zich ervan vergewissen dat de brandstof, de smeermiddelen en de koelvloeistof en/of het voor de preparatie ervan gebruikte water van goede kwaliteit, zuiver en in overeenstemming met de specificaties van de constructeurs zijn.
- Een onderhoudsagenda bijhouden, waarin worden vermeld de datum, de inhoud en de resultaten van de tests, visuele controles, gebruikelijke onderhoudskosten, alsook alle observaties en vaststellingen van eventuele gemaakte afwijkingen gedurende de exploitatie en de leiding.
- De Verkoper onmiddellijk schriftelijk informeren over de gebreken aan het Product of de Reserveonderdelen en alle bewijsstukken daarvan voorleggen. Hij moet aan de Verkoper de mogelijkheid bieden de gebreken vast te stellen en ze te verhelpen. Behoudens uitdrukkelijke toestemming van de Verkoper mag hij zelf geen reparaties verrichten of laten verrichten door een derde.

X.2 Bijzondere en verplichte bepalingen voor verkopen aan consumenten

Los van de garantie voor handelaren waarvan melding wordt gedaan in artikel IX.1, blijft de Verkoper aansprakelijk voor gebreken van overeenstemming van het goed met de overeenkomst en voor de ernstige gebreken overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 1641 tot en met 1649 van het Franse Burgerlijk Wetboek.

De Verkoper is verplicht om een goed te leveren dat in overeenstemming is met de overeenkomst en is aansprakelijk voor de gebreken van overeenstemming die bestaan op het tijdstip van de levering.

Hij is ook op aansprakelijk voor de conformiteitsgebreken die een gevolg zijn van de verpakking, de montage- of installatie-instructies indien deze te zijnen laste is ten gevolge van de overeenkomst of werd uitgevoerd onder zijn verantwoordelijkheid (L. 211-4 van de Franse consumentenwetgeving)

Om conform te zijn met de overeenkomst moet het goed:

1. Geschikt zijn voor het doorgaans verwachte gebruik van een soortgelijk goed, desgevallend:
 - in overeenstemming zijn met de door de Verkoper gegeven beschrijving ervan, en de eigenschappen bezitten die de Verkoper aan de consument als monster of als model heeft getoond;
 - De kwaliteiten vertonen die een Koper legitiem mag verwachten gezien de publieke verklaringen van de Verkoper, door de producent of zijn vertegenwoordiger, meer bepaald in de reclame of de etikettering;
2. Of de kenmerken vertonen die door de partijen in een overeenkomst zijn omschreven, dan wel geschikt zijn voor het bijzondere gebruik dat de Koper ervan wil maken, welk gebruik de Koper aan de Verkoper heeft meegedeeld en laatstgenoemde heeft aanvaard. (L. 211- 5 van de Franse consumentenwetgeving)

De vordering, volgend uit een conformiteitsgebrek, geldt twee jaar, te rekenen vanaf de levering van het goed (L 211-12 van de Franse consumentenwetgeving). De Verkoper is gebonden door de garantie voor verborgen gebreken in het verkochte object, die het ongeschikt maken voor het gebruik waarvoor het bestemd was, of die dit gebruik zodanig aantasten, dat de Koper het niet zou gekocht hebben of aan een lagere prijs, indien hij dat geweten had (Artikel 1641 van het Burgerlijk Wetboek). De vordering volgend uit de verborgen gebreken moet worden ingesteld door de Koper binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de ontdekking van het gebrek. (Artikel 1648, lid 1, van het Burgerlijk Wetboek).

XI – Beperking van de aansprakelijkheid

De Verkoper kan niet aansprakelijk worden gesteld voor de slechte werking of het slechte opstarten van het Product of de Reserveonderdelen dat te wijten is aan de nalatigheid van de Koper en/of een derde. De Verkoper is uitsluitend aansprakelijk voor de fouten, vergissingen of nalatigheden die werden gepleegd door zijn eigen personeel. Hij wijst de aansprakelijkheid af in verband met incidenten die met name het gevolg zijn van de installatie, inwerkingstelling, exploitatie of handhaving of het onderhoud van het Product of de Reserveonderdelen door een derde.

De Koper verzaakt aan zijn recht om immateriële schade en/of indirecte schade, zoals met name exploitatieverliezen, te doen gelden.

De aansprakelijkheid van de Verkoper is beperkt tot een forfaitair bedrag dat overeenstemt met het bedrag van de Bestelling, zonder taksen. Dit mag echter niet meer bedragen dan 2 (twee) miljoen euro per gebeurtenis per jaar.

De Koper verzaakt dus aan alle verhalen die meer bedragen dan de voornoemde uitsluitingen en beperkingen en maakt zich sterk dat de verzekeraar en/of een derde zullen verzaken aan een verhaal tegen de Verkoper en/of zijn verzekeraar.

Deze beperkingen gelden niet in het geval van zware fout en/of lichamelijk letsel.

Alle strafbedingen en/of schadevergoedingen die uitdrukkelijk overeengekomen zijn tussen de Verkoper en de Koper zijn forfaitaire schadevergoedingen die schuldbevrijdend zijn en alle andere sancties en schadevergoedingen uitsluiten.

De Koper en de Verkoper verbinden zich ertoe om bij een schadegeval de gevolgen ervan zo veel mogelijk te beperken.

Wanneer van de Koper diensten worden verwacht betreffende de verkrijging van industriële of economische resultaten, moeten deze diensten uitdrukkelijk worden vermeld in de Bestelling en aanvaard zijn door de Verkoper.

De Verkoper is in elk geval vrijgesteld van aansprakelijkheid in geval van overmacht of toeval, zoals met name een staking, lock-out, voorraadgebrek van de stukken, terroristische daden, oorlog, epidemieën, opeisingen, brand, overstromingen, machine-ongeval, onderbreking of vertraging van het vervoer, etc. Bij definitieve onmogelijkheid wordt de overeenkomst van rechtswege ontbonden.

XII – Intellectuele en industriële eigendom

De Koper erkent dat de intellectuele eigendomsrechten, ongeacht de aard ervan, en de knowhow die werd gebruikt voor het ontwerp en de vervaardiging van het Product, dan wel erin geïncorporeerd, de exclusieve eigendom van de Verkoper blijven, alsook dat de overdracht van de eigendom van het Product nooit kan worden beschouwd als de overdracht van het intellectuele en industriële eigendomsrecht. Deze bepaling belet echter niet het gebruik van het Product voor de behoeften van de Koper binnen de door de partijen uitdrukkelijk bepaalde perken.

De Verkoper behoudt dus de intellectuele en industriële eigendomsrechten, de technologie en de knowhow, waarvoor al dan niet een octrooi is verleend, onderzoeken, plannen en modellen en alle documenten en inlichtingen die hij

aan de Koper heeft uitgegeven of overgemaakt, of waarvan de Koper kennis heeft kunnen nemen in het kader van de uitvoering van de Bestelling. Deze documenten en informatie mogen uitsluitend worden gebruikt door de Koper, en dit alleen voor de noden van de uitvoering van de Bestelling. Zij zijn vertrouwelijk en mogen niet worden verspreid, gepubliceerd of meer algemeen aan derden worden meegedeeld zonder de voorafgaande uitdrukkelijke toestemming van de Verkoper. De documenten moeten op eerste verzoek van de Verkoper of in het geval van stopzetting van de contractuele relaties aan hem worden teruggegeven. De Koper moet alle noodzakelijke maatregelen nemen opdat zijn ondergeschikten en/of onderaannemers en/of klanten deze verplichting naleven.

XIII – Corruptiebestrijdingsclausule

De Koper certificeert dat hij de Amerikaanse, Europese, Franse en plaatselijke wetgeving inzake de strijd tegen corruptie naleeft en in de toekomst zal naleven. De Koper mag geen betalingen verrichten of onwettige aanbiedingen doen (of dergelijke betalingen of aanbiedingen aanvaarden), dan wel rechtstreeks of onrechtstreeks daden van corruptie stellen, tegenover personen, waaronder de regering, een regeringsambtenaar, een werknemer van een staatsbedrijf, vertegenwoordiger van een politieke partij of een politieke kandidaat, met het oog op het verkrijgen of behouden van een commercieel voordeel.

De Verkoper behoudt zich het recht voor om elke Bestelling te annuleren of elk contract te beëindigen, naar eigen goeddunken, indien hij vaststelt dat de bepalingen van deze clausule niet naar behoren werden nageleefd of niet kunnen worden nageleefd door de Koper.

XIV – Naleving van de regels inzake controle van de uitvoer

De Koper stemt ermee in alle exportwetten en -voorschriften van de Verenigde Staten, Europa, Frankrijk en alle andere toepasselijke landen ("Exportwetten") na te leven om ervoor te zorgen dat het Product en/of de Reserveonderdelen, en/of enig onderdeel daarvan, niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, worden uitgevoerd in strijd met de Exportwetten, of worden gebruikt voor doeleinden die op grond van de Exportwetten verboden zijn.

De Producten en Reserveonderdelen en alle verwante diensten en technologieën (de "Producten") zijn onderworpen aan de exportcontrole- en economische sanctiewetten en -voorschriften van de Verenigde Staten en/of Europa.

De Koper mag de Producten niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, exporteren, herexporteren, vervoeren, overdragen of het gebruik ervan toestaan naar, in, via of voor landen, personen of eindgebruikers die gesanctioneerd zijn, onder embargo staan of verboden zijn, tenzij met toelating van de overheidsinstanties.

Indien de Koper het door de Verkoper geleverde Product of de geleverde Reserveonderdelen overdraagt aan een derde, dient de Koper de Exportwetten na te leven.

Vóór de overdracht en/of (her)uitvoer van een Product of Reserveonderdelen aan een derde, moet de Koper met name controleren en garanderen:

- Dat geen inbreuk wordt gepleegd op de regels inzake door de VN, de Europese Unie, de Verenigde Staten en/of Frankrijk opgelegde embargo's.
- Dat geen inbreuk wordt gepleegd op de regels die door de VN, de Europese Unie, de Verenigde Staten en/of Frankrijk worden opgelegd inzake internationale sancties die worden opgelegd aan bepaalde landen, groeperingen, individuen of instanties.
- Dat dergelijke Producten of Reserveonderdelen niet bestemd zijn om te worden gebruikt in verband met een activiteit of eindgebruik dat direct of indirect verband houdt met, maar niet beperkt is tot, de verspreiding van kernwapens, nucleaire aandrijving op zee, raketten, raketssystemen, onbemande luchtvaartuigen of chemische of biologische wapens.

De Verkoper behoudt zich het recht voor om elke Bestelling te annuleren of elk contract te beëindigen, naar eigen goeddunken, indien hij vaststelt dat de

bepalingen van deze clausule niet naar behoren werden nageleefd of niet kunnen worden nageleefd door de Koper.

XV – Persoonsgegevens

Indien de partijen toegang hebben tot persoonsgegevens in verband met de uitvoering van het besluit, zijn zij gehouden het toepasselijke recht inzake persoonsgegevens na te leven, met name Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens.

De Verkoper besteedt bijzondere aandacht aan de bescherming en de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer. De Koper kan het beleid inzake de bescherming van persoonsgegevens van de Verkoper raadplegen door op de volgende link te klikken: https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

De Verkoper verzamelt de persoonsgegevens van de Koper voor het beheer van zijn bestelling (transport en afhaling van Producten, toepassing van waarborgen, dienst na verkoop) en de opvolging van zijn commerciële relaties. Zijn persoonsgegevens kunnen dus worden meegedeeld aan de partners van de Verkoper, uitsluitend voor de uitvoering van de bestelling, in overeenstemming met deze Algemene Verkoopvoorwaarden.

Het beleid van de Verkoper inzake de bescherming van persoonsgegevens informeert de Koper over zijn praktijken met betrekking tot het verzamelen, het gebruik en de opslagduur van persoonsgegevens, alsmede over de veiligheidsmaatregelen die zijn getroffen. De Koper heeft recht op toegang tot, verwijdering van, verzet tegen en rectificatie van zijn persoonsgegevens. De Koper kan deze rechten uitoefenen door te klikken op de volgende link https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

XVI – Toepasselijk recht en bevoegde rechtbank

De Franse wetgeving is van toepassing met uitsluiting van alle andere wetten.

In het geval van een geschil zullen de Koper en de Verkoper proberen een minnelijke schikking te vinden. Indien geen minnelijke schikking wordt bereikt binnen een termijn van 30 (dertig) dagen vanaf de datum van de eerste kennisgeving, moet een rechtsvordering aanhangig worden gemaakt bij de Rechtbank van Koophandel van Parijs (Frankrijk), die bij uitsluiting bevoegd is, zelfs in het geval van een incidentele vordering, pluraliteit van verweerders of oproep in vrijwaring.

In het geval dat de Koper een consument is (de Koper koopt het Product of de Reserveonderdelen niet voor professionele, industriële, ambachtelijke of commerciële doeleinden) en onderdaan is van de Europese Unie, kan de Koper, in geval van een geschil met de Verkoper, een beroep doen op de ombudsdienst voor consumenten overeenkomstig de artikelen L. 612 en volgende van de Franse consumentenwetgeving. Het staat de partijen echter vrij al dan niet een beroep te doen op de ombudsdienst voor consumenten.

Voorgesteld wordt om de volgende ombudsdienst te gebruiken:

Het Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP), een vereniging naar Frans recht van 1901, waarvan het hoofdkantoor gevestigd is te 39 avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris, Frankrijk.

De Koper kan een vraag voor bemiddeling doorsturen naar het CMAP:

- Via het formulier op de website van het CMAP (www.mediateur-conso.cmap.fr), of
- Via e-mail naar consommation@cmap.fr, of
- Per post naar het volgende adres: CMAP – Service Médiation de la consommation, 39 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris).

De ombudsdienst onderzoekt de ontvankelijkheid van de zaak overeenkomstig de voorwaarden van artikel L.612-2 van de consumentenwetgeving binnen vijf werkdagen na ontvangst van het door het CMAP toegezonden dossier en kan de verwijzing onontvankelijk verklaren overeenkomstig de voorwaarden van artikel L.612-2 van de consumentenwetgeving, die als volgt worden geformuleerd:

"Een geschil kan niet door de ombudsdienst voor consumenten worden onderzocht wanneer:

- 1- De consument geen voorafgaande poging rechtvaardigt om zijn geschil rechtstreeks met de handelaar op te lossen door middel van een schriftelijke klacht overeenkomstig de regelingen waarin de overeenkomst in voorkomend geval voorziet;*
- 1- Het verzoek manifest ongegrond of onrechtmatig is;*
- 2- Het geschil al eerder is onderzocht of nog wordt onderzocht door een andere ombudsdienst of door een rechtbank;*
- 3- De consument zijn verzoek bij de ombudsdienst meer dan een jaar na de datum van zijn schriftelijke klacht bij de handelaar heeft ingediend;*
- 4- Het geschil niet onder zijn bevoegdheid valt.*

De consument wordt door de ombudsdienst binnen drie weken na ontvangst van zijn dossier in kennis gesteld van de afwijzing van zijn vraag om bemiddeling."

De door de ombudsdienst voorgestelde oplossing is niet bindend voor de partijen bij de overeenkomst.



Condições Gerais de Venda

Introdução

O Vendedor é definido adiante como sendo SDMO Industries SAS, cuja sede social se situa em 270, rue de Kerervern, 29490 Guipavas, França – RCS Brest 548 202 985 - Número de IVA intracomunitário: FR60548202985 – Tel.: 02.98.41.00.00. Nos termos da legislação em vigor, as presentes condições gerais do Vendedor definem as condições segundo as quais o Vendedor vende os seus Produtos, bem como prestações e documentos acessórios, e Peças de Substituição. Qualquer Encomenda efetuada ao Vendedor implica a aceitação pelo Comprador das presentes condições gerais de venda e a renúncia deste último às suas próprias condições gerais de compra. As presentes condições gerais de venda podem ser adaptadas no âmbito de condições particulares de venda, quando as especificidades da transação o justificarem. Em caso de divergência ou de contradição entre as condições particulares de venda e as condições gerais de venda, as primeiras prevalecerão.

I – Orçamento e Encomenda

Os preços e informações constantes dos catálogos, prospectos e tarifas são apenas fornecidos a título indicativo e o Vendedor reserva-se o direito de efetuar todas as modificações de disposição, de forma, de dimensões ou de materiais nos seus Produtos e elementos de Produtos, e nas Peças de Substituição, incluindo as respetivas ilustrações, fotografias e descrições.

A pedido do Comprador, o Vendedor pode fornecer um orçamento, que constitui um compromisso firme no prazo de opção estabelecido no orçamento. O perímetro de fornecimento do Produto e de prestações acessórias, e de Peças de Substituição, compreende exata e unicamente o Produto, as Peças de Substituição e as prestações especificadas no orçamento.

O aviso de receção da Encomenda do Comprador pelo Vendedor vale como compromisso firme e definitivo de todos os elementos estipulados no orçamento.

O contrato de venda apenas é perfeito mediante reserva de aceitação expressa pelo Vendedor da Encomenda do Comprador no prazo de um mês a contar da receção da mesma. Decorrido o prazo de um mês, o facto de o Vendedor não ter notificado, por escrito, a rejeição dessa Encomenda ou as reservas à mesma vale como aceitação pura e simples da Encomenda. O Vendedor não terá em consideração qualquer cláusula contrária e/ou complementar que não seja expressamente aceite pelo Vendedor aquando da aceitação da Encomenda.

Em caso de estudo específico devidamente acordado, a definição do Produto e das prestações acessórias será realizada com base nas informações comunicadas pelo Comprador ao Vendedor, nomeadamente em termos de potência e/ou de intensidade necessárias ou de escolha do local de implantação do Produto. A este respeito, o Comprador compromete-se a colaborar o melhor possível para a definição do projeto, fornecendo todas as informações necessárias, nomeadamente as relativas à situação geográfica, às restrições ambientais e de vizinhança e à regulamentação aplicável, de maneira geral e/ou específica ao local; o Produto fornecido destina-se, salvo disposições particulares expressamente acordadas entre as Partes, a um modo de funcionamento em condições de serviço e de utilização padrão.

Para os Produtos ou as prestações ou as Peças de Substituição que não estão incluídos no orçamento do Vendedor, os novos preços e prazos, bem como qualquer elemento substancial, são negociados e aceites entre o Comprador e o Vendedor antes de qualquer execução.

O montante mínimo de uma encomenda de Peças de Substituição é fixado em 200,00 (duzentos) Euros sem impostos incluídos (exceto Peças de Substituição para grupos eletrogêneos portáteis). Para qualquer encomenda inferior a este montante e salvo especificação diferente acordada entre as Partes, será

faturado ao Comprador um custo fixo de 50,00 (cinquenta) Euros sem impostos incluídos para cobrir as despesas de tratamento da encomenda.

Na sua encomenda de Peças de Substituição, o Comprador deverá indicar o grau de urgência da mesma:

- Urgente: entrega «Ex Works Local Acordado» ou colocação à disposição em fábrica no prazo de setenta e duas horas úteis
- Prioritária: entrega «Ex Works Local Acordado» ou colocação à disposição em fábrica no prazo de dez dias úteis
- Stock: entrega «Ex Works Local Acordado» ou colocação à disposição em fábrica no prazo de cinco semanas em dias de calendário.

Bem como o modo de entrega segundo o Incoterm© 2020.

Uma vez a Encomenda de Peças de Substituição registada pelo Vendedor e o aviso de receção transmitido ao Comprador pelo Vendedor, não será possível modificar o grau de urgência exceto em caso de acordo expresso do Vendedor. Se a Encomenda for modificada pelo Comprador, o Vendedor poderá faturar ao Comprador as despesas correspondentes às prestações logísticas e administrativas suplementares.

II – Cancelamento ou Suspensão da Encomenda

Caso o Comprador cancele a Encomenda, sem qualquer falha imputável ao Vendedor, os pagamentos efetuados pelo Comprador passam a pertencer definitivamente ao Vendedor, no sentido de cobrir as despesas e encargos associados ao cancelamento da Encomenda. Caso nenhum adiantamento ou pagamento por conta tenha sido efetuado pelo Comprador ao Vendedor, a indemnização compensatória será igual a 25% (vinte e cinco por cento) do montante da Encomenda.

Caso o Comprador suspenda a Encomenda por motivos não imputáveis ao Vendedor, o Comprador deverá indemnizar o Vendedor em relação aos custos razoavelmente incorridos devido a tal suspensão.

III – Acondicionamento – Modo de Entrega e Transporte – Prazo de Entrega

III.1 – Acondicionamento

Exceto em caso de especificação diferente acordada entre as Partes, o Vendedor poderá propor uma proteção do tipo «capa plástica» para os Produtos ou uma embalagem «caixa de madeira, não normalizada» ou de «cartão» para as Peças de Substituição; este último apenas pode ser responsabilizado, relativamente ao modo ou à duração de um eventual armazenamento, se surgir qualquer outro elemento posterior à entrega. Não obstante, o Vendedor pode, mediante pedido expresso do Comprador, prever o fornecimento de um tipo específico de acondicionamento pedido por este último; esta prestação suplementar deve obrigatoriamente dar lugar à efetivação de uma Encomenda.

III.2. Modo de entrega e Transporte

Salvo estipulação em contrário, a entrega é efetuada «Ex- Works (EXW), Local Acordado», segundo o Incoterm© 2020. O Comprador suporta todos os encargos e riscos associados ao encaminhamento do Produto ou das Peças de Substituição desde o local acordado ou da fábrica do Vendedor até ao destino pretendido.

Consoante o Incoterm utilizado, o custo dos portes e da documentação necessária à entrega pode ser objeto de um orçamento específico do Vendedor em nome do Comprador.

Caso o Vendedor assuma as prestações de transporte e de entrega, o Comprador deve verificar os envios à chegada do Produto ou das Peças de Substituição e exercer (caso seja aplicável) os seus recursos contra a transportadora. Em particular, em caso de material em falta ou de dano sofrido pelo Produto ou pelas Peças de Substituição aquando da entrega, devidamente confirmado e constatado, o Comprador tem de apresentar as suas eventuais reservas junto da transportadora no momento da entrega, de modo a preservar os direitos das partes perante a transportadora.

O Vendedor pode subscrever, em nome do Comprador e mediante pedido expresso deste último, uma cobertura de seguro destinada a proteger o Comprador contra os danos suscetíveis de serem ocasionados ao Produto ou às Peças de Substituição durante o transporte. Em caso de sinistro relativamente ao qual seja exercida a garantia associada ao seguro subscrito, é expressamente acordado que o Comprador assumirá o pagamento da franquia prevista na apólice de seguro subscrita pelo Vendedor.

Se a entrega for atrasada por qualquer motivo não imputável ao Vendedor, o material será armazenado e manuseado, caso seja necessário, se o Vendedor o consentir, por conta e risco do Comprador; o Vendedor declina qualquer responsabilidade. O Vendedor assegura, a título gratuito, o armazenamento durante o prazo de um mês a contar da data de disponibilidade do Produto ou das Peças de Substituição. Na data de expiração deste prazo de um mês e após notificação escrita do Vendedor, as despesas de armazenamento poderão ser faturadas ao Comprador, num montante correspondente a 1 % do valor da Encomenda do Comprador por cada mês de armazenamento. Qualquer mês iniciado é faturado, sendo fixado um montante mínimo de despesas de armazenamento de 100 Euros (cem euros).

Além disso e no caso de o Comprador não aceitar a entrega do Produto ou das Peças de Substituição no âmbito de modalidades de entrega diferentes de «Ex- Works (EXW), Local Acordado» segundo o Incoterm® 2020 no prazo de 15 (quinze) dias a contar da data de notificação formal do Vendedor, este reserva-se o direito de modificar as modalidades de entrega para uma entrega «Ex- Works (EXW), Local Acordado» segundo o Incoterm® 2020.

Exceto em caso de pedido expresso do Comprador, o Vendedor pode organizar a entrega das Peças de Substituição, de forma parcial, consoante a disponibilidade das Peças de Substituição encomendadas.

III.3 – Prazo de Entrega

O prazo de entrega é o prazo acordado entre o Comprador e o Vendedor. O aviso de receção da Encomenda do Vendedor estabelece normalmente o prazo de entrega.

Caso o Vendedor constate um atraso, deve notificá-lo ao Comprador assim que possível. Qualquer atraso de entrega ou de execução não pode justificar o cancelamento da Encomenda e não pode dar azo a qualquer indemnização e/ou compensação, seja a que título for.

No caso de serem expressamente acordadas penalizações contratuais por atraso de entrega, as referidas penalizações são fixas, liberatórias e exclusivas de qualquer outra sanção e não podem exceder um montante máximo de 5% (cinco por cento) do montante líquido de impostos da Encomenda. As mesmas não podem, em caso algum, dar origem a indemnização compensatória. O Vendedor é libertado, de pleno direito, de qualquer compromisso relativo aos prazos de entrega ou de execução se o Comprador não tiver respeitado as suas próprias obrigações, incluindo a de pagamento segundo as modalidades acordadas.

III.4 Devolução excecional de Peças de Substituição

Qualquer devolução de Peças de Substituição deve ser objeto de um pedido expresso do Comprador, devidamente aceite pelo Vendedor. O Vendedor deve dirigir ao Comprador um impresso «Acordo de devolução», comunicado mediante pedido; este documento deve ser obrigatoriamente anexado às Peças de Substituição objeto de devolução.

As Peças de Substituição devem ser devolvidas pelo Comprador, a expensas do Comprador e no prazo de 30 (trinta) dias de calendário, a contar da data de receção pelo Comprador do «Acordo de Devolução» devidamente assinado pelo Vendedor. Passado este prazo, as Peças de Substituição não podem ser devolvidas nem reembolsadas.

As Peças de Substituição devolvidas devem ser embaladas e/ou acondicionadas na respetiva embalagem de origem pelo Comprador, sem terem sido montadas nem terem sofrido qualquer deterioração.

O Vendedor compromete-se a elaborar um nota de crédito no prazo de 30 (trinta) dias de calendário, a contar da data de receção das Peças de Substituição pelo Vendedor, deduzindo as despesas administrativas correspondentes a 30 (trinta) % do montante faturado pelas Peças de Substituição devolvidas.

O montante das notas de crédito em acumulado num ano civil «n» não pode ultrapassar 10 (dez) % do montante das Encomendas de Peças de Substituição faturadas pelo Vendedor ao Comprador no ano civil «n-1».

As Peças de Substituição, tais como filtros, correias, juntas e tubos de borracha, peças com data de validade, peças obsoletas, peças fornecidas ao Comprador há mais de dois anos e peças que tenham sido objeto de uma Encomenda única e dedicada para responder às necessidades do Comprador, não poderão ser devolvidas.

O Vendedor reserva-se o direito de recusar qualquer devolução de Peças de Substituição; esta recusa será devidamente justificada.

III.4.1. Devolução de Peças de Substituição devido a um erro do Vendedor

Neste caso específico, as Peças de Substituição devem ser devolvidas pelo Comprador no prazo de 45 (quarenta e cinco) dias de calendário, a contar da data de receção pelo Comprador do «Acordo de Devolução» devidamente assinado pelo Vendedor. Passado este prazo, as Peças de Substituição não podem ser devolvidas nem reembolsadas. As Peças de Substituição devidamente devolvidas serão objeto de uma nota de crédito do Vendedor correspondente ao montante faturado pelas Peças de Substituição devolvidas, ao qual serão adicionados os custos de transporte suportados pelo Comprador e devidamente justificados.

IV – Prestações no Local

Mediante acordo entre as Partes, o Vendedor pode aceitar efetuar a totalidade ou parte das operações de montagem, ensaios, colocação em serviço industrial do Produto ou eventualmente de construção da engenharia civil – à exceção de qualquer operação de desamiantagem, que permanece sempre da responsabilidade exclusiva do proprietário dos locais existentes, nos termos da regulamentação em vigor.

A execução de uma ou outra destas prestações não pode, em caso algum, valer de aceitação total ou parcial por parte do Vendedor das qualidades intrínsecas de elementos e/ou de prestações fora do âmbito do fornecimento do Produto e/ou – de uma forma mais geral – do ambiente no qual o Produto será integrado.

Em particular, as operações de ensaios no local ou de colocação em serviço executadas pelo Vendedor não poderão, em caso algum, valer de conhecimento e aceitação pelo mesmo das condições de instalação do Produto pelo Comprador ou uma empresa terceira.

O facto de ter confiado ao Vendedor o fornecimento do Produto e/ou das prestações acessórias não exonera o Comprador de nenhuma das respetivas obrigações nos termos das leis e regulamentos em vigor.

O Vendedor não poderá, de forma alguma, ser considerado responsável pelas eventuais consequências materiais e/ou financeiras de uma inexecução total ou parcial, de uma execução tardia ou de uma má execução das prestações confiada a terceiros. Pelo contrário, o Vendedor terá o direito de faturar ao Comprador qualquer custo adicional resultante.

O facto de o Vendedor assumir a realização de operações de montagem no local não exonera em nada o Comprador do seu dever de vigilância do estaleiro fora do horário de expediente.

V – Ensaio e Receção

Quando estiver prevista uma receção na fábrica do Vendedor e/ou no local, o Produto e os respetivos acessórios serão objeto de ensaios de receção na presença do Comprador.

O Vendedor notificará o Comprador, dentro de um prazo razoável, da data na qual serão realizados os ensaios de receção. No caso de o Comprador não poder assistir aos ensaios de receção e para não perturbar o processo global de execução da Encomenda, o Vendedor pode solicitar a uma terceira entidade devidamente competente para estar presente nos ensaios de receção no lugar do Comprador e por conta e risco deste último.

O Comprador não pode recusar a receção devido a defeitos menores que não afetem o funcionamento do Produto.

A receção, com ou sem reservas, será efetivada através da assinatura da Ata de Receção pelo Comprador e pelo Vendedor, ou por uma terceira entidade devidamente mandatada para o efeito. Se a receção for adiada por motivos não imputáveis ao Vendedor:

- a receção adiada terá lugar duas (2) semanas após a data de notificação pelo Vendedor da data para a qual a receção estava prevista;
- o Vendedor reserva-se o direito de fazer repercutir no Comprador os custos associados a este adiamento, tais como e nomeadamente as despesas de manutenção e armazenamento, bem como os eventuais custos financeiros.

O Vendedor disporá de um prazo máximo de três (3) meses a contar da data efetiva da receção para reparar as reservas eventualmente emitidas aquando da referida receção.

O Vendedor informará o Comprador, por correio registado com aviso de receção, sobre a concretização das prestações que permitam o levantamento das reservas. O Vendedor e o Comprador procederão então a uma constatação de levantamento das reservas.

Caso a receção não tenha sido efetivada, o Comprador não poderá utilizar qualquer parte do Produto. Caso o Comprador utilize, por sua conta e risco, o Produto antes da sua receção efetiva, o Produto será considerado como recebido à data da respetiva utilização.

VI – Preço e Condições de Pagamento

Os preços excluem todos os direitos e impostos.

Segundo as disposições do artigo L.441-6 do Código Comercial francês, qualquer fatura endereçada pelo Vendedor ao Comprador deve ser paga num prazo não superior a 45 (quarenta e cinco) dias, a contar do final do mês, após a data de emissão da fatura.

Os pagamentos são efetuados para o domicílio do Vendedor, líquidos e sem deduções. Os montantes não pagos em numerário serão garantidos por letras aceites.

Nenhuma dedução ou compensação sobre o montante devido poderá ser aplicada pelo Comprador sem o acordo prévio por escrito do Vendedor.

Segundo as disposições do artigo L.441-6 do Código Comercial francês, qualquer atraso de pagamento imputável ao Comprador dará lugar, de pleno direito, a uma penalização por atraso exigível no dia seguinte à data de pagamento que consta da fatura (caso as somas devidas sejam pagas após esta data), bem como a uma indemnização fixa a título de despesas de cobrança, cujo montante estabelecido por decreto é de 40 euros.

A taxa de penalização por atraso é igual à taxa de juro aplicada pelo Banco Central Europeu à sua operação de refinanciamento mais recente, majorada de dez pontos percentuais, sem que essa penalização prejudique a exigibilidade da dívida. As penalizações por atraso são exigíveis sem que seja necessário o envio de qualquer lembrete.

O Comprador é libertado da sua obrigação de pagamento aquando do recebimento efetivo das somas devidas. O pagamento é considerado realizado na data em que os fundos são colocados, pelo Comprador, à disposição do beneficiário ou do respetivo sub-rogado.

Em caso de venda, de cessão, de entrega em garantia ou de integração do respetivo fundo de comércio ou material numa sociedade pelo Comprador, como também no caso de um dos pagamentos ou aceitação de uma das letras não se verificar na data prevista, as somas devidas tornam-se imediatamente exigíveis, quaisquer que sejam as condições anteriormente acordadas.

VII - Força maior

Os atrasos ou as não execuções resultantes de qualquer causa fora do controlo razoável de alguma das partes, incluindo, mas sem ficar limitado a, casos de força maior, tumultos ou comoções civis, sabotagem, terrorismo, guerra, tremores de terra, greves, lock-out, acidentes, incêndios, inundações, explosões, epidemias, pandemias ou ausência de meios de comunicação ou de transporte normais («eventos de força maior»), prolongarão o prazo de execução de forma correspondente, mas em caso algum por um período superior a trinta (30) dias a contar do início de um evento de força maior («período de força maior»). Nenhuma das partes é responsável por perdas, danos, detenções ou atrasos resultantes de qualquer uma das causas supramencionadas ou de qualquer outra condição ou evento fora do controlo razoável da referida parte. O Vendedor tem o direito de rescindir o presente acordo em caso de evento de força maior que persista para além do período de força maior. A ocorrência de um evento de força maior não suspende o cumprimento de uma obrigação de pagamento de uma parte à outra nos termos das presentes condições.

VIII – Cláusula de salvaguarda

Em caso de evento de natureza económica ou comercial que ocorra após a Encomenda e torne a respetiva execução prejudicial para uma das partes, as mesmas irão encontrar-se para examinar a situação e tentar restabelecer o equilíbrio inicial. Se as partes chegarem a acordo, um aditamento irá determinar as novas modalidades de execução da Encomenda. Em caso de diferendo e no prazo de um (1) mês a contar da primeira reunião entre as partes, as partes estabelecerão os termos de resolução da Encomenda.

IX – Cláusula de Reserva de Propriedade e Transferência dos Riscos

O Vendedor mantém a propriedade do Produto ou das Peças de Substituição vendido ou vendidas até ao pagamento efetivo da totalidade do preço, em montante principal e valores acessórios. A falta de pagamento de qualquer uma das prestações pode originar a reivindicação do Produto ou das Peças de Substituição.

Caso o Comprador tenha pago uma parte do preço, esta porção do preço é considerada perdida para o Vendedor, não obstante a restituição do Produto ou das Peças de Substituição, em virtude da cláusula de reserva de propriedade, a título de reparação de montante fixo do prejuízo incorrido pelo mesmo devido à inexecução da Encomenda pelo Comprador.

A transferência dos riscos é efetuada no momento da entrega EX WORKS, tal como previsto no artigo III.2. supracitado. A este título, o Comprador assume, a contar da data de entrega, os riscos de perda ou de deterioração do Produto ou das Peças de Substituição, bem como a responsabilidade pelos danos que o Produto ou as Peças de Substituição possa ocasionar.

X – Garantia

X.1 Garantia Comercial

X.1.1 Duração da garantia do Vendedor

Salvo estipulação em contrário e expressamente acordada entre o Comprador e o Vendedor, a garantia do Produto é assegurada pelo Vendedor durante um prazo de:

- para os Produtos em serviço de “recurso” (em substituição da alimentação pela rede elétrica normal, em caso de interrupção

intempestiva do acesso a esta rede ou do seu serviço. O serviço de «recurso» está limitado ao lapso de tempo necessário para a reposição no devido estado do acesso a esta rede ou do respetivo serviço):

- 30 meses a contar da data de saída de fábrica do Produto ou 42 meses para um Produto da Série KD a contar da data de saída de fábrica do mesmo
- Ou
- 24 meses a contar da data de colocação em serviço do Produto ou 36 meses para um Produto da Série KD a contar da data de colocação em serviço do mesmo
- Ou
- 1000 horas de funcionamento.

A garantia termina quando for atingido o primeiro dos três prazos referidos.

-para os Produtos em serviço “contínuo” (fornecimento de energia elétrica de forma contínua, tanto em caso de ausência de qualquer rede elétrica normal como em complemento da referida rede elétrica):

- 18 meses a contar da data de saída de fábrica do Produto;
- ou 30 meses para um Produto da Série KD a contar da data de saída de fábrica do mesmo
- Ou
- 12 meses a contar da data de colocação em serviço do Produto ou 24 meses para um Produto da Série KD a contar da data de colocação em serviço do mesmo
- Ou
- 2500 horas de funcionamento ou 8700 horas de funcionamento para um Produto da Série KD

A garantia termina quando for atingido o primeiro dos três prazos referidos.

As peças de substituição ou as peças substituídas são garantidas durante o prazo que falta cobrir a título da garantia visada no presente artigo, sem que tal possa modificar a duração da garantia das outras peças ou componentes do Produto.

As Peças de Substituição são garantidas durante seis meses a contar da data da respetiva entrega.

X.1.2 Modalidades de aplicação e cobertura da garantia

O Vendedor compromete-se a reparar qualquer vício de funcionamento do Produto ou das Peças de Substituição vendido ou vendidas originado por um defeito na conceção, nos materiais ou de execução (incluindo a montagem, se esta prestação lhe tiver sido confiada), de acordo com o estabelecido nas disposições anteriores.

A obrigação do Vendedor não se aplica em caso de avaria provocada por materiais fornecidos pelo Comprador ou por uma conceção imposta por este.

Não estão igualmente cobertos pela garantia quaisquer incidentes resultantes de situações fortuitas ou de força maior, bem como substituições ou reparações que resultem, nomeadamente, do desgaste normal do Produto ou das Peças de Substituição, de deteriorações ou acidentes devidos a negligência, falta de vigilância ou de manutenção e de utilização defeituosa deste Produto ou destas Peças de Substituição.

A garantia será apenas acionada após peritagem das peças com defeito e da respetiva devolução às oficinas do Vendedor ou dos seus agentes autorizados.

Cabe ao Vendedor informado de um defeito coberto pela presente garantia reparar o vício, às suas custas e o mais rapidamente possível; o Vendedor reserva-se o direito de modificar, se necessário, o Produto ou as Peças de Substituição, de modo a cumprir as suas obrigações.

Em caso algum, o Vendedor garante e assume quaisquer danos imateriais, incluindo e nomeadamente os custos associados à disponibilização de um Produto ou de Peça de Substituição para substituição durante o período de

garantia; a garantia limita-se ao perímetro de responsabilização estabelecido no presente artigo.

As peças substituídas no âmbito da garantia passam a ser propriedade do Vendedor.

Para poder recorrer à garantia, o Comprador deve:

- ter regularizado totalmente a(s) fatura(s) associada(s) ao Produto ou às Peças de Substituição;
- enviar um relatório de colocação em serviço do Produto ao Vendedor assim que a mesma tiver sido efetuada;
- garantir que o combustível, os lubrificantes e o líquido de refrigeração e/ou a água utilizada para a respetiva preparação são de boa qualidade, adequados e em conformidade com as especificações dos fabricantes;
- manter atualizada uma caderneta de manutenção, na qual indique a data, o teor e os resultados dos ensaios, controlos visuais, intervenções de conservação corrente, intervenções de manutenção, bem como todas as observações e constatações de anomalias eventuais efetuadas durante a exploração e a condução;
- informar imediatamente o Vendedor, por escrito, sobre os vícios que imputa ao Produto ou às Peças de Substituição e fornecer todas as justificações sobre a respetiva veracidade. O Comprador deve disponibilizar ao Vendedor todas as facilidades para proceder à constatação destes vícios e para os solucionar. Deve igualmente abster-se, salvo acordo expreso do Vendedor, de efetuar a reparação por si próprio ou por intermédio de terceiros.

X.2 Disposições específicas e obrigatórias para a venda aos consumidores

Independentemente da garantia comercial citada no artigo IX.1. supra, o Vendedor permanece responsável pelas falhas de conformidade do bem com o contrato e pelos vícios redibitórios, nas condições previstas nos artigos 1641.º a 1649.º do Código Civil francês.

O Vendedor é responsável pela entrega de um bem conforme ao contrato e por defeitos de conformidade existentes no ato de entrega.

Também é responsável por defeitos de conformidade resultantes da embalagem, instruções de montagem ou da instalação quando esta lhe tiver sido incumbida nos termos do contrato ou tenha sido realizada sob a sua responsabilidade (L. 211-4 do Código do Consumo francês).

Para estar conforme ao contrato, o bem deve:

1. Estar apto para ser utilizado normalmente de acordo com um bem semelhante e, se for o caso:
 - corresponder à descrição fornecida pelo Vendedor e possuir as qualidades que este tenha apresentado ao Comprador sob a forma de amostra ou de modelo;
 - apresentar as qualidades que um Comprador pode legitimamente esperar na sequência de declarações públicas feitas pelo Vendedor, pelo produtor ou pelo seu representante, nomeadamente, através de publicidade ou de rotulagem;
2. Ou apresentar as características definidas de comum acordo entre as partes ou ser adequado para qualquer utilização especial requerida pelo Comprador, levada ao conhecimento do Vendedor e que o mesmo tenha aceite. [Lei 211-5 do Código do Consumo francês]

A ação resultante do defeito de conformidade prescreve no prazo de dois anos a contar da entrega do bem (Lei 211-12 do Código do Consumo francês). O Vendedor é obrigado a acionar a garantia em caso de defeitos ocultos do bem vendido que o tornem impróprio para o uso a que se destina ou que reduza esse uso ao ponto de o Comprador não o ter adquirido – ou apenas estar disposto a adquiri-lo por um preço inferior – se tivesse tido conhecimento dos mesmos (artigo 1641.º do Código Civil francês). A ação resultante de defeitos redibitórios deve ser intentada pelo adquirente num prazo de dois anos a contar da descoberta do vício. (artigo 1648.º, alínea 1.ª, do Código Civil francês).

XI – Limitação de responsabilidade

O Vendedor não pode ser considerado responsável por um funcionamento deficiente ou um arranque deficiente do Produto ou das Peças de Substituição devido a uma omissão do Comprador e/ou de terceiros. O Vendedor apenas é responsável por falhas, omissões ou erros cometidos e perpetrados pelo seu próprio pessoal e recusa particularmente qualquer responsabilidade relacionada com qualquer incidente que possa decorrer nomeadamente de uma instalação, de uma colocação em serviço, de uma exploração, de uma manutenção ou de uma conservação do Produto ou das Peças de Substituição por terceiros.

O Comprador renuncia à invocação de danos imateriais e/ou indiretos, tais como e em particular as perdas de exploração.

A responsabilidade do Vendedor está limitada a uma soma máxima fixa correspondente ao montante líquido sem impostos da encomenda, sem que todavia tal possa exceder dois (2) milhões de euros por facto e por ano.

O Comprador renuncia assim a todos os recursos para além das exclusões e limitações e garante a mesma renúncia por parte da sua seguradora e/ou de terceiros a qualquer recurso contra o Vendedor e/ou a respetiva seguradora.

Estas limitações não são aplicáveis em caso de negligência grave e/ou de ferimentos físicos.

Todas as penalizações e/ou indemnizações que sejam expressamente acordadas entre o Vendedor e o Comprador assumem a natureza de indemnização por perdas e danos de carácter fixo, liberatório e exclusivo de qualquer outra sanção ou compensação.

Em caso de facto danoso, o Comprador e o Vendedor comprometem-se a limitar, na medida do possível, as consequências do referido facto.

Quando o Comprador esperar desempenhos relativos à obtenção de resultados industriais ou económicos, tais desempenhos devem ser expressamente indicados na Encomenda e aceites pelo Vendedor.

De qualquer modo, o Vendedor é exonerado de qualquer responsabilidade em caso de força maior ou de caso fortuito, tais como e em particular greve, lock-out, rutura de stock de peças, atos de terrorismo, guerra, epidemia, requisição, incêndio, inundações, acidente com ferramentas, interrupção ou atraso nos transportes, etc. Em caso de impossibilidade definitiva, o contrato será rescindido de pleno direito.

XII – Propriedade Intelectual e Industrial

O Comprador reconhece que os direitos de propriedade intelectual, qualquer que seja a respetiva natureza e os conhecimentos adquiridos, utilizados para a conceção e o fabrico do Produto, ou incorporados no mesmo, permanecerão propriedade exclusiva do Vendedor e que, em caso algum, a transferência de propriedade do Produto não pode ser considerada como uma transferência de direitos de propriedade intelectual e industrial. A presente estipulação não impede a utilização do Produto para as necessidades do Comprador nos limites previstos expressamente pelas partes.

O Vendedor conserva assim os direitos de propriedade intelectual e industrial, a tecnologia e os conhecimentos adquiridos, patenteados ou não, relativos aos estudos, esquemas, modelos e a todos os documentos ou informações enviados ou transmitidos pelo mesmo ao Comprador ou dos quais o Comprador tenha tomado conhecimento no âmbito da execução da Encomenda. Estes documentos e informações podem apenas ser utilizados pelo Comprador e exclusivamente para as necessidades de execução da Encomenda. Os mesmos são confidenciais e não podem ser divulgados, publicados ou comunicados geralmente a terceiros sem o consentimento prévio por escrito do Vendedor, ao qual devem ser devolvidos mediante pedido ou em caso de cessação das relações contratuais. O Comprador deve tomar todas as medidas necessárias com vista ao respeito pelos respetivos trabalhadores e/ou subcontratados e/ou clientes das informações assim transmitidas.

XIII – Cláusula anticorrupção

O Comprador certifica estar em conformidade e promete continuar a cumprir as leis norte-americanas, europeias, francesas e locais anticorrupção. O Comprador está proibido de realizar pagamentos ou ofertas ilícitas (ou aceitar pagamentos ou ofertas dessa natureza), ou de envolver-se em práticas de corrupção, direta ou indiretamente, perante qualquer pessoa, incluindo (mas sem limitação) qualquer governo, funcionário governamental, funcionário de uma empresa pertencente ao estado, representante de um partido político ou candidato político, com o objetivo de obter ou manter uma vantagem comercial.

O Vendedor reserva-se o direito de cancelar qualquer Encomenda ou anular qualquer contrato, se assim o entender, se determinar que as disposições desta cláusula não foram corretamente respeitadas ou não podem ser respeitadas pelo Comprador.

XIV – Respeito das Regras de Controlo das Exportações

O Comprador concorda em cumprir todas as leis e regulamentos de exportação dos Estados Unidos, da Europa, de França e de qualquer outro país aplicável («Leis de Exportação») para garantir que o Produto e/ou as Peças de Substituição, e/ou uma parte destas, não sejam exportados, direta ou indiretamente, em violação das leis de exportação, ou utilizados para fins interditos pelas Leis de Exportação.

Os Produtos e as Peças de Substituição, bem como os serviços e as tecnologias com eles relacionados (os «Produtos Entregáveis»), estão sujeitos às leis e aos regulamentos dos Estados Unidos e/ou da Europa em matéria de controlo das exportações e de sanções económicas.

O Comprador não pode, direta ou indiretamente, exportar, reexportar, transportar, transferir, retransferir ou permitir a utilização dos Produtos Entregáveis para, em, por ou para países, pessoas ou utilizações finais sancionados, sob embargo ou interditos, exceto em caso de autorização governamental.

Se o Comprador ceder o Produto ou as Peças de Substituição entregues pelo Vendedor a terceiros, deve, assim e nomeadamente, respeitar as Leis de Exportação.

Antes de qualquer cessão e/ou (re)exportação de um Produto ou de Peças de Substituição a terceiros, o Comprador deve nomeadamente verificar e garantir que:

- Os mesmos não transgridem as regras relativas aos embargos impostos pela ONU, pela União Europeia, pelos Estados Unidos e/ou pela França.
- Os mesmos não transgridem as regras impostas pela ONU, pela União Europeia, pelos Estados Unidos e/ou pela França relativas às sanções internacionais que visam determinados países, grupos, indivíduos ou entidades.
- Que tal Produto ou Peça de Substituição não se destina a ser utilizado em relação direta ou indireta com uma atividade ou uma utilização final associada, não sendo esta lista exaustiva, à proliferação de armas nucleares, à propulsão nuclear marítima, a mísseis, a sistemas de foguetes, a aeronaves não tripuladas ou a armas químicas ou biológicas.

O Vendedor reserva-se o direito de cancelar qualquer Encomenda ou anular qualquer contrato, se assim o entender, se determinar que as disposições desta cláusula não foram corretamente respeitadas ou não podem ser respeitadas pelo Comprador.

XV – Dados Pessoais

No caso de as Partes terem acesso a dados de carácter pessoal por força da execução da Encomenda, as Partes devem, respetivamente, cumprir a legislação aplicável em matéria de dados pessoais, nomeadamente, o Regulamento (UE) 2016/679 do Parlamento Europeu e do Conselho, de 27 de abril de 2016 relativo à proteção das pessoas singulares no que diz respeito ao tratamento de dados pessoais e à livre circulação destes dados.

O Vendedor dedica particular atenção à proteção e ao respeito da vida privada. O Comprador pode consultar a política de proteção de dados pessoais do Vendedor, clicando na seguinte hiperligação: https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

O Vendedor recolhe os dados pessoais do Comprador para a gestão da encomenda (transporte e recolha dos Produtos, aplicação das garantias, serviço pós-venda) e para o acompanhamento das suas relações comerciais. Os seus dados pessoais podem, por conseguinte, ser comunicados aos parceiros do Vendedor exclusivamente para a execução da encomenda, de acordo com as presentes Condições Gerais de Venda.

A política de proteção de dados pessoais do Vendedor informa o Comprador sobre as suas práticas quanto à recolha, utilização, período de conservação dos dados pessoais, bem como relativamente às medidas de segurança implementadas. O Comprador dispõe dos direitos de acesso, de apagamento, de oposição e de retificação dos seus dados pessoais. O Comprador pode exercer estes direitos, clicando na seguinte hiperligação: https://www.kohler.com/corporate/privacy_fr.html.

XVI – Lei e Foro Aplicável

É aplicável a legislação francesa, com a exclusão de qualquer outra.

Para qualquer litígio, o Comprador e o Vendedor empreenderão os melhores esforços para chegar a um acordo amigável. Caso não seja possível chegar a acordo amigável no prazo de 30 (trinta) dias após a data da primeira notificação, qualquer ação judicial deverá ser interposta perante o Tribunal de Comércio de Paris (França), que será o único competente, mesmo em caso de pedido incidental, de múltiplos requeridos ou de recurso de garantia.

No caso de o Comprador ser um consumidor (o Comprador não compra o Produto ou as Peças de Substituição para fins profissionais, industriais, artesanais ou comerciais) e um cidadão da União Europeia, o Comprador pode, em caso de litígio com o Vendedor, recorrer à mediação do consumo em conformidade com os artigos L. 612 e seguintes do Código do Consumo francês. No entanto, as Partes permanecem livres para aceitar ou recusar o recurso à mediação do consumo.

É proposto recorrer ao seguinte sistema de mediação:

Centro de Mediação e de Arbitragem de Paris (CMAP), associação Lei 1901 cuja sede social se situa em 39 avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris, França.

O CMAP pode ser contactado pelo Comprador com um pedido de mediação, quer:

- Através do formulário disponibilizado no website do CMAP: «www.mediateur-conso.cmap.fr», ou
- Através de correio eletrónico, para consommation@cmap.fr, ou
- Através de correio postal, para o seguinte endereço: CMAP – Service Médiation de la consommation, 39 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris).

O mediador examina a admissibilidade do processo relativamente às condições previstas no artigo L.612-2 do Código do Consumo no prazo de cinco dias úteis a contar da receção dos elementos do processo transmitidos pelo CMAP e pode declarar o recurso inadmissível nas condições previstas no artigo L.612-2 do Código do Consumo com a seguinte redação:

«Um litígio não pode ser examinado pelo mediador do consumo quando:

- 1- O consumidor não justifica ter tentado, previamente, resolver o seu litígio diretamente junto do profissional através de uma reclamação escrita de acordo com as modalidades previstas, se for caso disso, no contrato;
- 1- O pedido é manifestamente infundado ou abusivo;
- 2- O litígio foi anteriormente examinado ou está em fase de análise por outro mediador ou por um tribunal;
- 3- O consumidor apresentou o seu pedido ao mediador num prazo superior a um ano a contar da data da sua reclamação por escrito junto do profissional;
- 4- O litígio não se enquadra no âmbito das suas competências.

O consumidor é informado pelo mediador, no prazo de três semanas a contar da data de receção do processo, da rejeição do seu pedido de mediação.»

A solução proposta pelo mediador não vincula as partes do contrato.